



BURKINA FASO
Ministère de la Justice

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2011 DE LA JUSTICE



Edition juin 2012

BURKINA FASO
Direction des Etudes et de la Planification
Ministère de la Justice



TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2011 DE LA JUSTICE



Avant-propos

Le Ministère en charge de la Justice se réjouit de la mise à la disposition des usagers du service public de la justice, du tableau de bord statistique 2011.

Ce document d'analyse synthétique de l'activité judiciaire et de la situation carcérale au Burkina Faso au cours de l'année 2011, emprunte la démarche rédactionnelle suivante :

- une brève présentation de l'organisation du ministère en charge de la justice et des droits humains ;
- les moyens humains et financiers ;
- les activités des juridictions (ordre judiciaire et ordre administratif) ;
- et les principales statistiques pénitentiaires.

En ce qui concerne l'activité juridictionnelle, l'analyse porte principalement sur l'évolution des affaires nouvelles, des décisions rendues, des décisions rédigées et des durées moyennes des procédures.

S'agissant des statistiques pénitentiaires, l'analyse concerne l'évolution de la population carcérale et de ses caractéristiques (effectifs par catégorie, répartition par sexe et par âge des entrées, répartition par sexe, par âge, par nature de l'infraction commise, par durée de détention préventive ou de la peine prononcée pour les prévenus, les inculpés et les condamnés).

Cet outil renfermant les indicateurs essentiels de la justice, apportera sans conteste, un éclairage supplémentaire non seulement aux professionnels spécialistes des questions judiciaires et juridiques, mais aussi à tous les usagers en quête d'information relative à la justice.

En dépit des efforts consentis pour son élaboration, le présent tableau de bord, comme toute œuvre humaine, pourrait comporter des imperfections. Pour ce faire, vos observations, critiques et suggestions seraient les bienvenues en vue de renforcer l'accessibilité psychologique de la justice notamment par la promotion, la disponibilité et l'appropriation de l'information juridique et judiciaire par les usagers du service public de la justice.

Je renouvelle ma reconnaissance à l'UNICEF pour ses efforts sans cesse renouvelés et aux acteurs de la justice qui n'ont ménagé aucun effort malgré les contraintes pour l'élaboration du présent document.

Je réitère mes félicitations et mes encouragements aux membres de la Direction des Etudes et de la Planification, qui au prix de modestes moyens, ont toujours relevé le défi de rendre visible l'activité de l'appareil judiciaire à travers l'annuaire et le tableau de bord statistique. Je les exhorte à persévérer afin de rendre davantage l'accessibilité psychologique de la justice une réalité.

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

Salamata SAWADOGO
Officier de l'Ordre national

Sommaire

Avant-propos	4
Sommaire	6
Abréviations	8
I. Organisation du ministère de la justice	9
I.1. Organisation de l'administration exécutive ou chancellerie	9 Erreur ! Signet non défini.
I.2. Organisation des juridictions	9 Erreur ! Signet non défini.
Les juridictions de l'ordre judiciaire	9 Erreur ! Signet non défini.
Les juridictions de l'ordre administratif	11 Erreur ! Signet non défini.
I.3. Organisation des Etablissements pénitentiaires	11 Erreur ! Signet non défini.
II. Moyens de la Justice	12
II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires	12
II.2. Personnels	14
II.3. Budget	18
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	20
III.1. Cour de cassation	20
III.2. Cours d'appel	22
III.3. Tribunaux de grande instance	24
Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance	24
Activités des parquets des tribunaux de grande instance	28
Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	32
Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	36
Activités des greffes des tribunaux de grande instance	40
III.4. Tribunaux d'instance	42
III.5. Tribunaux de commerce	44
III.6. Juridictions pour Mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants	46
III.7. Tribunaux du travail	48
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif	50
IV.1. Cour des comptes	50
IV.2. Conseil d'Etat	52
IV.3. Tribunaux administratifs	54
V. Etablissements pénitentiaires	56
V.1. Nombre de détenus et occupation des EP au 31/12	56 Erreur ! Signet non défini.
V.2. Caractéristiques des entrées dans les établissements pénitentiaires	58 Erreur ! Signet non défini.
V.3. Caractéristiques des prévenus	60 Erreur ! Signet non défini.
V.4. Caractéristiques des inculpés	62 Erreur ! Signet non défini.
Caractéristiques des inculpés (suite et fin)	64 Erreur ! Signet non défini.
V.5. Caractéristiques des condamnés	66 Erreur ! Signet non défini.
Caractéristiques des condamnés (suite et fin)	68 Erreur ! Signet non défini.
Glossaire	70
Les chiffres clés de la justice	76 Erreur ! Signet non défini.

EQUIPE D'ELABORATION DU TABLEAU DE BORD

Nom et Prénoms	Fonction	Contact
Monsieur Halidou OUEDRAOGO	Directeur des Etudes et de la Planification	70 11 26 75/78 87 48 35 ouedhali@yahoo.fr
Monsieur Inoussa SAKANDE	Chef de Service Statistique	70 14 18 02/78 37 84 42 sakinous@yahoo.fr
Monsieur Issa GUIRA	Chargé de la production des statistiques judiciaires	72 02 6082/78 84 94 47 Issa_guira@yahoo.fr
Monsieur Idrissa OUEDRAOGO	Chargé de la production des statistiques pénitentiaires	71 78 90 94/78 47 41 91 oidrssa@yahoo.fr
Monsieur Boureima KALAGA	Chargé des études au service des Etudes et de l'Analyse (Greffier en Chef)	70 16 72 00 kalagaboureima@yahoo.fr

Abréviations

CA	Cour d'appel
CC	Cour de cassation
CCO	Cour des comptes
CE	Conseil d'État
CPAB	Centre pénitentiaire agricole de Baporo
DEP	Direction des études et de la planification
DG-COOP	Direction générale de la coopération
DRH	Direction des ressources humaines
ENP	École nationale de police
EP	Etablissement pénitentiaire
GSP	Garde de sécurité pénitentiaire
ITS	Inspection technique des services
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
JE	Juge des enfants
MAC	Maison d'arrêt et de correction
MACO	Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou
nd	Non disponible (information non disponible à la source)
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
TA	Tribunal administratif
TAR	Tribunal d'arrondissement
TD	Tribunal départemental
TGI	Tribunal de grande instance
TI	Tribunal d'instance
TPE	Tribunal pour enfants
TT	Tribunal du travail
TC	Tribunal de commerce

I. Organisation du ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Le système judiciaire du Burkina Faso est organisé autour d'une administration exécutive ou chancellerie, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

Les statistiques commentées dans le présent tableau de bord concernent les activités menées jusqu'au 31 décembre 2011.

I.1. Organisation de l'administration exécutive ou chancellerie

Jusqu'à la fusion du ministère en charge de la justice d'avec celui des droits humains, l'organisation du ministère de la Justice était régie par décret n°2009-559 /PRES/PM/MJ du 27 juillet 2009 portant organisation, attribution et fonctionnement du ministère de la justice.

Le Conseil des ministres en sa séance du 26 juillet 2011, a examiné et adopté un nouveau décret qui consacre la fusion du ministère de la Justice et de celui de la Promotion des Droits Humains en un nouveau département, le Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains.

Les innovations majeures du nouveau décret sont la mise en cohérence de l'architecture du Ministère de la Justice et de la Promotion des droits humains avec la nouvelle structuration du Gouvernement, qui a procédé à la fusion des deux départements ministériels. De nouvelles directions ont vu le jour dont deux directions générales (la Direction Générale de la Promotion des Droits Humains et la Direction Générale de la Défense des Droits Humains) et des directions régionales en matière des droits humains. Il est apparu nécessaire d'élaborer un nouvel organigramme pour prendre en compte cette évolution.

En tout état de cause, le ministère de la justice et de la promotion des droits humains est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre comprend : les conseillers techniques, l'Inspection technique des services, la Direction générale de la Garde de sécurité Pénitentiaire, le Chef de Cabinet, le secrétariat particulier et le protocole du Ministre.

, Les structures centrales, les structures déconcentrées et les structures rattachées relèvent du Secrétariat Général .

Les structures centrales du ministère de la justice et de la promotion des droits humains sont :

- la Direction générale des affaires juridiques et judiciaires;
- la Direction générale de la politique criminelle et du sceau;
- la Direction générale de la promotion des droits humains ;
- la Direction générale de la défense des droits humains ;
- la Direction de l'administration et des finances;
- la Direction des études et de la planification;
- la Direction des ressources humaines;
- la Direction de la communication et de la presse ministérielle;
- la Direction des marchés publics ;
- la Perception spécialisée.

Les structures déconcentrées sont les juridictions, les établissements pénitentiaires, les Directions régionales de la promotion des droits humains et les Directions régionales de la Garde de sécurité pénitentiaire. Les structures rattachées au Ministère sont : la commission nationale de codification, le Comité Inter- ministériel des droits humains la commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique et les projets et programmes du ministère.

I.2. Organisation des juridictions

L'organisation des juridictions au Burkina Faso repose sur deux ordres de juridictions : les juridictions de l'ordre judiciaire et les juridictions de l'ordre administratif.

Les juridictions de l'ordre judiciaire

Les juridictions de l'ordre judiciaire sont régies et organisées par la Loi n°10-93/ADP du 17 mai 1993, modifiée par la Loi n°028-2004/AN du 8 septembre 2004. Au titre de l'article 2 de cette Loi, les juridictions de l'ordre

judiciaire au Burkina Faso sont : la Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux départementaux ou d'arrondissements, les tribunaux de travail, les juges des enfants, les tribunaux pour enfants. A ces juridictions, s'ajoutent les tribunaux de commerce créés par la loi n° 22-2009 /AN du 12 mai 2009.

Ces juridictions sont organisées selon une structure pyramidale au sommet de laquelle se trouve la juridiction suprême, et suivent respectivement les juridictions de second degré et à la base de la pyramide se trouvent les juridictions de premier degré.

La juridiction suprême de l'ordre judiciaire : la Cour de cassation

La Cour de cassation est la juridiction supérieure de l'ordre judiciaire au Burkina Faso. Elle a été créée par la Loi organique 13-2000/AN du 9 mai 2000. Elle comprend une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre sociale, une chambre criminelle, un parquet général et un greffe.

La Cour de Cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions de rang inférieur et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit et non pas en fait. Par conséquent, elle ne constitue pas un troisième degré de juridiction.

Les juridictions de second degré de l'ordre judiciaire

On distingue les juridictions de droit commun et d'exception

Dans l'ordre judiciaire, la juridiction de second degré de droit commun est la Cour d'appel. L'article 11 de la loi 028/AN du 08 septembre 2004 dispose que la Cour d'appel comprend une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre sociale, une chambre correctionnelle, une chambre d'accusation, une chambre criminelle et un greffe.

La Cour d'appel est la juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, sociale, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, les tribunaux d'instance et les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier et en dernier ressort.

Les Cours d'appel sont des juridictions de fond en ce sens qu'elles sont des juges de fait et de droit de toutes les affaires portées devant elles. Les procédures applicables devant elles sont consignées dans le code de procédure civile, le code de procédure pénale et le code du travail (art.16 loi 028-2004/AN du 08 septembre 2004).

Enfin, il faut noter que la loi sus citée crée dans le ressort des Cours d'appel des juridictions d'exception que sont les tribunaux d'instance et les tribunaux pour enfants. Les tribunaux d'instance reçoivent en appel, les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux d'arrondissements ou départementaux. Les tribunaux pour enfants sont compétents en premier et dernier ressort pour connaître des crimes commis par un mineur. Ils connaissent également des appels des décisions rendus par le juge des enfants.

Les juridictions de premier degré de l'ordre judiciaire

On distingue les juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

Les juridictions de droit commun sont des juridictions compétentes pour connaître de toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée de façon expresse par la loi à une autre juridiction. Il s'agit exclusivement des tribunaux de grande instance (TGI).

Conformément aux articles 20 et 34 de la loi portant organisation judiciaire, les TGI comprennent une chambre civile, une chambre correctionnelle, un greffe central et des greffes de chambres. Dans les ressorts juridictionnels dépourvus de tribunaux de commerce, la compétence commerciale est dévolue à la chambre commerciale du tribunal de grande instance (art 19 de la loi n°22-2009 /AN du 12 mai 2009).

Il faut noter qu'au sein de chaque TGI, il existe une ou plusieurs juridictions d'instruction au premier degré en matière pénale. La procédure d'instruction des crimes et délits est régie par les dispositions du code de procédure pénale.

Les juridictions d'exception sont des juridictions auxquelles la loi a donné compétence d'attribution exclusive dans une matière donnée. Dans l'organisation judiciaire actuelle du Burkina Faso, il s'agit des tribunaux d'instance, des tribunaux départementaux ou d'arrondissements, des tribunaux du travail, des juges des

enfants et du tribunal militaire. Depuis 2009, il existe sur le territoire national burkinabé deux tribunaux de Commerce respectivement à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

Les juridictions de l'ordre administratif

Il s'agit du Conseil d'Etat, des tribunaux administratifs et de la Cour des comptes.

Le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat est institué par la loi organique n°15-2000/AN du 23 mai 2000. Il est la juridiction supérieure et unique de l'ordre administratif et vient en remplacement de la Chambre administrative de la cour suprême. Il est compétent pour :

- contrôler la régularité et la légalité de l'action administrative ;
- contribuer à la promotion et à la consolidation de l'Etat de droit ;
- harmoniser l'application du droit administratif et diffuser la jurisprudence administrative ;
- contribuer à la promotion de la gouvernance à travers les avis éclairés et objectifs sur les textes réglementaires et sur les difficultés qui s'élèvent en matière administrative.

Le Conseil d'Etat est juge en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application excède le ressort d'un seul tribunal administratif. Il est également juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs et juge de cassation des décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs.

Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs ont été créés au siège de chaque tribunal de grande instance selon la loi n°21/95/ADP du 16 mai 1995 portant création, organisation et fonctionnement des tribunaux administratifs au Burkina Faso. Ils ont le même ressort territorial que les tribunaux de grande instance au siège desquels ils ont été créés. Conformément à l'article 5 de la loi sus-citée, le tribunal administratif est, en premier ressort juge de droit commun du contentieux administratif et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat. Depuis 1996, il existe sur le territoire national burkinabé deux tribunaux administratifs autonomes situés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

La Cour des Comptes

Aux termes de l'article 3 de la loi organique 14-2000 /AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle, la Cour des comptes contribue, par son action permanente de vérification, d'information et de conseil, à la réalisation des missions suivantes :

- la sauvegarde du patrimoine public et le contrôle de la sincérité des finances publiques ;
- l'amélioration des méthodes et techniques de gestion ;
- la rationalisation de l'action administrative.
-

Elle est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

NB : Une controverse est actuellement posée quant à son classement dans l'un ou l'autre ordre des juridictions. Certains proposent qu'elle soit classée dans l'ordre administratif, ce qui poserait des problèmes dont entre autres, celui de ses rapports avec le Conseil d'Etat, juridiction supérieure de l'ordre administratif. D'autres par contre proposent que soit créé un ordre financier dont la Cour des Comptes sera la juridiction supérieure.

I.3. Organisation des Etablissements pénitentiaires

Au Burkina Faso, les établissements pénitentiaires sont constitués d'une part des Maisons d'arrêt et de correction (MAC) situées dans le ressort des TGI et d'autre part d'un Centre pénitentiaire agricole situé à Baporo. Les MAC ont vocation à recevoir les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Les établissements pénitentiaires sont organisés autour de la direction générale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire et animés par un corps paramilitaire notamment la Garde de sécurité pénitentiaire.

II. Moyens de la Justice

II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires

Points saillants :

- Le nombre de tribunaux de grande instance et d'établissements pénitentiaires a plus que doublé entre 2002 et 2011 ;
- Le fonctionnement effectif des tribunaux de commerce.

Commentaire général :

Le nombre de tribunaux de grande instance et de maisons d'arrêt n'a pas varié en 2011. On en dénombre actuellement vingt quatre (24) au plan national.

De façon générale, le nombre de juridictions opérationnelles a connu une évolution importante depuis 2002 à la faveur de la réforme de la justice et des constructions nouvelles. Ainsi, en ce qui concerne les hautes cours, la réforme a pris corps à partir de 2003 avec l'ouverture effective de la Cour de cassation, de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat. Ces hautes cours sont issues de l'éclatement de la Cour suprême en 2000 qui a donné également naissance au Conseil constitutionnel érigé au rang d'institution.

Le nombre de juridictions de second degré a aussi évolué avec l'entrée en service en 2004 des tribunaux pour enfants auprès des Cours d'appel de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou.

Les mutations ont été les plus importantes au niveau des juridictions du premier degré. Des juridictions nouvelles ont ouvert leurs portes en 2004, il s'agit des Juges des enfants et des tribunaux d'instance (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso). Ouverts en 2009, les tribunaux de commerce (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) ont effectivement fonctionné en 2010. De nouveaux tribunaux de grande instance ont été mis en service. Ils étaient 11 en 2002, 12 en 2004, 16 en 2005, 19 en 2006, 20 en 2008 puis 24 depuis 2010.

Les établissements pénitentiaires, en particulier les maisons d'arrêt et de correction, ont suivi l'évolution des TGI. Leur nombre est resté stable à 11 de 2002 à 2004 avant de passer à 15 en 2005, 19 en 2006, 20 en 2008 et 24 depuis 2010.

Il ya lieu de signaler que la maison d'arrêt et de correction de Yako n'est pas fonctionnelle à ce jour. Ses détenus sont pris en charge par la maison d'arrêt et de correction de Ouahigouya.

Les juridictions de proximité que sont les tribunaux départementaux (TD) ou d'arrondissements (TAR) n'ont pas évolué. Leur nombre en 2011 reste stable par rapport à 2010 ; soit 349 TD et 8 TAR¹. Leurs activités sont cependant à encadrer pour qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle.

L'implantation spatiale des nouvelles structures semble rationnelle et tend à décongestionner les MAC les plus surpeuplées telles celles de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Notes :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi, un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Les tribunaux départementaux sont identifiés suivant la couverture territoriale du TGI basé dans la localité considérée.

¹ Cette donnée ne prend pas en compte les dispositions de la loi n°066-2009/AN du 22 décembre 2009 portant découpage des communes urbaines à statut particulier au Burkina Faso.

Tableau 1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Les juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation (CC)	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux d'instance (TI)	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	11	11	12	16	19	19	20	23	24	24
Tribunaux de commerce(TC)	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants (TPE)	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement (TAR)	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Les juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes (CCO)	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	11	11	12	16	19	19	20	23	24	24
Etablissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	10	10	10	15	19	19	20	23	24	24
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau 2 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires en 2011 par localité

Localités	CC	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17								1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso		1	1	1	25	3	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		17								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		5								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma			1		12								1	1
Gaoua			1		23								1	1
Kaya			1		19								1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1						1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	5	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouahigouya			1		22								1	1
Tenkodogo			1		30								1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	2	24	2	349	8	3	2	2	2	1	1	24	25

*Y compris CPAB.

II.2. Personnel

Points saillants :

- L'accroissement continu du personnel judiciaire;
- Le nombre de magistrats dans le système judiciaire pour 100 000 habitants est de 2,4 ;
- Une diminution du ratio Détenus /GSP depuis 2009 d'où une augmentation du taux d'encadrement.

Commentaire général :

Avec une croissance de 3,05% en 2010 par rapport à 2009 et de 5,42% en 2011 par rapport à 2010, le nombre de magistrats continue d'augmenter au fil des années. Comparativement à 2002, ce nombre a doublé passant de 207 à 428 en 2011. La répartition des magistrats par sexe a légèrement évolué avec plus de ¾ d'hommes (77,8% d'hommes et 22,2% de femmes). Le nombre de magistrats en activité connaît une variation : près de 83,5% en 2010 contre 81,78% en 2011 des magistrats exercent dans les différentes juridictions, 7,4% des magistrats en 2010 contre 9,58 en 2011 sont en service à la chancellerie et enfin 9,1% des magistrats en 2010 contre 8,64 % en 2011 exercent hors du ministère (Disponibilité, Détachement, Mise à disposition).

Le nombre de magistrats pour 100 000 habitants a fortement progressé au cours de la période 2002-2011. Après une variation nulle constatée entre 2006 et 2007, une petite augmentation entre 2008 et 2009, on constate une petite baisse de ce ratio en 2010 malgré l'augmentation du nombre de magistrat. Ce ratio aurait pu être meilleur n'eût été la forte croissance démographique. Il sied de souligner que ce ratio a légèrement augmenté en 2011 comparativement en 2010. Cependant, il demeure très loin de la norme recommandée au niveau international qui est d'un (01) magistrat pour 10.000 habitants. Alors pour atteindre cette norme, le Burkina Faso devrait poursuivre ses efforts de recrutement.

De façon générale, le nombre de personnel *greffier* a connu une augmentation entre 2010 et 2011. Cette situation s'explique par l'admission de nombreux greffiers (au sens large) aux concours professionnel, les efforts de recrutement sur concours direct dans les différents emplois des greffes et parquets. La répartition par grade se présente avec 20,9% de greffiers en chef en 2010 contre 20,77% en 2011, 40,8% de greffiers en 2010 contre 40,71% en 2011, 38,23% de secrétaires de greffes et parquets en 2010 contre 38,52% en 2011. Comme au niveau des magistrats, les hommes sont largement majoritaires dans tous les grades mais le personnel *greffier* est celui des corps de métiers de la justice qui a en son sein la plus forte proportion de femmes.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par sexe : Rapport entre le nombre de magistrats greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires de sexe masculin ou féminin et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par position : Rapport entre le nombre de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires d'une position donnée (chancellerie, juridiction ou hors du système judiciaire) et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

Ratio magistrats pour 100 000 habitants : Rapport entre le nombre total de magistrats dans le système judiciaire et la population du pays multiplié par 100 000.

Taux d'encadrement des détenus par GSP : Rapport entre le nombre total de détenus et le nombre total du personnel de garde de sécurité pénitentiaire.

Sources statistiques :

Les effectifs du personnel du ministère ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir des dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Ceux des huissiers de justice ont été obtenus auprès de la Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; ceux des avocats à partir du Tableau de l'ordre des avocats pour l'année judiciaire 2010/2011 et ceux des notaires à partir des Tableaux de l'ordre des notaires.

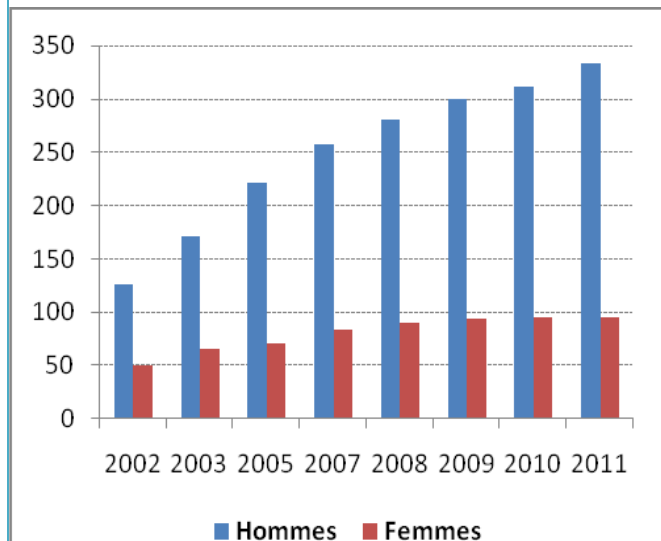
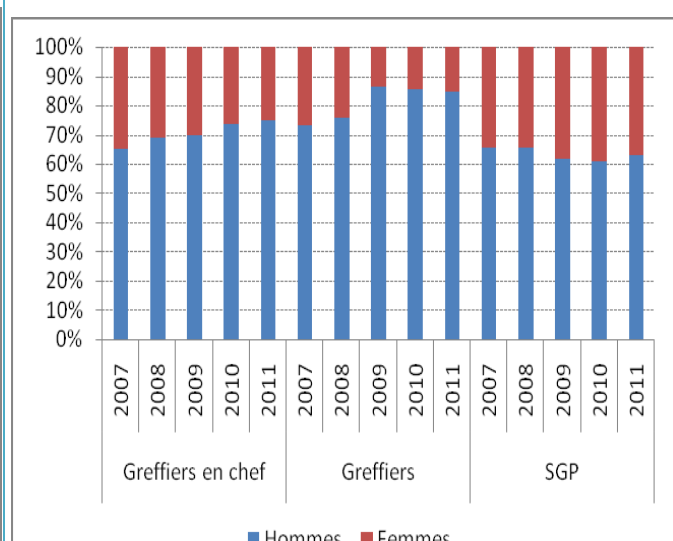
Tableau 3 : Magistrats par sexe et par position, magistrats pour 100 000 habitants

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	207	237	265	292	317	341	371	394	406	428
Sexe										
Hommes	149	171	196	221	240	257	281	300	311	333
Femmes	58	66	69	71	77	84	90	94	95	95
Position										
Chancellerie	20	21	23	24	26	22	30	31	30	41
Juridictions	159	184	213	239	261	286	303	323	339	350
Détachement, mis à disposition, disponibilité	28	32	29	29	30	33	38	40	39	37
Magistrats* pour 100 000 habitants	1,5	1,7	1,9	2,1	2,2	2,2	2,5	2,6	2,3	2,4

* Non compris détachement, disponibilité et mis à disposition

Tableau 4 : Greffiers en chef, greffiers et secrétaires des greffes et parquets (SGP) par sexe et par position

	Greffiers en chef				Greffiers				SGP			
	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011
Ensemble	54	63	64	78	120	118	125	149	137	125	117	141
Sexe												
Hommes	38	44	47	57	91	102	107	126	90	77	71	89
Femmes	16	19	17	19	29	16	18	23	47	48	46	52
Position												
Chancellerie	4	5	8	12	3	3	3	5	11	13	9	15
Juridictions	48	57	53	62	116	113	121	142	124	110	106	116
Mise à disposition, disponibilité	2	1	3	2	1	2	1	2	2	2	2	4

Graphique 1 : Evolution de la répartition des magistrats par sexe**Graphique 2 : Evolution de la répartition du personnel greffier**

L'effectif total du personnel GSP connaît une augmentation de 79,2% entre 2009 et 2011 passant ainsi de 802 à 1437 personnes. Les professionnels qui sont à l'école ne sont pas comptabilisés au quel cas le nombre dépasserait celui donné ci-dessus.

Le personnel de la Garde de Sécurité Pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires continue de croître sur la période. De 224 en 2002, ce nombre est passé à 1006 en 2011. On peut y trouver environ 2,7% d'inspecteurs, 7,9% de contrôleurs, 81,1% d'assistants et 8,3% d'agents. Contrairement, le nombre de détenus au 31 décembre 2011 a légèrement baissé portant ainsi le nombre de détenus par GSP à 5 contre 6,5 en 2010.

L'effectif des notaires, relativement faible sur toute l'étendue du territoire, a connu une légère augmentation depuis 2010. Il est passé à 13 contre 8 en 2009. C'est une première depuis 2002 que nous constatons une augmentation au niveau de ce corps. Mais cette augmentation n'a pas d'influence sur les localités dans lesquelles n'officiait pas de notaire puisque ces nouveaux notaires sont installés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. Parmi les 13 notaires dénombrés en 2010, 4 sont des femmes et 9 sont des hommes. De ce effectif, 9 exercent dans le ressort de la Cour d'appel de Ouagadougou contre 4 dans le ressort de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso avec pour compétence territoriale les juridictions de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso. Dans les autres juridictions, ce sont les greffiers en chef qui exercent la fonction de notaire.

Le nombre d'avocat est resté stable entre 2009 et 2011. Le pays compte 139 avocats inscrits à l'Ordre dont 20,1% de femmes et 79,9% d'hommes. Tous les avocats sont installés dans les villes de Ouagadougou (90,6%) et de Bobo-Dioulasso (9,4%) mais interviennent cependant sur l'ensemble du territoire. La répartition selon l'ancienneté dans le métier montre que 62,2% des avocats ont plus de 10 ans d'expérience.

L'effectif des huissiers a connu aussi une variation en dent de scie. Il est passé de 30 en 2009 à 34 en 2010, puis à 33 en 2011. Cet effectif ne couvre pas l'ensemble du territoire en ce que ces huissiers sont installés dans 8 villes du pays. Cependant, près des 2/3 de ce personnel exercent dans la ville de Ouagadougou et plus des 3/4 ont une expérience de plus de 10 ans.

Hormis le personnel judiciaire, d'autres corps viennent en appui au ministère de la justice. On peut trouver le personnel d'appui que sont les interprètes, les chauffeurs, les agents de liaison, les secrétaires et les agents de bureau en plus grand nombre, mais également le personnel de soutien tels que les financiers, les diplomates, les statisticiens, les éducateurs sociaux, les économistes, les juristes, les gestionnaires des ressources humaines, les administrateurs civils, etc.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par sexe :
Rapport entre le nombre de (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) de sexe masculin ou féminin et le nombre total (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

Proportion (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par position :
Rapport entre le nombre (respectivement de magistrats greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) d'une position donnée (chancellerie, juridiction ou hors du système judiciaire) et le nombre total (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

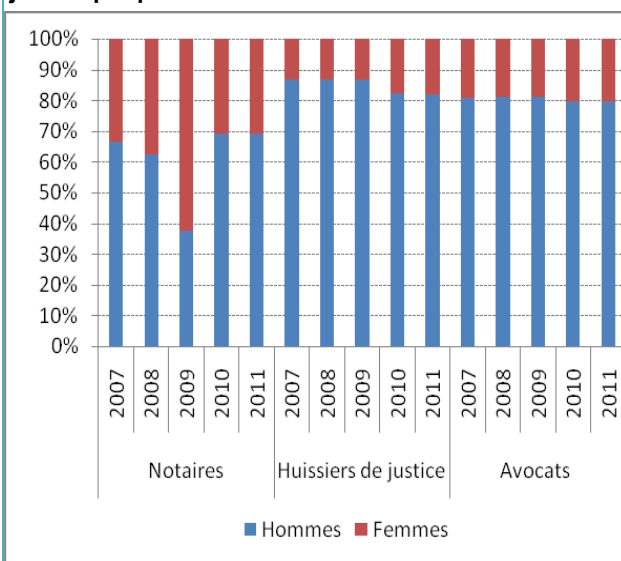
Ratio magistrats pour 100 000 habitants : Rapport entre le nombre total de magistrats et la population du pays multiplié par 100 000.

Taux d'encadrement des détenus par GSP : Rapport entre le nombre total de détenus et le nombre total du personnel de garde de sécurité pénitentiaire.

Sources statistiques :

Les effectifs du personnel du ministère ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir des dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Ceux des huissiers de justice ont été obtenus auprès de la Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; ceux des avocats à partir du Tableau de l'ordre des avocats pour l'année judiciaire 2010/2011 et ceux des notaires à partir des Tableaux de l'ordre des notaires

Graphique 3 : Evolution du nombre des auxiliaires de justice par position



Graphique 4 : Evolution de la répartition des GSP par grade

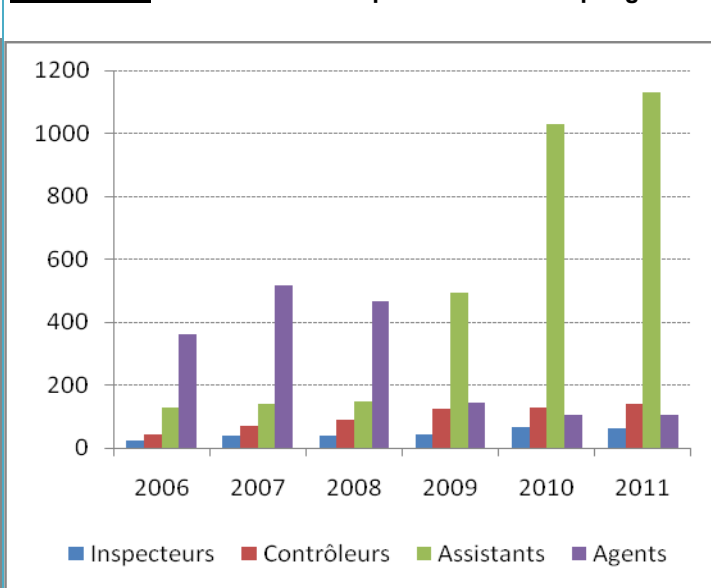


Tableau 5 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention et ratio Détenus/GSP

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
GSP dans les EP	224	290	344	452	491	660	622	622	800	1 006
Population carcérale	2 530	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5400	5198	5 039
Détenus par GSP	11,3	8,3	8,1	7,3	6,3	6,4	7,7	8,7	6,5	5

Tableau 6 : Notaires, Huissiers de justice et Avocats par sexe et par localité d'implantation

	Notaires					Huissiers de justice				Avocats			
Année	2007	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011
Ensemble	9	8	8	13	13	30	30	34	33	134	139	139	139
Sexe													
Hommes	6	5	5	9	9	26	26	28	27	109	111	111	111
Femmes	3	3	3	4	4	4	4	6	6	25	28	28	28
Position													
Bobo-Dioulasso	2	1	1	4	4	6	6	7	7	12	13	13	13
Dédougou	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Kaya	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Ouagadougou	7	7	7	9	9	19	19	21	20	122	126	126	126
Ouahigouya	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Fada	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0

Source : ordre des notaires, chambre des huissiers, ordre des avocats

Tableau 2.16 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position

	Femmes			Hommes			Ensemble		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	45	46	92	85	85	260	130	131	352
Chancellerie	19	20	66	55	52	227	74	72	293
Cour d'appel de Bobo Dioulasso	7	8	8	14	15	15	21	23	23
Cour d'appel de Ouagadougou	19	18	18	16	18	18	35	36	36

Source : DRH du ministère de la justice

II.3. Budget

Points saillants :

- Une baisse des dotations budgétaires en 2011 par rapport à 2010.
- La part du budget du ministère de la justice et de la promotion des droits humains dans le budget de l'Etat a régressé en 2011 ;
- Le taux d'exécution budgétaire satisfaisant.

Commentaire général :

Le financement du secteur de la justice est assuré par les ressources propres du budget de l'Etat et par les ressources extérieures. Les allocations budgétaires du ministère de la justice et de la promotion des droits humains, après une augmentation de 24,7% en 2010, ont connu une baisse de 8,14% en 2011. Cette baisse affecte surtout la rubrique des investissements et les transferts courants.

La répartition des dotations budgétaires a connu une variation selon les titres. Les montants alloués au personnel et équipement-investissement -transferts en capital connaissent une légère décroissance contrairement à ceux réservés à l'achat des matériels et les transferts courants qui enregistre une hausse respective de 33,1% et 56,5%.

Le taux d'exécution budgétaire est satisfaisant en 2011. Pour la première fois depuis 2002, le ministère présente un taux de consommation très élevé de 108,1% contre 87,77% en 2010. Cette augmentation est surtout grâce à la rubrique « personnel » dont le taux de consommation est de 123,4%. Cela s'explique par la revue du traitement salarial du personnel de la justice au cours de l'année.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part du budget du ministère de la justice et de la promotion des droits humains dans le budget de l'Etat : Rapport entre le montant total des dotations budgétaires du Ministère de la justice et le montant total du budget de l'Etat sur ressources propres.

Part des dotations budgétaires par rubrique : Rapport entre le montant des dotations budgétaires d'une rubrique donnée (fonctionnement, investissement, etc.) et le montant total des dotations budgétaires.

Part des exécutions budgétaires par rubrique : Rapport entre le montant des consommations budgétaires d'une rubrique donnée (fonctionnement, investissement, etc.) et le montant total des consommations budgétaires.

Taux d'exécutions budgétaires : Rapport entre le montant des consommations budgétaires et le montant des dotations budgétaires.

Taux de croissance : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base.

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2000 à 2008 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense et des rapports du Programme d'investissements publics du Ministère de l'économie et des finances.

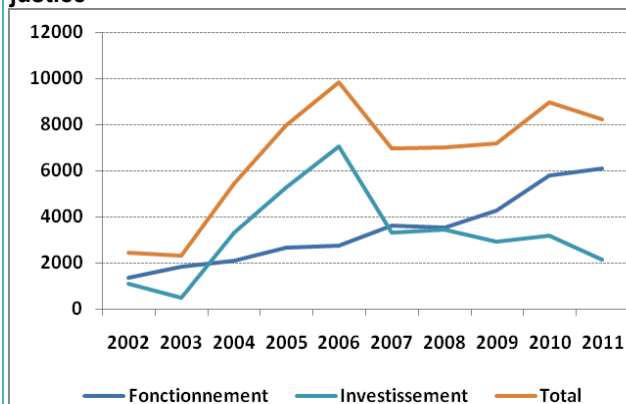
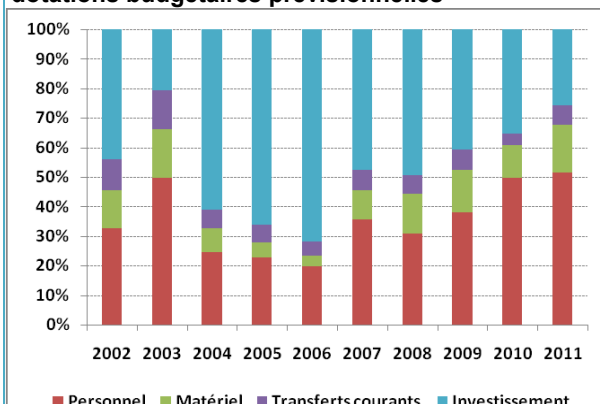
Tableau 7 : Allocations budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)

	2002*	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Personnel	791,1	1 141,5	1 341,2	1 805,3	1 949,0	2 477,7	2 167,6	2 720,7	4 436,7	4 235,8
Fonctionnement	317,9	384,9	430,1	412,9	338,9	683,0	940,5	1 026,7	980,51	1 304,6
Transferts courants	253,6	301,1	347,9	461,9	462,7	475,9	430,3	509,7	349,05	546,3
Investissements exécutés par l'Etat – transferts en capital**	1 067,2	474,7	3 311,0	5 262,9	7 066,5	3 305,5	3 464,1	2 910,2	3 164,2	2 116,8
Total	2 429,8	2 302,2	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,4	8 930,5	8 203,5
Taux de croissance annuelle	-1,5%	-5,3%	135,9%	46,3%	23,6%	-29,3%	0,9%	2,4%	24,7%	-8,1
Part du budget du Ministère de la justice dans le budget de l'Etat	0,4%	0,4%	0,5%	1,1%	1,1%	0,8%	0,7%	0,7%	0,84%	0,7%

*Les chiffres de 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

**Y compris ressources extérieures non prises en compte dans les lois de finances.

Source : Lois de finances et rapports du Programme d'investissements publics

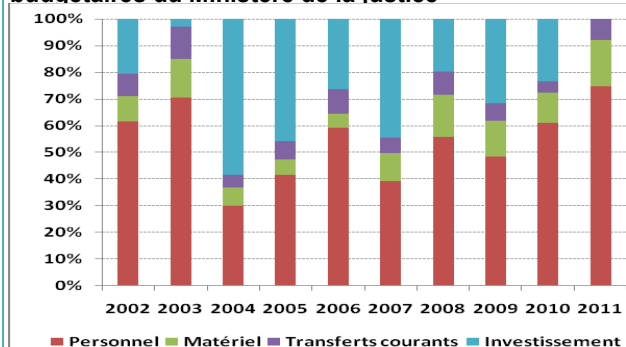
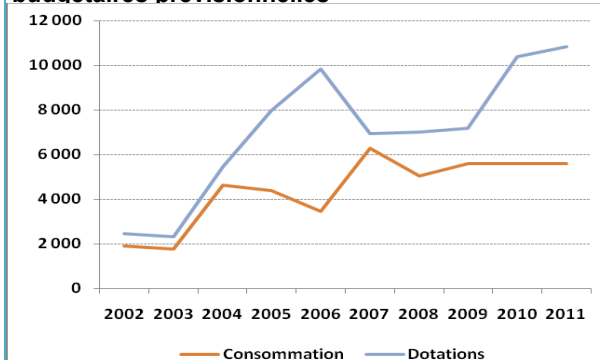
Graphique 5 : Evolution du budget du Ministère de la justice**Graphique 6 : Evolution de la répartition des dotations budgétaires prévisionnelles****Tableau 8 : Exécutions budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)**

	2002*	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Personnel	1 163,3	1 231	1 381,8	1 804,4	2 042,9	2 451,9	2 813,8	3 375,3	4 784,6	5 228,8
Matériel (fonctionnement)	174,8	255,6	316	262,1	178,9	657,3	799,2	945,0	872,54	1 220,2
Transferts courants	159,3	211,4	218,9	289,3	315,1	371,5	429,1	445,2	349,04	546,3
Investissements exécutés par l'Etat – transferts en capital**	390,9	51,3	2 703,6	2 008,8	913,8	2 797,4	1 003,7	2 219,2	1 832,3	1 872,3
Total	1 888,3	1 749,3	4 620,3	4 364,6	3 450,7	6 278,1	5 045,8	5 594,5	7 838,4	8 867,6
Dotations	2 429,8	2 302,2	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,4	8 930,5	8 203,5
Taux de consommation des dotations prévisionnelles	77,7%	76,0%	85,1%	54,9%	35,1%	90,4%	72,1%	78,1%	87,77%	108,1%

*Les chiffres de 2001 et 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

**Y compris ressources extérieures non prises en compte dans les lois de finances.

Source : Circuit de la dépense / Ministère de l'Economie et des Finances et rapports du Programme d'investissements publics

Graphique 7 : Evolution de la répartition des exécutions budgétaires du Ministère de la justice**Graphique 8 : Evolution du taux d'exécutions budgétaires prévisionnelles**

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de cassation

Points saillants :

- Une augmentation des affaires nouvelles en 2011 par rapport à 2010;
- -16,4% de variation des décisions rendues à la cour de Cassation en 2011;
- Une hausse des conclusions du ministère public surtout en matière civile et sociale.

Commentaire général :

Après une diminution légère constatée en 2010, les affaires nouvelles reçues par la Cour de Cassation connaissent une augmentation de 7% en 2011 par rapport à 2010. Le nombre de ces répartitions de ces affaires nouvelles varie d'une chambre à l'autre. On note 35,5% d'affaires civiles, 15,4% d'affaires commerciales, 20,1% d'affaires sociales, 19,5% d'affaires criminelles, 8,3% d'affaires dans la juridiction du premier président. On remarque une baisse du nombre des affaires nouvelles de la chambre sociale (29,1% en 2010 contre 20,1% en 2011) et une hausse de celui des affaires de la chambre criminelle (5,1% en 2010 contre 19,5% en 2011).

Les décisions rendues continuent de régresser en 2011 avec un taux de 16,4% par rapport à 2010. Elles sont composées majoritairement de 48% de décisions sur le fond. Cette diminution est constatée surtout dans les décisions d'irrecevabilité (52 en 2010 contre 27 en 2011) et d'avant dire droit (16 en 2010 contre 2 en 2011).

Les décisions rédigées quant à elles ont enregistré une augmentation de 8% en 2011 par rapport à 2010e. L'augmentation de la proportion des décisions rédigées par rapport aux décisions rendues est plus importante que celle marquée en 2010 (6,5%). On note 105,9% des décisions rédigées en 2011 traduisant la rédaction de décisions rendues des années antérieures.

Le nombre de conclusions du ministère public dans les dossiers des différentes chambres connaît une hausse de 75%, en 2011 par contre on avait enregistré une baisse continue de 2007 à 2010. Cette augmentation se remarque surtout dans les chambres civiles (103,6%) et sociales (245,5%).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des affaires nouvelles d'une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour de cassation.

Part des affaires orientées par le Parquet vers une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers une chambre et le nombre total d'affaires orientées par le Parquet général vers toutes les chambres.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

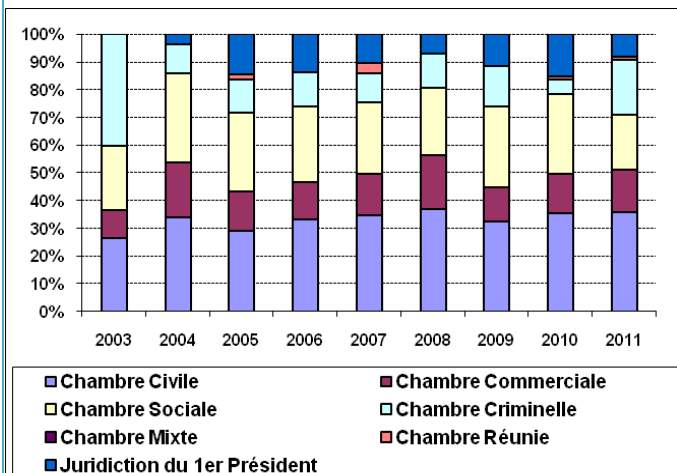
Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plunitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plunitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

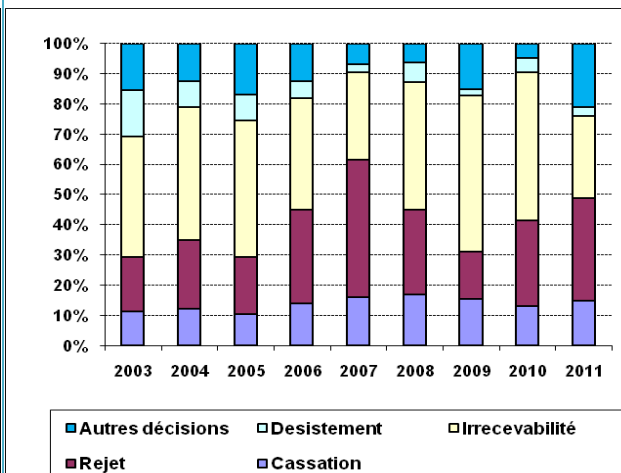
Tableau 9 : Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par la Cour de cassation

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	126	112	151	172	170	155	183	158	169
Décisions rendues	78	114	95	162	161	132	145	122	102
dont décisions sur le fond	23	40	28	73	99	79	42	44	49
% de décisions sur le fond	29,5	35,1	29,5	45,1	61,5	45,1	27,1	36,1	48,0
Proportion de décisions rédigées (%)	70,5	90,6	84,3	58,2	77,0	89,7	75,5	82,0	105,9

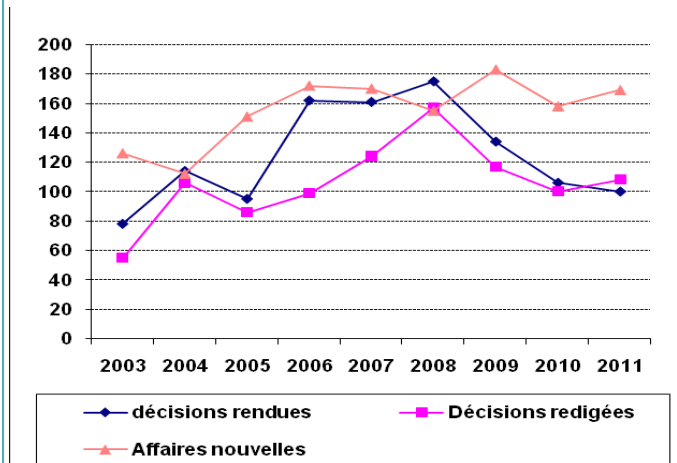
Graphique 9 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles à la Cour de Cassation par chambre



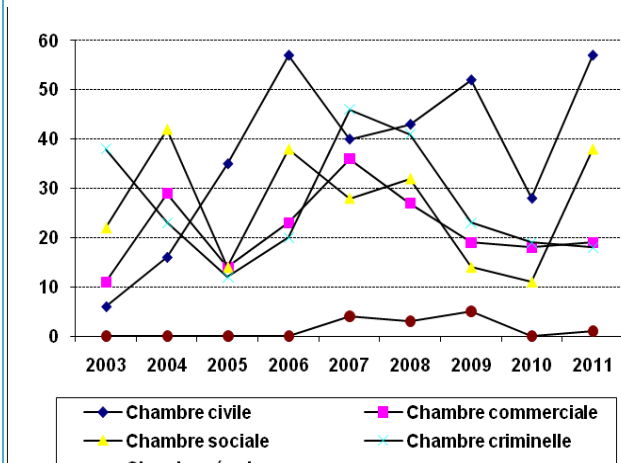
Graphique 10 : Evolution de la répartition des décisions rendues par la Cour de Cassation selon leur nature



Graphique 11 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées par la Cour de Cassation par chambre



Graphique 12 : Evolution du nombre d'affaires orientées par le Parquet général de la Cour de Cassation dans les chambres



III.2. Cours d'appel

Points saillants :

- Diminution progressive des affaires nouvelles civiles et commerciales au fil des années ;
- Faible proportion des décisions rendues par affaires nouvelles par rapport à 2010;
- 72,3% des affaires pénales sont criminelles.

Commentaire général :

Le nombre d'affaires nouvelles dans les Cours d'appel relatif aux activités civiles et commerciales connaît une baisse en 2011 (1275 en 2009, 997 en 2010, 890 en 2011). Ces affaires proviennent respectivement des tribunaux de grande instance (60,9%), des tribunaux de travail (31,6%), des tribunaux d'instance (4,2%), des saisines directes (3,4%) et des tribunaux de commerce que nos questionnaires ne différencient pas pour l'instant des TGI.

Les décisions rendues par les cours d'appel connaissent une légère baisse en 2011. Si elles étaient de 944 en 2010, elles sont de 876 en 2011. La répartition de ces décisions par chambre est un peu partagée avec 37,3% de décisions civiles et commerciales, 20,3% de décisions sociales, 19,6% de décisions correctionnelles et 22,7% de décisions provenant de la juridiction du premier président. Par ailleurs, les décisions rendues sur le fond (confirmations et infirmations) représentent 67,2% contre 78,8% en 2010.

La Cour d'Appel de Ouagadougou comme les années précédentes présente le plus grand nombre d'affaires nouvelles et de décisions rendues. En effet, en 2011, la cour d'appel de Ouagadougou a enregistré 72,7% de l'ensemble des affaires nouvelles et 67,8% de l'ensemble des décisions rendues. Mais, on constate une légère décroissance de ces nombres par rapport à 2010.

Les décisions rédigées en 2011 représentent 62% des décisions rendues, alors qu'il ya des décisions rendues des années précédentes qui sont rédigées au cours de l'année. La Cour d'Appel de Bobo-Dioulasso a rédigé 52,3% des décisions rendues tandis que celle de Ouagadougou en a rédigées 66,2%.

Le nombre d'affaires nouvelles reprend un envol en 2011 après la forte baisse constatée en 2010. En effet, ce nombre connaît une augmentation de 42,9% par rapport à 2010. 43,0% des affaires proviennent de la Cour d'Appel de Bobo-Dioulasso et le reste provient de celle de Ouagadougou. La composition de ces affaires selon leur nature évolue toujours dans les mêmes tendances que les années précédentes. On note en effet une prédominance des affaires criminelles qui représentent 72,3% de l'ensemble des affaires pénales. Ces affaires criminelles sont suivies des affaires délictuelles qui représentent 37,3% notant une légère hausse de 24,3% par rapport à 2010 et enfin des affaires contraventionnelles qui ne représentent que seulement 0,8%. Presque la totalité des affaires pénales proviennent des tribunaux de grande instance (99,2%).

Les affaires pénales transmises par les parquets généraux dans les chambres correctionnelles et d'accusation connaissent une augmentation passant de 588 en 2010 à 642 en 2011 soit une croissance de 9,2%. Les affaires transmises dans les chambres d'accusation sont prédominantes avec 62,6% de l'ensemble des affaires.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues multiplié par 100.

Part des affaires nouvelles d'une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour d'appel.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

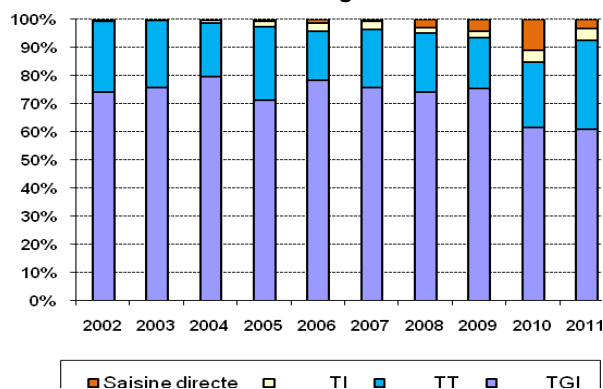
Sources statistiques

Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, plumeurs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.

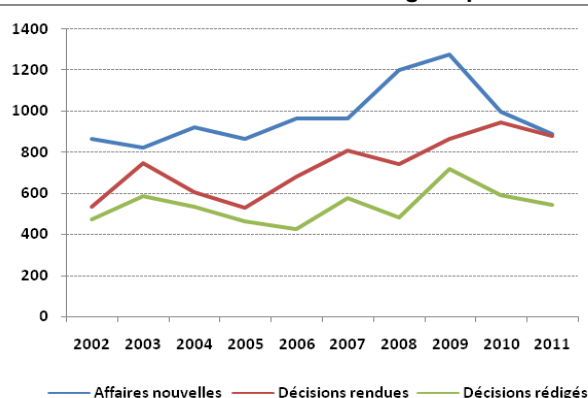
Tableau 10 : Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par les cours d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	865	824	924	866	964	964	1 200	1275	997	890
Décisions rendues	537	748	605	531	679	807	742	863	944	876
dont décisions sur le fond	349	561	447	383	514	566	525	633	744	589
% de décisions sur le fond (en %)	65,0	75,0	73,9	72,1	75,7	70,1	70,8	73,3	78,8	67,2
Décisions rédigées	472	584	534	463	424	573	480	717	588	543
Proportion de décisions rédigées (en %)	87,9	78,1	88,3	87,2	62,4	71,0	64,7	83,1	62,3	62,0

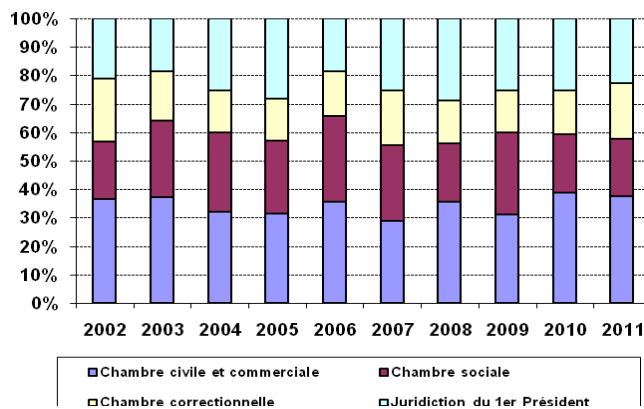
Graphique 13 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des CA selon leur origine



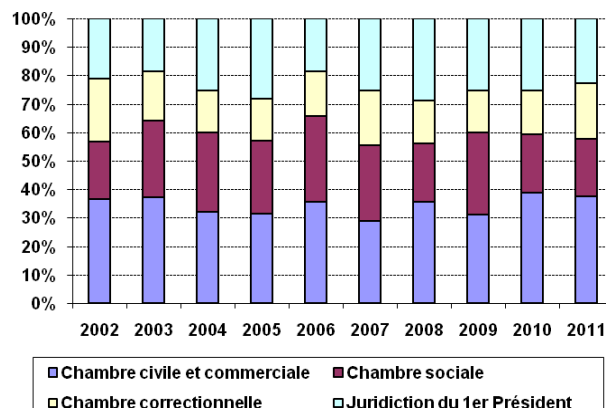
Graphique 14 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les CA



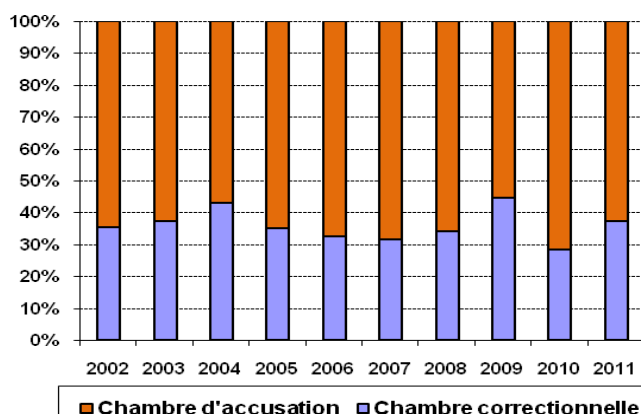
Graphique 15 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les CA par chambre



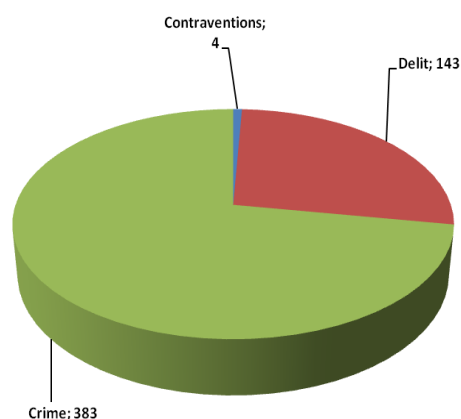
Graphique 16 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles pénales des CA selon leur nature



Graphique 17 : Evolution des affaires des parquets selon les chambres de destination



Graphique 18 : Répartition des affaires nouvelles pénales selon la nature en 2010



III.3. Tribunaux de grande instance

Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Une légère baisse des affaires nouvelles en 2011;
- Une proportion de décisions civiles rédigées en progression continue ;
- Une durée de procédure pour rendre les décisions civile relativement courte.

Commentaire général :

Dans l'ensemble, les affaires civiles, commerciales, les référés et les injonctions de payer ont baissé de 10,24% en 2011 par rapport à 2010, contrairement à l'année 2010 dont on avait enregistré une hausse de 30,19% par rapport à 2009. Dans la même logique, les affaires civiles et commerciales nouvelles uniquement, après une hausse de 26,02% en 2010 ont connue une variation de -22,9% en 2011 par rapport à 2010. Cette situation nous ramène sensiblement à celle de l'année 2009 et pourrait être expliquée par la spécialisation des juridictions commerciales. Les ordonnances occupant le premier rang parmi les catégories d'affaires nouvelles sont en croissance continues depuis 2010, après une forte hausse de 48,74% en 2010 et une légère hausse de 2,38% en 2011.

La régression des affaires nouvelles civiles et commerciales a été observée dans la plus part des tribunaux de grande instance à l'exception de celui de Banfora où on observe une hausse significative de 77,6% après une baisse de 20,6% en 2010. Il convient de noter que la baisse des affaires nouvelles dans son ensemble révèle des disparités comme les fortes baisses dans les TGI de Ouagadougou (51,6%), de Gaoua (59,8%) et de Kongoussi (46,7%). En 2011, les décisions sur le fond représentent 90,7% de l'ensemble des décisions rendues. Force est de constater que les décisions rendues évoluent dans le même sens que les affaires nouvelles à l'exception de l'année 2011 où les décisions augmentent de 8,5% tandis que les affaires nouvelles sont en baisse de 1,9% par rapport à 2010. Les décisions rédigées ont quant à elles augmenté de 46,21% et de 10,6% respectivement en 2010 et en 2011. Cependant la proportion des décisions rédigées par décisions rendues a enregistré en 2011 une baisse, en passant ainsi de 93,9% en 2010 à 90,3 % en 2011. Les tribunaux de grande instance de Banfora, Dedougou, Djibo, Manga, Nouna Orodara, Ouahigouya, Tougan ont rédigés au moins autant de décisions que de décisions rendues au cours de l'année 2011. Par contre les tribunaux de grande instance de Kongoussi et de Koudougou n'ont rédigé respectivement que 69,9% et 78,1% des décisions rendues en matière civile en 2011. Cela signifierait que dans ces juridictions le stock des décisions en attente de rédaction est important.

La structure de l'ensemble des décisions rendues par les tribunaux de grande instance dans les affaires civiles et commerciales montre toujours comme les années précédentes que la majorité des décisions rendues est composée d'ordonnances. Les décisions rendues concernant les affaires civiles ont progressé de 18,4% et celles concernant les affaires commerciales ont régressé de 90,1% en 2011 par rapport à 2010. La forte baisse des décisions en matière commerciale en 2011 s'explique par la spécialisation des juridictions commerciales. Quant aux décisions d'injonction de payer, elles ont connu une baisse de 88,7% en 2011 par rapport à 2010.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage des décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles multiplié par 100.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

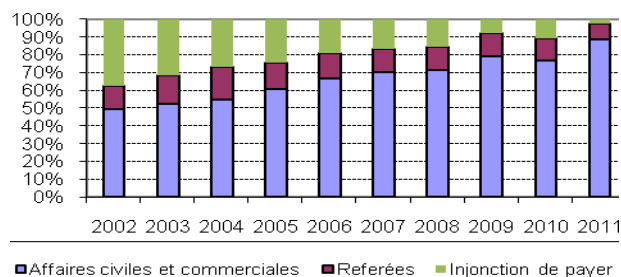
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance.

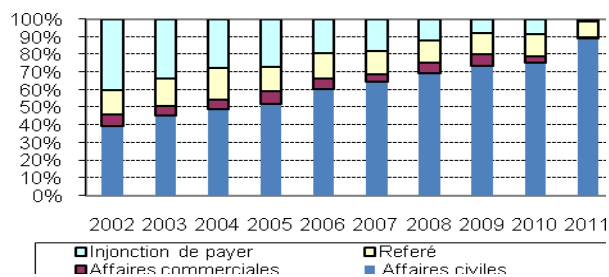
Tableau 11 : Affaires nouvelles civiles et commerciales et décisions rendues par les TGI (y compris référés, hors mis injonctions de payer et ordonnances, hors mis les avants dire droit et jonctions)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	2 453	2 690	2 425	2 684	3 435	4 209	4 639	6 014	7 582	7 440
Décisions rendues	2 328	2 525	2 518	2 654	3 334	3 694	4 233	5 317	6 012	6 521
dont décisions sur le fond	2 061	2 285	2 272	2 349	3 031	3 403	3 920	4 751	5 499	5 916
% de décisions sur le fond	88,5%	90,5%	90,2%	88,5%	90,9%	92,1%	92,6%	89,4%	91%	90,7%
Décisions rédigées	1 563	1 770	2 021	1 839	2 406	2 934	3 507	3 644	5 328	5 891
% de décisions rédigées	67,1%	70,1%	80,3%	69,3%	72,2%	79,4%	82,8%	68,5%	89%	90,3%

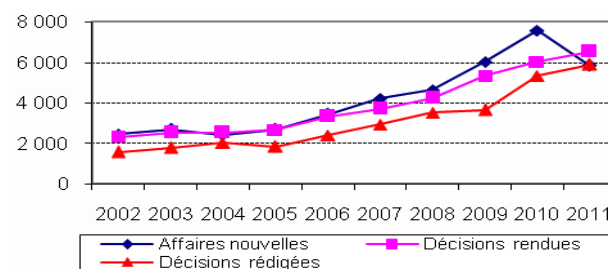
Graphique 19 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI



Graphique 20 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI



Graphique 21 : Evolution des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI, décisions rendues et rédigées



Graphique 22 : Evolution des requêtes et d'ordonnances rendues par les TGI

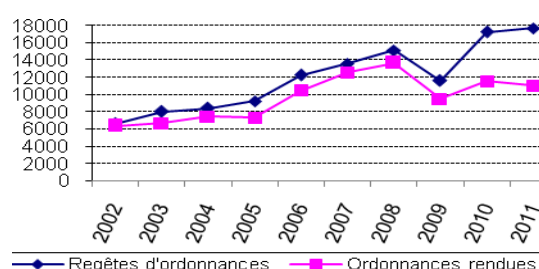


Tableau 12 : Affaires civiles et commerciales nouvelles et décisions rendues par TGI (avec les référés)

	Affaires nouvelles			Décisions rendues					
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Par affaire	Par	% de décisions
		2011	2002		2010	2011	2002	2010	nouvelle (en%)
	2011	2002	2010	2011	2002	2010	2011	2011	2011
Ensemble	7440	203,3	-1,9	6521	179,4	8,5	111,6	31,5	90,3
Banfora	151	228,3	77,6	131	125,9	-6,4	86,8	21,8	103,1
Bobo-Dioulasso	1004	88,7	-23,0	812	74,6	-19,3	80,9	26,2	86,5
Bogandé	65	-	-16,7	58	-	-26,6	89,2	11,6	93,1
Boromo	136	-	5,4	117	-	-6,4	86,0	23,4	91,5
Dédougou	164	113,0	5,8	143	110,3	9,2	87,2	20,4	100,0
Diapaga	90	-	-23,7	77	-	-18,9	85,6	19,3	90,9
Diébougou	115	-	6,5	115	-	49,4	100,0		99,1
Djibo	85	-	-25,4	84	-	-31,1	98,8	21,0	107,1
Dori	182	1300,0	0,0	147	1030,8	6,5	80,8	36,8	90,5
Fada N'gourma	161	143,9	-9,0	142	153,6	-16,5	88,2	28,4	80,3
Gaoua	140	400,0	-59,8	141	513,0	-21,2	100,7	23,5	97,9
Kaya	293	225,6	-2,3	265	253,3	0,4	90,4	37,9	96,2
Kongoussi	90	-	-46,7	83	-	-51,7	92,2	11,9	69,9
Koudougou	557	-	-20,0	680	-	45,9	122,1	113,3	78,1
Léo	136	-	-21,8	126	-	-24,6	92,6	25,2	89,7
Manga	369	-	4,5	247	-	-9,9	66,9	24,7	113,8
Nouna	74	-	-1,3	74	-	4,2	100,0	18,5	100,0
Orodara	67	-	-18,3	64	-	10,3	95,5	10,7	103,1
Ouagadougou	2376	78,0	47,4	1976	48,3	56,3	253,0	494,0	88,4
Ouahigouya	179	96,7	4,7	140	55,6	1066,7	78,2	35,0	106,4
Tenkodogo	403	130,3	4,9	288	87,0	-9,7	71,5	5,9	82,3
Tougan	146	-	2,1	122	-	-12,9	83,6	20,3	100,0
Yako	219	-	-22,6	231	-	-1,7	105,5	23,1	95,7
Ziniaré	238	-	-30,4	258	-	-16,2	108,4	51,6	92,2

La répartition des décisions rendues par type est légèrement modifiée et est loin d'être uniforme depuis les années 2002. Les décisions réputées contradictoires, après une croissance de 125% en 2009 et 205,5% en 2010, ont connu une régression de 82,3% en 2011. Les décisions rendues par défaut, évoluent en dents de scie. En effet, après une augmentation de 96,7% en 2009, elles régressent de 16,9% en 2010 et amorcent une allure de croissance de 34,7 % en 2011. Les décisions contradictoires représentent 95,5% en 2010 et 98,3% en 2011 de l'ensemble des décisions des chambres civiles et commerciales. Ce type de décision présente une allure ascendante.

Concernant la répartition des décisions rendues sur le fond en matière civile et commerciale, les décisions d'acceptation totale sont de loin les plus prédominantes depuis 2002. En 2011, elles représentent 90,3% de l'ensemble des décisions sur le fond. Les décisions d'acceptation partielle et de rejet, minoritaires, représentent respectivement 4,7% et 5,0% en 2011. Quant à leur évolution on enregistre une chute de 9,5% et de 28,8 % respectivement pour les décisions d'acceptation partielle et de rejet. Contrairement, les décisions d'acceptation totale ont augmenté de 11,8%.

Concernant la durée des procédures, elle a évolué pour la plupart des décisions rendues en matière civile et commerciale en 2011. La durée considérée est le temps écoulé entre l'enrôlement de l'affaire et la décision de justice. En 2011, la durée de la procédure s'est améliorée. En effet parmi les décisions civiles, 82,5% ont été rendues en moins de trois (3) mois et 0,1% des décisions au-delà de trois (3) ans (contre 0,3% en 2010).

Concernant les décisions commerciales, leur durée de procédure a aussi connu en 2011 une dégradation. En effet, seulement 38,5% des décisions commerciales des TGI ont été rendues en moins de trois (3) mois contre 79,62% en 2010.

La durée moyenne pour rendre une décision civile est d'environ deux (2) mois 26 jours en 2011.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage des décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles multiplié par 100.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

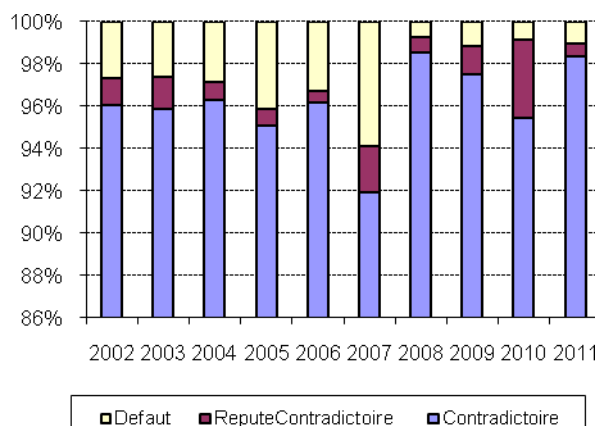
Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles généraux, pluri-fonctionnels des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, courrier arrivée, courrier départ registres des injonctions de payer, pluri-fonctionnels des référés des tribunaux de grande instance.

Graphique 23 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI par type



Graphique 24 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI sur le fond selon leur nature

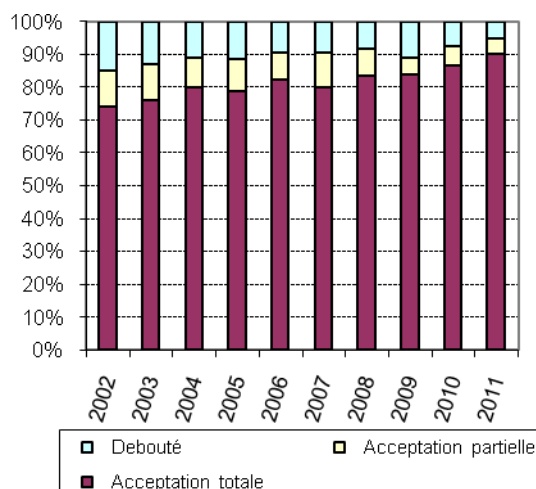
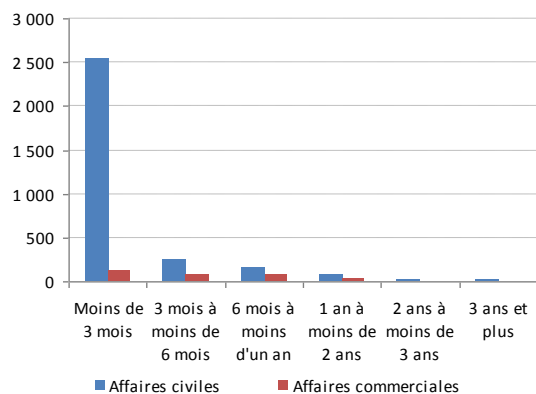


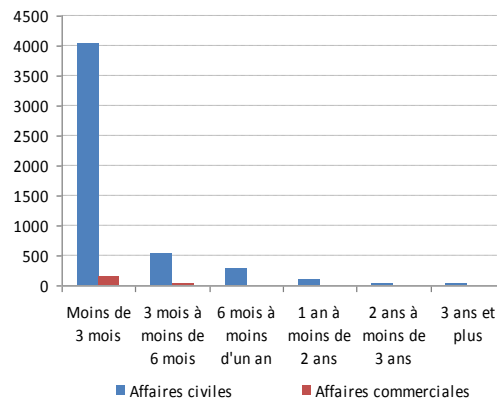
Tableau 13 : Décisions civiles et commerciales rendues par les TGI selon la durée de la procédure

		Moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins d'un an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus
2010	Affaires civiles	4044	519	266	96	12	13
	Proportion (en %)	81,7%	10,5%	5,4%	1,9%	0,2%	0,3%
2011	Affaires civiles	4569	499	239	190	31	8
	Proportion (en %)	82,5%	9,0%	4,3%	3,4%	0,6%	0,1%
2010	Affaires commerciales	129	26	5	1	1	0
	Proportion (en %)	79,6%	16,0%	3,1%	0,6%	0,6%	0,0%
2011	Affaires commerciales	5	1	1	3	0	3
	Proportion (en %)	38,5%	7,7%	7,7%	23,1%	0,0%	23,1%

Graphique 25 : Décisions rendues par les TGI en 2011 en matière civile et commerciale selon la durée de la procédure



Graphique 26 : Décisions rendues par les TGI en 2011 en matière civile et commerciale selon la durée de la procédure



Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Une régression des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI de 2011 ;
- Une régression continue du nombre de mineurs concernés par les activités des parquets depuis 2009;
- Une augmentation des conclusions rendues relativement forte par rapport aux affaires nouvelles dans les affaires civiles des parquets en 2011

- **Commentaire général :**

Les parquets des tribunaux de grande instance reçoivent depuis 2002 les affaires nouvelles qui sont en croissance continue à l'exception de l'année 2011 où on enregistrait une régression de 18,5% par rapport à 2010. Il faut noter que cette régression est générale dans tous les tribunaux de grande instance à l'exception de ceux de Boromo, Dédougou, Diébougou; Orodara qui ont connu une augmentation respective de 17,8% ; 2,5% ; 921,4% et 8,9% en 2011 par rapport 2010. On observe toujours des disparités entre les différents parquets des TGI. Dans l'ensemble les affaires nouvelles ont plus que doublé puisqu'elles ont augmenté de 54,5% en 2011 par rapport à 2010. Le parquet du tribunal de grande instance de Ouagadougou reste celui qui a connu le plus grand nombre d'affaires nouvelles avec 26,6% de l'ensemble des affaires nouvelles enregistrées au niveau national en 2011. Après celui du TGI de Ouagadougou, le parquet du tribunal de grande instance de Bobo-Dioulasso occupe le deuxième rang avec 11,0%.

Quant à la répartition des orientations données aux affaires par les parquets, elle reste similaire aux années précédentes après une variation en 2010. En 2011, les affaires nouvelles des parquets ont été orientées à 74,7% vers les chambres correctionnelles et à 9,8% vers les cabinets d'instruction. Les affaires nouvelles classées sans suite ont occupé encore la deuxième place avec 15,5% des affaires

En 2011, les affaires orientées vers les chambres correctionnelles sont composées de 70,4% des affaires de flagrant délit et 29,6% des affaires de citation directe. Les affaires de flagrants délits ont connu une diminution de 19,6 % en 2011 par rapport à 2010. Quant aux affaires de citation directe, elles sont restées constantes en 2011.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.

Part des affaires orientées par « chambre » : Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de classement sans suite : Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de réponse pénale : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.

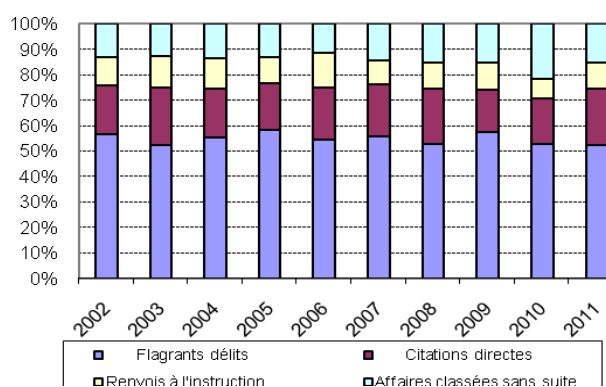
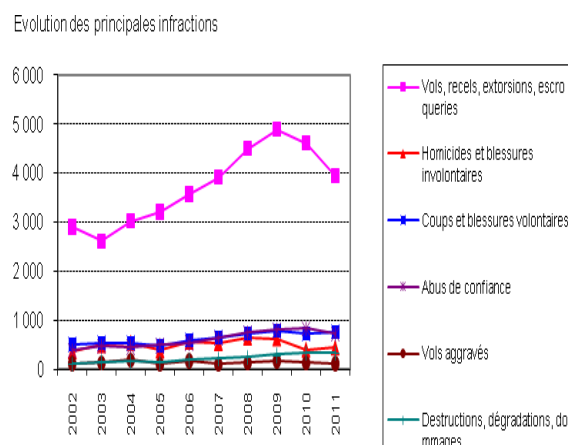
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des plaintes et registres des orientations.

Tableau 14 : Affaires nouvelles et orientations des parquets des TGI

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	5 640	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10568	10696	8771
Orientations des affaires										
Chambre correctionnelle	4 271	4 333	4 800	4 888	5 635	6 330	7 142	7841	7567	6534
Saisines des juges d'instruction	621	705	784	671	1 020	755	968	1112	822	875
Classements sans suite	748	741	867	833	869	1 210	1 477	1615	2307	1362
<i>Taux de classement sans suite</i>	<i>13,3%</i>	<i>12,8%</i>	<i>13,4%</i>	<i>13,0%</i>	<i>11,5%</i>	<i>14,6%</i>	<i>15,4%</i>	<i>15,3%</i>	<i>21,6%</i>	<i>15,5%</i>
Activités relatives aux mineurs										
Mineurs impliqués	242	178	218	219	252	365	558	502	326	323
Mineurs mis sous OGP	125	78	115	108	139	222	448	315	93	125

Graphique 27 : Evolution de la répartition des orientations des parquets des TGI**Graphique 28 : Evolution des principales infractions enregistrées dans les parquets des TGI****Tableau 15 : Evolution des affaires nouvelles enregistrées par les parquets par TGI**

	Ensemble des affaires				Crimes et délits contre les biens			Crimes et délits contre les particuliers		
	2011		Variation en % /		Nombre		Variation en % /		Nombre	
	Nombre	%	2011/02	2011/10	2011	2002	2010	2011	2002	2010
Ensemble	8771	100,0	55,5	-18,0	5135	48,1	-14,0	2237	44,0	-15,7
Banfora	381	4,3	20,2	-28,2	206	23,4	-20,2	129	10,3	2,4
Bobo-Dioulasso	957	10,9	11,3	-12,6	541	18,1	-18,4	178	-47,2	-24,9
Bogandé	218	2,5	-	-9,5	148	-	3,5	49	-	-16,9
Boromo	383	4,4	-	17,5	189	-	8,6	69	-	0,0
Dédougou	373	4,3	-29,4	2,5	189	-43,6	1,1	144	15,2	45,5
Diapaga	160	1,8	-	-20,4	77	-	-20,6	55	-	-11,3
Diébougou	143	-	-	921,4	88	-	1000,0	46	-	820,0
Djibo	199	-	-	-5,2	103	-	18,4	80	-	-10,1
Dori	265	3,0	-1,9	-16,4	134	-23,9	-17,3	83	38,3	-4,6
Fada N'gourma	363	4,1	-28,5	-30,5	196	-27,9	-24,3	105	-42,9	-21,1
Gaoua	259	3,0	-28,1	-46,0	147	-29,7	-33,5	67	-22,1	-58,9
Kaya	335	3,8	35,1	-7,2	228	44,3	-2,6	62	-6,1	0,0
Kongoussi	101	1,2	-	-30,3	71	-	-1,4	15	-	-68,1
Koudougou	559	6,4	-	-12,4	293	-	-13,8	226	-	3,2
Léo	160	1,8	-	-13,0	97	-	-22,4	43	-	53,6
Manga	298	3,4	-	-16,3	203	-	-6,9	61	-	-27,4
Nouna	124	-	-	-10,8	67	-	9,8	45	-	-26,2
Orodara	147	-	-	8,9	76	-	38,2	41	-	7,9
Ouagadougou	2317	26,4	51,3	-16,9	1532	40,4	-8,5	452	56,4	-11,9
Ouahigouya	232	2,6	-55,9	-20,5	134	-60,7	-3,6	61	-56,1	-10,3
Tenkodogo	420	4,8	-14,6	-46,8	227	-13,0	-55,4	121	-19,3	-41,8
Tougan	171	1,9	-	-20,8	90	-	-20,4	34	-	-51,4
Yako	63	0,7	-	-58,3	38	-	-43,3	10	-	-82,5
Ziniaré	143	1,6	-	-29,2	61	-	-41,9	61	-	-12,9

Depuis plusieurs années, les infractions les plus fréquentes sont les « délits contre les biens ». Les affaires concernant cette catégorie d'infraction représentent 58,5% de l'ensemble des affaires nouvelles et ont régressé de 14,6% en 2011. Cette variation s'explique par la régression générale des affaires nouvellement arrivées dans les parquets. Cette situation est due principalement aux délits « vols, recels, extorsions et escroqueries » qui sont les plus fréquents et constituent au sein de cette même catégorie près de 77,4% des affaires. Après cette catégorie d'infraction, les crimes et délits contre les particuliers viennent au second rang avec 25,6% des affaires.

Le nombre de mineurs impliqués dans les affaires pénales étaient en croissance continue depuis 2003 a atteint son maximum en 2008. Après l'année 2008 le nombre de mineurs impliqués ne font que régresser d'année en année. On note un taux de régression de 0,9% en 2011 par rapport à 2010 et 42,11% en 2011 par rapport à 2008. La proportion de mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire a augmenté de 34,4%. En ce qui concerne les infractions commises par les mineurs, les affaires de flagrant délit représentent environ 78,9%.

Dans l'ensemble, les activités civiles du parquet sont dominées par l'établissement des actes relatifs à l'état des personnes qui représente environ **49,4%** des affaires nouvelles. Les rectifications, modifications, ajout de noms, représentent **93,6%** des actes relatifs à l'état des personnes nouvellement enregistrés dans les parquets. Il faut aussi souligner que le ratio conclusion rendue par affaire nouvelle s'est amélioré en passant de 98,00% en 2010 à 101,8% en 2011. Les naturalisations sont restées sensiblement constantes qu'en 2010. Dans le même sens, les affaires nouvelles concernant les adoptions après une forte augmentation de 59,6% en 2010 a connu une légère diminution de 1,2% en 2011.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.

Part des affaires orientées par « chambre » : Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de classement sans suite : Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de réponse pénale : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

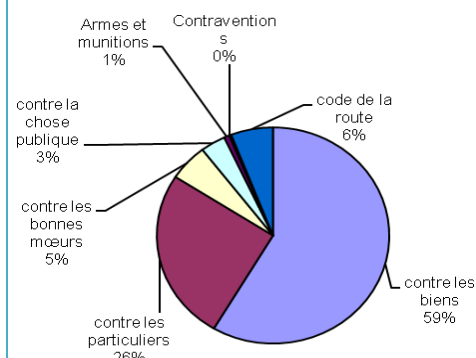
Sources statistiques

Registres des parquets.

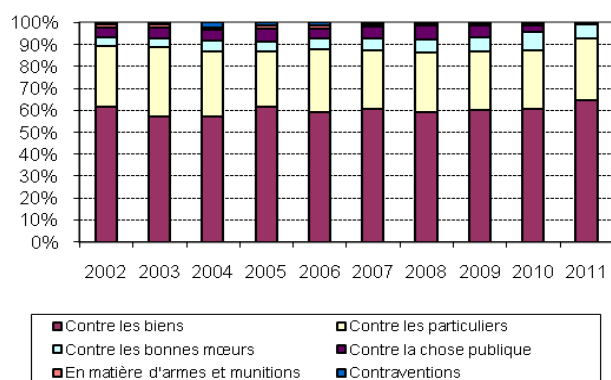
Tableau 16 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction

	Nombre		Variation en % /	
	2011	2002	2010	
Ensemble	8771	55,5	-18,0	
Crimes et délits contre les biens	5135	48,1	-14,0	
Crimes et délits contre les particuliers	2237	44,0	-15,7	
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	481	106,4	-40,0	
Crimes et délits contre la chose publique	305	29,8	-45,7	
Infractions en matière d'armes et munitions	70	-18,6	-13,6	
Contraventions	27	-58,5	-54,2	
Infractions au code de la route	516	-	-	

Graphique 29 : Répartition des affaires enregistrées en 2010 dans les parquets des TGI



Graphique 30 : Evolution de la répartition des affaires enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction



Graphique 31 : Evolution de la répartition des mineurs selon l'orientation des affaires dans lesquelles ils sont impliqués par les parquets des TGI

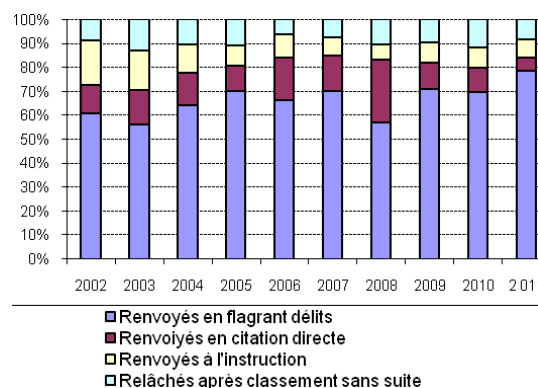
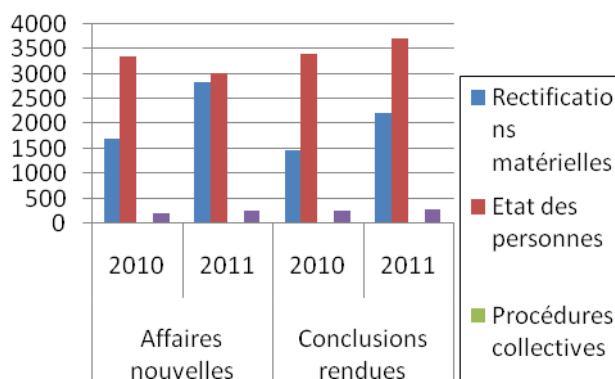


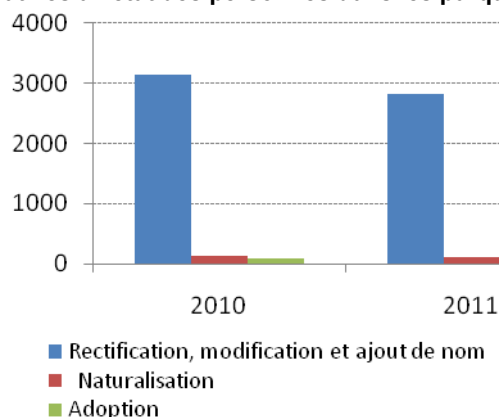
Tableau 17 : Affaires « civiles » nouvelles et conclusions rendues par les parquets des TGI

	Affaires nouvelles		Conclusions rendues		Conclusions/ Affaires nouvelles	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Ensemble	5254	6110	5149	6217	98,0%	101,8%
Rectifications matérielles	1693	2829	1480	2230	87,4%	78,8%
Etat des personnes	3344	3017	3408	3706	101,9%	122,8%
<i>Dont</i> Rectification, modification et ajout de nom	3139	2825	3022	3459	96,3%	122,4%
Adoption	83	82	228	141	274,7%	172,0%
Naturalisation	122	110	158	106	129,5%	96,4%
Procédures collectives	1	2	0	2	0,0%	100,0%
Autres	216	262	261	279	120,8%	106,5%

Graphique 32 : Répartition des affaires civiles nouvelles et des conclusions rendues par les parquets des TGI



Graphique 33 : Répartition des affaires nouvelles relatives à l'état des personnes dans les parquets



Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Une baisse continue des jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI en 2011 ;
- 90,5% des affaires de flagrants délits sont traitées avant 3 mois et 15,4% des affaires de citations directes sont traitées entre 1 an et plus ;
- les infractions en matière de circulation routière sont en croissance continue.

Commentaire général :

Le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI était en perpétuelle croissance de 2007 à 2009 mais connaît une baisse de 3,9 % en 2010 et de 13,9% en 2011. Cette baisse pourrait s'expliquer par la crise socio-politique qu'a connue le Burkina Faso en 2011 occasionnant la fermeture temporaire de certains TGI.

Le ratio jugements des chambres correctionnelles par nombre d'affaires orientées des parquets vers ces chambres est passé de 88,3% en 2010 à 89,1% en 2011. L'accroissement de cette proportion s'explique par le fait que le nombre des affaires correctionnelles orienté par les parquets a fortement baissé en 2011. Dans le même temps, les affaires reçues aux parquets en matière correctionnelle ont augmenté de 14,6% en 2011 par rapport à 2010.

La structure des jugements par catégorie d'infractions reste inchangée en 2011. Les jugements concernant les « crimes et délits contre les biens » sont, comme dans les années antérieures, prédominants avec 69,5% de l'ensemble des jugements. Dans cette catégorie d'infraction, les « vols, extorsions, recels et escroqueries » représentent 84,1% en 2011. Les jugements concernant les « infractions en matière du code de la route » connaissent un accroissement de 23,7% en 2011 par rapport à 2010.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des jugements rendus par catégorie de délits : Rapport entre le nombre de jugements rendus d'une catégorie donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type de procédure : Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type : Rapport entre le nombre de jugements rendus selon un type donné et le nombre total de jugements rendus.

Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets : Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

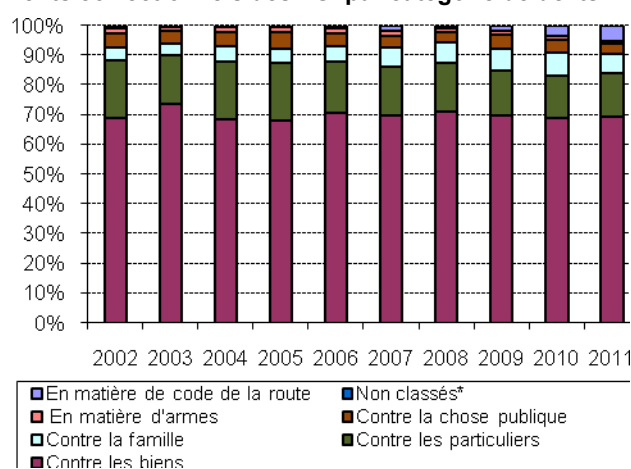
Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Tableau 18 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la catégorie d'infraction commise

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	4 336	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6954	6686	5755
Délits contre les biens	2 995	3 138	2 938	3 341	3 717	3 659	4 398	4868	4604	4002
Délits contre les particuliers	834	694	839	945	928	858	1 014	1038	963	829
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	183	170	218	233	271	337	432	511	514	370
Délits contre la chose publique	214	181	210	271	224	214	201	327	300	208
Délits en matière d'armes et de munitions	75	59	63	92	88	80	79	89	69	54
Infraction non déterminée*	35	16	24	21	44	0	0	0	0	0
Infraction en matière de code de la route	-	-	-	-	-	99	59	112	236	292
% de jugements rendus/affaires reçues des parquets (en %)	101,5	98,3	89,4	100,3	93,6	82,9	86,6	88,7	88,3	89,0

*Délits dont la qualification n'a pas pu être déterminée sur la source d'information

Graphique 34 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI par catégorie de délits



Graphique 35 : Evolution du nombre de jugements de principaux délits par les TGI

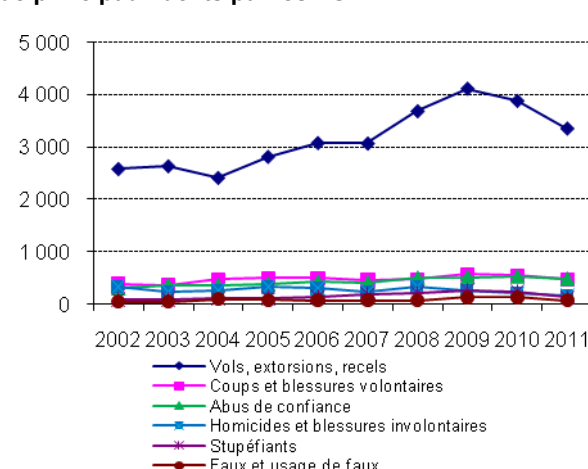


Tableau 19 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus par TGI

	Ensemble des jugements rendus				Délits contre les biens			Délits contre les Particuliers		
	2011		Variation en % /		Nombre		Variation en % /		Nombre	
	Nbre	%	2002	2010	2011	2002	2010	2011	2002	2010
Ensemble	5755	97,8	32,7	-13,9	3997	33,5	-13,2	828	-0,7	-14,0
Banfora	270	4,7	67,7	9,3	148	41,0	-7,5	45	25,0	21,6
Bobo-Dioulasso	516	9,0	-7,0	-25,8	388	11,8	-26,9	47	-69,5	-11,3
Bogandé	191	3,3	-	2,1	152	-	4,8	25	-	19,0
Boromo	212	3,7	-	-15,5	154	-	-4,3	26	-	-36,6
Dédougou	217	3,8	-38,5	-11,4	122	-54,6	-23,3	50	-7,4	-2,0
Diapaga	112	1,9	-	-28,7	62	-	-27,9	34	-	-12,8
Diébougou	124	-	-	-	82	-	-	30	-	-
Djibo	128	2,2	-	-5,2	66	-	-9,6	51	-	13,3
Dori	142	2,5	-12,3	-27,9	92	-17,9	-32,4	23	-32,4	-30,3
Fada N'gourma	217	3,8	-33,0	-23,0	152	-27,6	-14,1	27	-66,7	-41,3
Gaoua	187	3,2	-39,1	-35,5	120	-42,3	-33,0	33	-25,0	-45,9
Kaya	281	4,9	16,6	-2,8	208	31,6	-6,3	35	-31,4	25,0
Kongoussi	100	1,7	-	-7,4	77	-	13,2	13	-	-35,0
Koudougou	327	5,7	-	-37,1	195	-	-38,1	40	-	-63,0
Léo	108	1,9	-	-28,5	91	-	-23,5	12	-	-25,0
Manga	227	3,9	-	-7,7	169	-	-5,6	32	-	0,0
Nouna	85	1,5	-	7,6	50	-	13,6	18	-	20,0
Orodara	96	1,7	-	4,3	65	-	54,8	20	-	17,6
Ouagadougou	1364	23,7	-1,4	-19,1	1020	-1,9	-16,0	119	-29,6	-31,6
Ouahigouya	151	2,6	-61,3	-	107	-61,6	-	23	-69,3	-
Tenkodogo	423	7,4	-7,8	-15,4	303	13,5	-17,4	68	-50,0	11,5
Tougan	145	2,5	-	-0,7	88	-	-7,4	28	-	-12,5
Yako	49	0,9	-	-15,5	34	-	-29,2	10	-	25,0
Ziniaré	83	1,4	-	-33,6	52	-	-36,6	19	-	-24,0

Les jugements de flagrant délit représentent en 2011 81,5% de l'ensemble des jugements contre 18,47 % de citations directes.

Les jugements rendus contradictoirement sont en progression continue de 2004 à 2009. En 2011 ils représentent 97,3% de l'ensemble, soit une légère baisse par rapport à 2010 (98,1%). Quant aux jugements rendus par défaut, ils ont connu après une régression de 39,78% en 2010, une légère augmentation de 6,25% en 2011.

La durée moyenne de traitement d'une affaire de flagrant délit est d'environ 1 mois 23 jours tandis que celle d'une affaire de citation directe est de 10 mois 19 jours. On peut noter que 90.5% des jugements de flagrants délits et 31.5% des jugements de citations directes sont rendus en moins de trois (3).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des jugements rendus par catégorie de délits : Rapport entre le nombre de jugements rendus d'une catégorie donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type de procédure : Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type: Rapport entre le nombre de jugements rendus selon un type donné et le nombre total de jugements rendus.

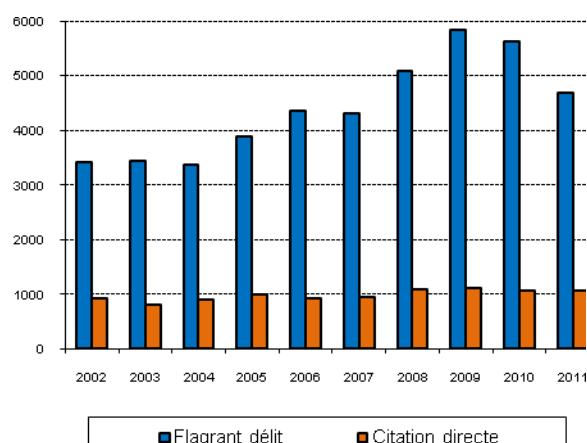
Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets : Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.

Variation: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Graphique 36 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon la procédure



Graphique 37 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon le type

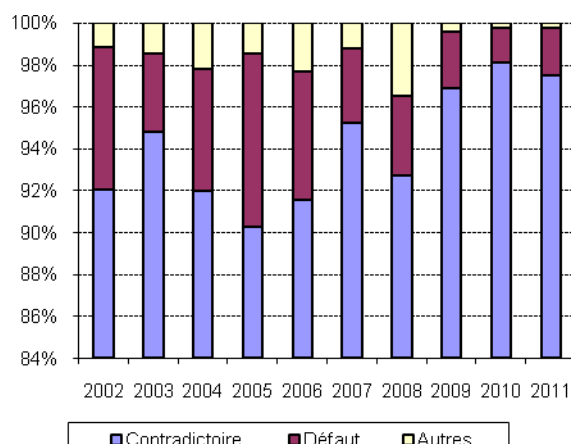
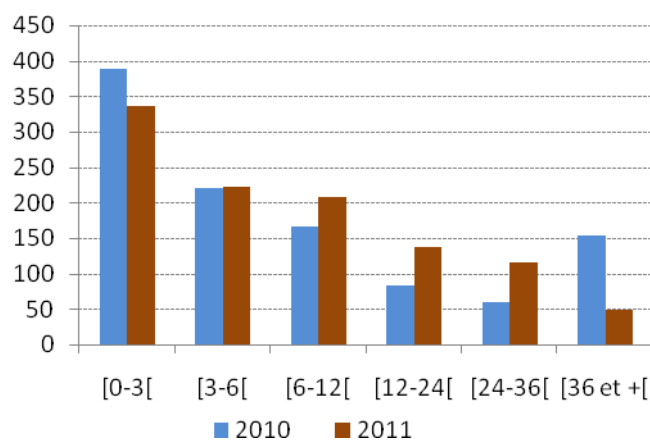


Tableau 20 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la durée de la procédure

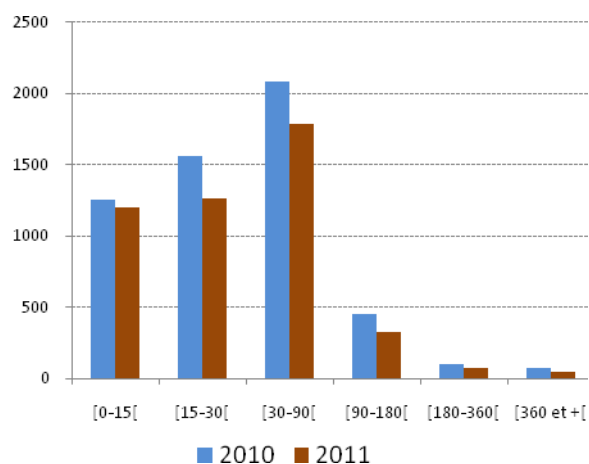
Flagrants délits	Moins de 15jours	15jours-1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1an et plus	Total
2009	1465	1631	1732	578	189	37	5 632
2010	1250	1559	2080	453	103	76	5521
2011	1200	1259	1782	326	73	46	4686

Citations directes	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1an-2 ans	2ans-3 ans	3ans et plus	Tota
2009	374	197	163	105	92	157	1 077
2010	389	221	166	84	60	153	1073
2011	337	222	208	137	116	49	1069

Graphique 38 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de citation directe par durée de la procédure (en mois)



Graphique 39 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de flagrant délit par durée de la procédure (en jours)



Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Une baisse du nombre d'affaires nouvelles et une hausse du nombre d'affaires terminées en 2011;
- 47,85% des affaires terminées ont duré plus de 5 ans ;
- 11,04% des affaires en cours sont contre X.

Commentaire général :

Après une baisse de 18,8% en 2010, les affaires nouvelles en instruction ont enregistré encore en 2011 une baisse soutenue de 16,2%. La répartition de ces affaires montre que les affaires criminelles prédominent sur les affaires correctionnelles avec 74,53% de l'ensemble des affaires. Cette proportion bien que majoritaire connaît une baisse car elle était de 82,2%. En outre, les affaires criminelles ont baissé de 27,2% en 2011 par rapport à 2010.

Concernant les affaires terminées, contrairement à 2010 où on enregistrait une baisse de 45,32%, en 2011 elles ont connu une forte croissance de 113,2%. Dans le même temps, le ratio des affaires terminées à l'instruction par rapport aux affaires nouvelles s'est améliorée en passant de 48,67% en 2010 à 125,6% en 2011. Cet accroissement pourrait s'expliquer par la régression consécutive du nombre des affaires nouvelles. Il faut noter que contrairement à 2010 où la majeure partie des TGI n'ont pas pu terminer autant d'affaires qu'ils en ont reçues au cours de la même année, en 2011 les TGI comme ceux de Bobo-Dioulasso, Kaya, Kongoussi, Gaoua présente un ratio d'affaires terminées par affaires nouvelles de plus de 200%.

Les affaires en cours d'instruction amorcent une allure descendante depuis les années 2002. Cependant leur nombre est en baisse de 2,4% en 2011 par rapport à 2010. Cette régression pourrait s'expliquer en partie par la diminution des affaires nouvelles et l'augmentation des affaires terminées.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) selon leur nature : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) d'une nature donnée et le nombre total d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours).

Ratio affaires terminées par affaires nouvelles : Rapport entre le nombre d'affaires terminées et le nombre d'affaires nouvelles.

Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois : Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.

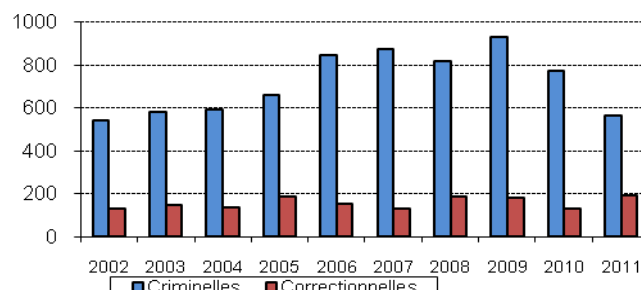
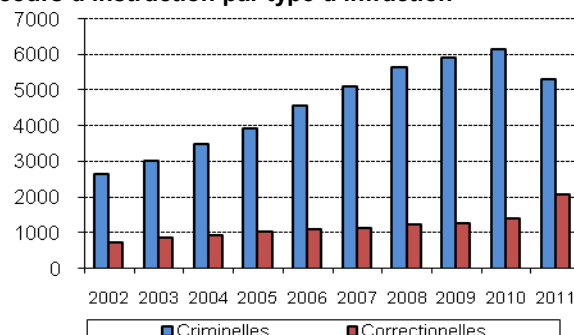
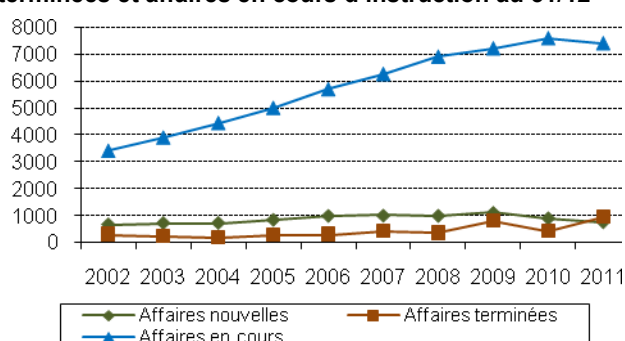
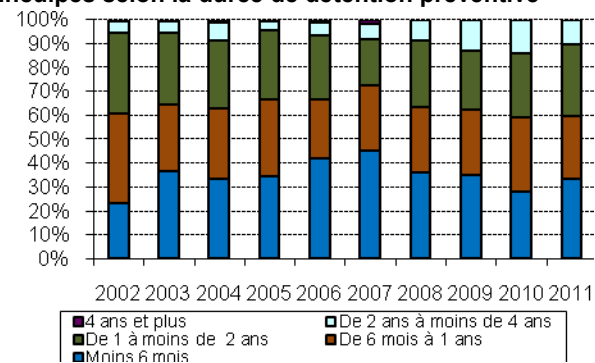
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI de 1995 à 2011.

Tableau 21 : Affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	669	722	724	843	994	1 001	995	1 109	900	754
Affaires terminées	302	232	186	283	299	438	355	801	438	947
Affaires en cours au 31/12	3 416	3 906	4 444	5 004	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7393

Graphique 40 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction par type d'infraction**Graphique 41 : Evolution du nombre d'affaires en cours d'instruction par type d'infraction****Graphique 42 : Evolution des affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12****Graphique 43 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de détention préventive****Tableau 22 : Evolution des affaires nouvelles et affaires en cours d'instruction, du ratio Affaires terminées / Affaires nouvelles et du nombre d'inculpés détenus pendant plus de 12 mois dans la procédure d'instruction par TGI**

	Affaires nouvelles			Affaires terminées/ Affaires nouvelles			Affaires en cours			Inculpés détenus plus de 12 mois	
	Nombre	Variation en %/ 2010	2011	En %			Nombre	Variation en %/2010	2011	2011	
				2002	2010	2011					
Ensemble	754	12,7	-16,2	45,1	48,4	125,6	7401	116,7	-2,4	309	60,0
Banfora	25	-66,7	-21,9	30,7	46,9	160,0	286	276,3	6,7	15	88,2
Bobo-Dioulasso	59	-34,4	-21,3	33,3	66,7	225,4	589	26,4	-13,0	33	68,8
Bogandé	25	-	8,7	-	60,9	56,0	141	-	2,9	1	14,3
Boromo	32	-	45,5	-	4,5	71,9	138	-	-2,1	16	66,7
Dédougou	31	-18,4	40,9	157,9	50,0	41,9	238	-19,0	19,0	16	61,5
Diapaga	14	-	-41,7	-	0,0	0,0	75	-	23,0	6	100,0
Diébougou	19	-	-	-	-	0,0	21	-	950,0	7	-
Djibo	11	-	-21,4	-	50,0	100,0	92	-	-8,0	2	18,2
Dori	26	-7,1	23,8	67,9	0,0	0,0	298	132,8	6,8	3	33,3
Fada N'gourma	41	-12,8	-21,2	68,1	11,5	53,7	630	129,9	3,4	50	72,5
Gaoua	19	-54,8	-44,1	2,4	8,8	573,7	333	33,2	-29,0	2	15,4
Kaya	12	-69,2	-47,8	48,7	13,0	316,7	390	112,0	21,9	2	16,7
Kongoussi	6	-	-62,5	-	125,0	250,0	47	-	-16,1	0	0,0
Koudougou	48	-	-32,4	-	54,9	106,3	166	-	3,1	21	65,6
Léo	21	-	40,0	-	53,3	42,9	53	-	17,8	11	61,1
Manga	23	-	-37,8	-	0,0	56,5	163	-	-8,9	9	45,0
Nouna	23	-	-61,7	-	0,0	87,0	37	-	-38,3	0	-
Orodara	15	-	7,1	-	85,7	73,3	29	-	70,6	8	-
Ouagadougou	201	-3,4	2,0	45,7	118,3	150,7	2636	120,4	-4,9	53	57,0
Ouahigouya	21	-52,3	-30,0	52,3	13,3	138,1	148	-14,9	5,7	23	79,3
Tenkodogo	42	-27,6	-27,6	0,0	3,4	152,4	733	96,0	1,9	19	65,5
Tougan	11	-	10,0	-	10,0	109,1	40	-	-45,2	3	27,3
Yako	7	-	-46,2	-	46,2	157,1	56	-	0,0	2	16,7
Ziniaré	22	-	-40,5	-	2,7	27,3	62	-	37,8	7	58,3

La durée moyenne d'une affaire terminée à l'instruction est d'environ quatre (4) ans. On note que 47,87% de ces affaires ont fait plus de cinq (5) ans à l'instruction et 3,03% ont été traitées en moins d'un an. Quant à la durée moyenne des affaires en cours d'instruction, elle est de trois (3) ans onze (11) mois et près de 50,9% sont à l'instruction depuis cinq (5) ans. Il faut souligner que 48,82% des affaires contre X sont à l'instruction il y a plus de cinq (5) ans. Au regard de ces taux, on pourrait dire qu'il y a une légère détérioration de la durée de traitement au niveau de l'instruction en 2011 par rapport à 2010.

le nombre des inculpés détenus et mis en liberté provisoire en cours d'année, a connu une diminution remarquable en 2010 et en 2011. On enregistre précisément un taux de diminution de ce nombre de 59,4% en 2010 par rapport à 2009 et de 12,26% en 2011 par rapport à 2010. En revanche les, tranches de durée de plus de quatre (4) ans n'ont enregistré aucun inculpé libéré depuis 2008.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) selon leur nature : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) d'une nature donnée et le nombre total d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours).

Ratio affaires terminées par affaires nouvelles : Rapport entre le nombre d'affaires terminées et le nombre d'affaires nouvelles.

Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois : Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

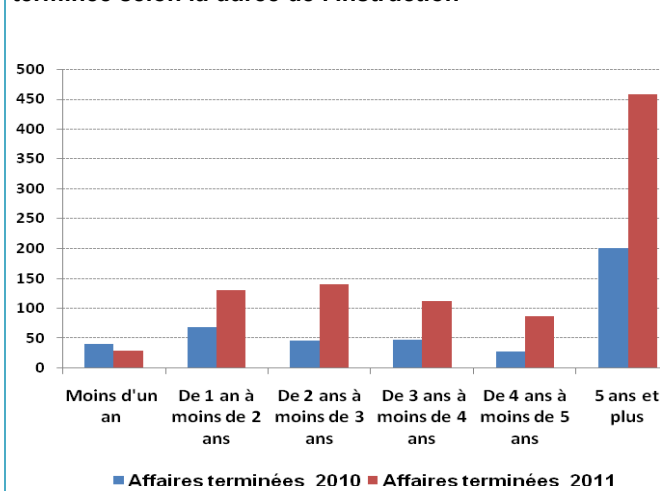
Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI de 1995 à 2011.

Tableau 23 : Affaires terminées en 2010, affaires en cours au 31 décembre 2010 et affaires contre X en cours au 31 décembre 2010 selon la durée de procédure

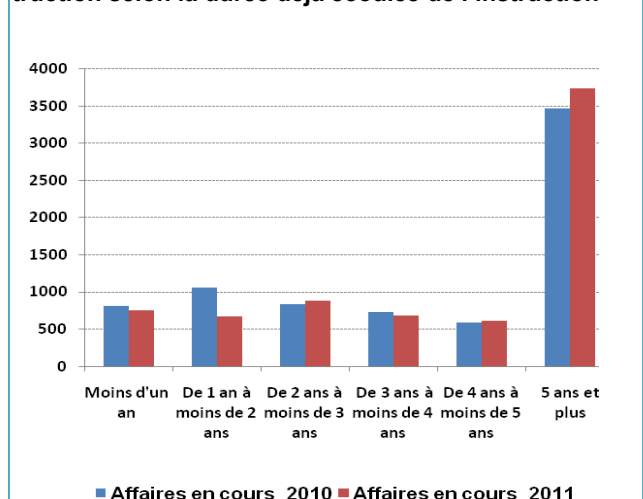
		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Affaires terminées	2009	44	116	154	106	64	311	795
	2010	41	69	47	48	28	201	447
	2011	29	130	141	112	87	458	957
Affaires en cours	2009	1 053	887	738	570	483	3456	7187
	2010	811	1058	836	733	582	3455	7475
	2011	745	671	882	677	605	3726	7306
Affaires contre X en cours	2009	92	135	89	72	58	371	820
	2010	88	77	134	66	129	385	879
	2011	71	64	110	106	62	394	807

NB : le nombre d'affaires contre X est pris en compte dans les affaires en cours (X = personne inconnue)

Graphique 44 : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée selon la durée de l'instruction



Graphique 45 : Nombre d'affaires en cours d'instruction selon la durée déjà écoulée de l'instruction



Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Une augmentation de l'ensemble des activités des greffes en 2011;
- Une baisse du nombre de certificats de nationalité délivrés en 2011 ;
- Une augmentation continue du nombre de bulletins n°3 de casier judiciaire délivrés en 2011.

Commentaire général :

Les activités des greffes des tribunaux de grande instance dans son ensemble, ont augmenté de 4,7% en 2011 par rapport à 2010. Cette situation s'explique essentiellement par l'accroissement de 19,8% du nombre de bulletins n°3 de casier judiciaire en 2011 par rapport à 2010.

Cette hausse du nombre des bulletins de casier judiciaire n'est pas homogène dans tous les TGI. Cette hausse n'est pas homogène dans tous les TGI. Elle est très remarquable dans les TGI de Diébougou 109,7% Bobo Dioulasso 61,9% en 2011 par rapport à 2010, contrairement aux TGI de Orodara ; de Gaoua, de Dori où la baisse est significative et est respectivement de 46,3%, 23, 3% et 22,3%. Par ailleurs la délivrance des bulletins n°3 de casier judiciaire représente plus de la moitié de l'ensemble des activités des greffes en 2011. Le greffe du TGI de Ouagadougou a délivré environ 28,2% de l'ensemble des bulletins au niveau national.

En 2011, le nombre de certificats de nationalité des personnes physiques et morales représentent 38,6% des activités des greffes. En outre, cette activité a connu en 2011 une baisse de 19,5%. Cette régression est générale sur le territoire national et pourrait être expliqué par la crise socio-politique qu'a connue le pays en 2011 excepté le greffe du TGI Ziniaré où on a observé une hausse de 170,2% en 2011 par rapport à 2010. Le TGI de Ouagadougou à lui seul a établi 35,7% de l'ensemble des certificats de nationalités délivrés en 2011.

Les activités des registres du commerce et du crédit mobilier (RCCM) et des certificats de non faillites s'ajoutent à ces deux activités majeures avec respectivement 0,7% et 2,3% de l'ensemble des activités des greffes.

Les immatriculations au RCCM après une croissance de 13,9% en 2010 rapport 2009 ont régressé fortement de 75,0% en 2011 par rapport à 2010. Les inscriptions des personnes morales bien qu'elles soient minoritaires, après une augmentation de 32,92% en 2010 par rapport à 2009, ont baissé de 90,1% en 2011 par rapport à 2010.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des immatriculations au RCCM par type de personne : Rapport entre le nombre d'immatriculations d'un type de personnes donné et le nombre total d'immatriculations au RCCM.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

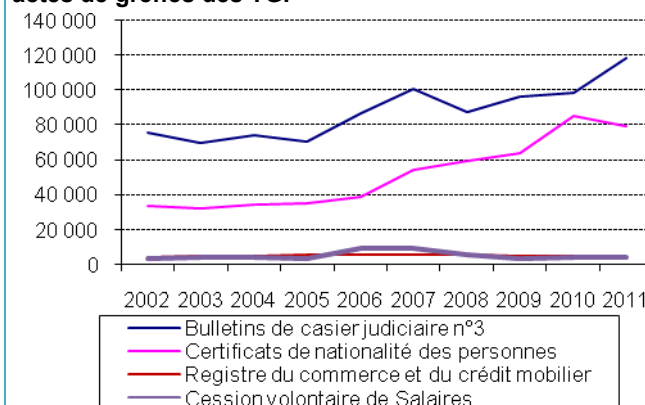
Sources statistiques

Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.

Tableau 24 : Bulletins de casier judiciaire n°3 et certificats de nationalité de personnes délivrés, immatriculations au RCCM et cessions volontaire de salaires

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Bulletins de casier judiciaire n°3	76 254	70 047	74 452	70 742	87 254	101 140	87 603	96208	99017	118 664
Certificats de nationalité des personnes	34 227	32 548	35 073	35 833	39 006	54 797	59 709	64492	85424	79 670
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) dont	4 638	5 016	5 737	6 031	5 724	5 784	5 300	4526	6 118	1 432
Personnes physiques	3 859	4 056	4 460	4 533	3 922	3 724	3 455	3598	3942	1 157
Personnes morales	428	487	537	597	699	677	763	811	1078	96
Cession volontaire de salaires	3 960	5 011	4 709	3 974	9 305	9 602	5 853	4114	4515	4 668

Graphique 46 : Evolution du nombre des principaux actes de greffes des TGI



Graphique 47 : Répartition des actes de greffe des TGI en 2010 selon leur nature

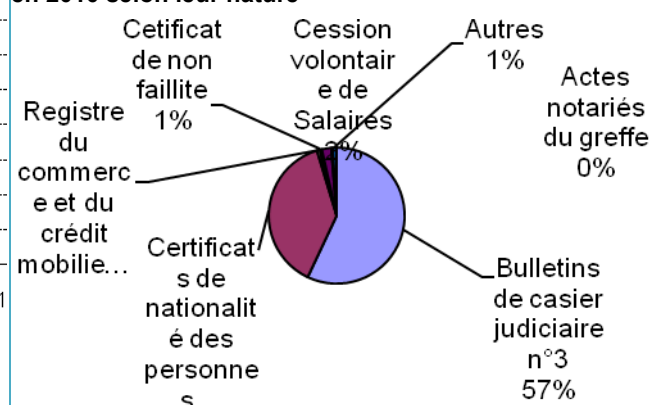


Tableau 25 : Evolution du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3, de certificats de nationalité de personnes délivrés et d'immatriculations au RCCM par TGI

	Bulletins de casier judiciaire			Certificats de nationalité			Immatriculations au RCCM		
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /	
	2011	2010	2002	2011	2002	2010	2011	2002	2010
Ensemble	118 664	19,8	55,6	79 670	133	-19,5	1253,0	-71	-75,0
Banfora	2918	20,5	24,8	2086	76,9	-13,8	73	10,6	19,7
Bobo-Dioulasso	24023	61,9	112,1	10178	116,7	-31,4	0	-100	-100,0
Bogandé	973	24,9	-	338	-	-56,6	27	-	50,0
Boromo	2519	19,4	-	1423	-	-32,6	30	-	3,4
Dédougou	2913	10,6	-50,1	1442	-10,7	-45,3	49	63,3	11,4
Diapaga	1116	5,2	-	403	-	-62,0	12	-	20,0
Diébougou	2107	109,7	-	783	-	-22,1	14	-	1300,0
Djibo	1235	36,8	-	710	-	-21,4	23	-	9,5
Dori	1034	-22,3	-9,5	809	124,1	-39,2	72	278,9	28,6
Fada N'gourma	2480	10,1	-37,8	1648	36,8	-26,8	73	55,3	52,1
Gaoua	1662	-23,3	-44,9	712	9,7	-67,2	89	394,4	117,1
Kaya	3913	7,5	54,1	2723	203,9	-25,2	94	113,6	-2,1
Kongoussi	698	12,9	-	617	-	-0,2	32	-	45,5
Koudougou	7825	-2,1	-	5016	-	-37,3	104	-	26,8
Léo	893	31,1	-	635	-	-6,8	14	-	-41,7
Manga	2769	17,1	-	2238	-	-5,4	23	-	-59,6
Nouna	986	38,9	-	528	-	-25,6	20	-	0,0
Orodara	509	-46,5	-	130	-	-86,3	31	-	72,2
Ouagadougou	33 444	13,6	7,2	28411	62,0	-3,5	0	-100	-100,0
Ouahigouya	6269	2,6	-27,8	3309	58,6	-45,9	181	58,8	56,0
Tenkodogo	9486	29,0	53,3	6786	69,4	-7,7	148	-	20,3
Tougan	3597	15,1	-	1365	-	-56,3	32	-	28,0
Yako	2801	15,7	-	1687	-	-30,3	28	-	3,7
Ziniaré	2494	18,4	-	5693	-	170,2	84	-	5,0

III.4. Tribunaux d'instance

Points saillants :

- Toutes les affaires nouvelles sont par saisine directe ;
- Une diminution des décisions rendues ;
- Un faible taux de décisions rendues dans les affaires de simple police à Ouagadougou ;

Commentaire général :

Le nombre des affaires nouvelles dans les tribunaux d'instance continue de croître en 2011. Cette croissance est constatée surtout à Ouagadougou. On note une variation d'ensemble de 167,9% par rapport à 2004 et 14,8% par rapport à 2010. Ces affaires nouvelles sont composées de 42,1% d'injonction de payer, 31,1% d'affaires civiles et de 16,81% de contravention. Depuis l'ouverture des tribunaux d'instance les différentes affaires y arrivent par saisine directe.

Concernant les décisions rendues, on note dans l'ensemble des tribunaux d'instance, une baisse de 5,6% en 2011 par rapport à 2010. Cette baisse est visible surtout à Bobo-Dioulasso avec -21,4%. Les décisions au fond présentent 61,4% contre 85,44% en 2010. Les décisions d'acceptation partielle prennent le dessus avec 54,3% des décisions au fond, puis viennent les décisions d'acceptation totale avec 34,5%.

Les décisions rédigées représentent 120,1% des décisions rendues. Cela s'explique par un antécédent de stocks de décisions qui ont été rédigées au cours de l'année 2011. Ces décisions rédigées ne prennent pas en compte les décisions pénales.

Les affaires nouvelles de simple police ont augmenté en 2011 avec une variation de 17,7% par rapport à 2010. En revanche, les décisions rendues connaissent une baisse de 12,7%. La proportion des décisions rendues par affaire nouvelle est de 54,9% en 2011 contre 74% en 2010. Toutes les décisions rendues par le tribunal d'instance de Bobo-Dioulasso ont été rédigées, pourtant celles de Ouagadougou sont rédigées à l'ordre de 37,5%.

Le nombre de décisions rendues par magistrat a enregistré une décroissance passant ainsi de 33,3 en 2009, 21 en 2010 à 19,4 en 2011. Au niveau de Bobo-Dioulasso, on note 22 décisions rendues par magistrat et Ouagadougou montre 18,4 décisions rendues par magistrat.

On note que le temps moyen mis pour rendre une décision civile dans les tribunaux d'instance est de 2 mois 9 jours et celui pour rendre une décision commerciale est de 2 mois 16 jours.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

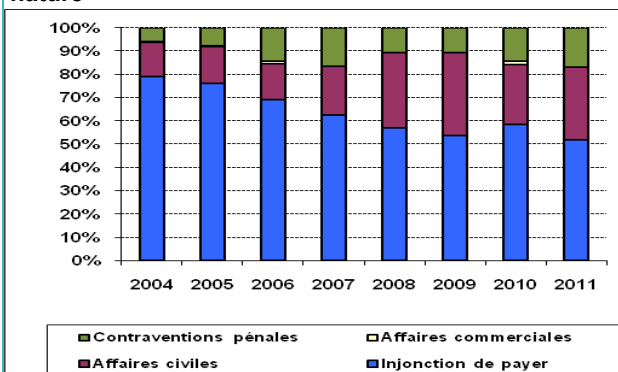
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civils et commerciaux, répertoires de simple police.

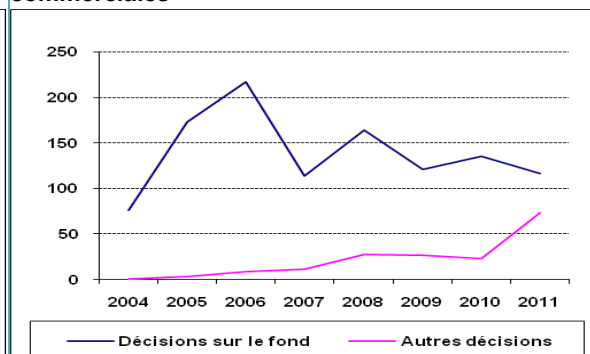
Tableau 26 : Affaires nouvelles, décisions rendues et jugements rendus par magistrat en matière civile et commerciale dans les tribunaux d'instance

	Affaires nouvelles civiles et commerciales			Décisions rendues			Jugements rendus / magistrat		
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Nombre		
	2011	2004	2010	2011	2004	2010	2004	2010	2011
Ensemble	209	167,9	14,8	136	72,2	-5,6	19,8	21,0	19,4
Bobo-Dioulasso	53	178,9	-27,4	44	15,8	-21,4	19,0	73,5	22
Ouagadougou	156	164,4	43,1	92	124,4	4,5	20,5	9,0	18,4

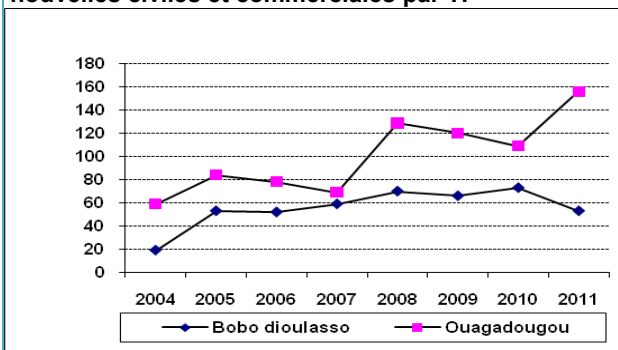
Graphique 48 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles civiles et commerciales des TI selon leur nature



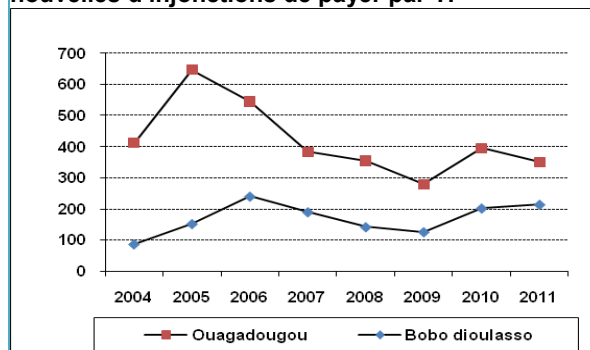
Graphique 49 : Evolution du nombre de décisions rendues par les TI dans les affaires civiles et commerciales



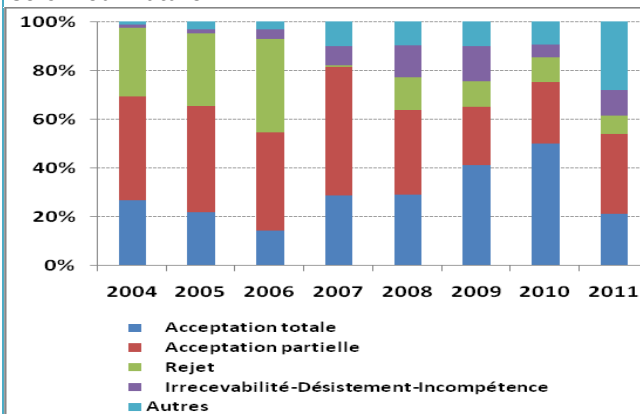
Graphique 50 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales par TI



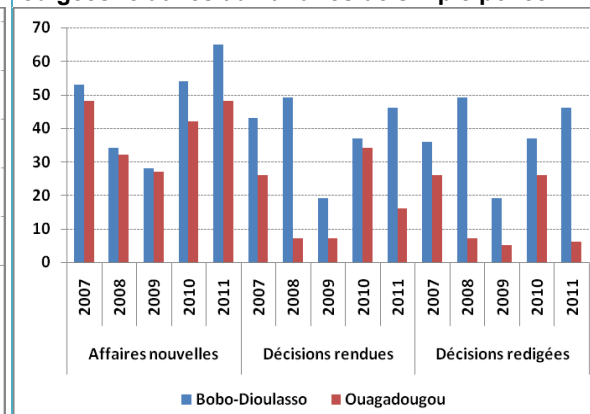
Graphique 51 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TI



Graphique 52 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TI en matière civile et commerciale selon leur nature



Graphique 53 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées relatives aux affaires de simple police



	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	520	848	787	511*	554*	466*	577*	559*
Décisions rendues	78	182	234	139*	213*	160*	158*	189*
Proportion des décisions rédigées	15%	21,5%	29,7%	27,2%	38,4%	34%	27,4%	33,8%
Temps moyen mis pour rendre une décision civile	-	-	-	-	-	-	-	2 mois 9jrs
Temps moyen mis pour rendre une décision commerciale	-	-	-	-	-	-	-	2 mois 16jrs

*sans les contraventions

III.5. Tribunaux de commerce

Points saillants :

- 90,6% d'affaires nouvelles traitées au cours de l'année ;
- Bonne proportion des décisions rédigées (97,4%) ;
- Durée de traitement trop élevée au tribunal de commerce de Ouagadougou.

Commentaire général :

Les affaires nouvelles dans les tribunaux de commerce sont au nombre de 507 dont 33,4% de référés. Les décisions rendues quant à elles donnent un nombre de 461 dont 30,8% de décision de référés. Il faut noter que 449 décisions ont été rédigées au cours de l'année 2011 représentant 97,4% des décisions rendues. Cela est à encourager quand on compare ce taux à ceux obtenus dans d'autres types de juridictions. Aussi, on relève que le ratio décisions rendues sur affaires nouvelles donne 90,6%.

La répartition des décisions rendues présente 92,8% de type contradictoire, 3,7% de réputé contradictoire et 3,5% de décisions de type défaut. La nature des décisions montre 38,2% de décisions d'acceptation totale, 3,9% de décisions d'acceptation partielle, 21,9% de rejet et 36,0% de nature autre (irrecevabilité, incompétence et désistement).

La durée moyenne de traitement des affaires dans les tribunaux de commerce est d'environ 9 mois 6 jours. Elle connaît une hausse considérable par rapport à 2010 où elle était de 5 mois. Par tribunal de commerce, elle est de 10 mois 23 jours à Ouagadougou et 3 mois 11 jours à Bobo-Dioulasso.

Les activités des greffes des tribunaux de commerce donnent 4173 immatriculations au RCCM, 1020 modifications aux RCCM, 127 radiations, 42 suretés mobilières et 14 569 certificats de non faillite et autres .

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

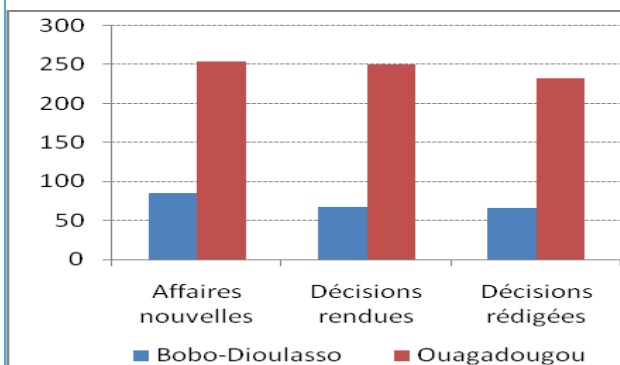
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles, plunitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civils et commerciaux, répertoires de simple police.

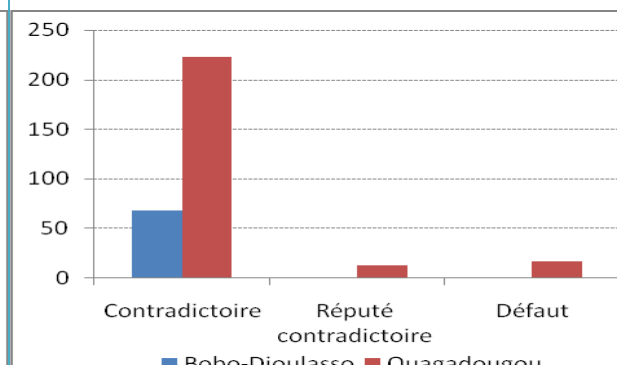
Tableau 26 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées dans les tribunaux de commerce en 2011

	Affaires ordinaires			Référés		
	Affaires nouvelles	Décisions rendues	Décisions rédigées	Affaires nouvelles	Décisions rendues	Décisions rédigées
Ensemble	339	319	299	170	142	150
Bobo-Dioulasso	85	68	66	48	42	40
Ouagadougou	254	251	233	122	100	110

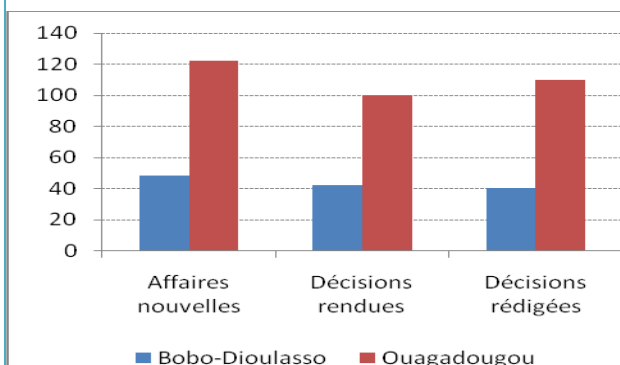
Graphique 48 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par tribunal de commerce



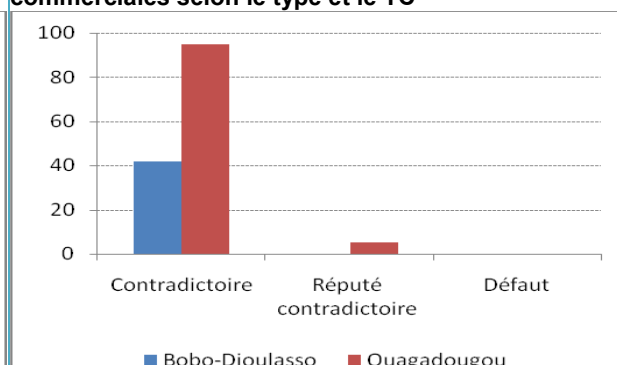
Graphique 49 : Répartition des décisions commerciales selon le type et le TC



Graphique 50 : Répartition des référés par TC



Graphique 51 : Répartition des décisions commerciales selon le type et le TC



	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus
Bobo-Dioulasso	39	20	9	0	0	0
<i>Pourcentage</i>	57,4%	29,4%	13,2%	0%	0%	0%
Ouagadougou	15	47	111	72	6	0
<i>Pourcentage</i>	5,9%	18,7%	44,2%	28,7%	2,4%	0%

III.6. Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

Points saillants :

- Une baisse continue du nombre des mineurs en danger depuis 2009;
- Une baisse progressive des affaires nouvelles concernant les mineurs en conflit avec la loi enregistrées par les Juges des enfants depuis 2009;
- Une forte production des décisions rendues par les tribunaux pour enfants en 2011 dont 12 à Ouagadougou..
- Une baisse continue tant des décisions relatives aux mineurs en conflit avec la loi que des décisions concernant les mineurs en danger par les juges des enfants.

Commentaire général :

Depuis leur ouverture, les tribunaux pour enfants connaissent un volume d'affaires très limité. En 2010, ils ont reçu au total 15 affaires de crime dont 3 au tribunal de Bobo-Dioulasso et 12 pour celui de Ouagadougou. Ces chiffres sont en baisse pour l'année 2011 où seulement 9 affaires ont été connues par les deux tribunaux pour enfants en raison de 7 affaires criminelles et de 2 affaires de délit. Il se dégage une régression de l'ordre de 40% en termes d'affaires nouvelles. De ces neuf (9) affaires, 5 ont été enregistrées par le tribunal pour enfants de Ouagadougou et 4 par le tribunal pour enfant de Bobo-Dioulasso. Cependant, on note une bonne production de décisions sur la période. De zéro(0) décision rendue en 2010, on dénombre 16 en 2011 dont 4 par le tribunal pour enfants de Bobo-Dioulasso et 12 par celui de Ouagadougou.

Contrairement à 2010 où les affaires nouvelles des juges des enfants relatives à la protection des mineurs en danger ont enregistré une croissance de 57,1% par rapport à 2009, les données de 2011 n'ont pas connu d'évolution comparativement à celles de 2010. On note 4 affaires à Bobo-Dioulasso et 7 affaires à Ouagadougou. Quant aux décisions rendues par rapport à ce type d'affaires, elles sont passées de 230 en 2009 à 32 en 2010 soit une réduction significative de 86,1% ; et à 18 en 2011 soit une baisse de 56,3% par rapport à 2010. Ces résultats s'expliquent en partie par la non augmentation du nombre des affaires nouvelles et la baisse du nombre des mineurs concernés dans les affaires portant ainsi le nombre moyen de mineurs concernés par affaire à 1,7. soit une baisse de 59,4% comparativement à 2010.

Les affaires relatives aux mineurs en conflit avec la loi des juges des enfants ont été, comme dans les années précédentes, les plus fréquentes. Dans l'ensemble, les activités relatives à ces mineurs ont connu une légère baisse au cours de l'année 2011. En effet, le nombre des affaires nouvelles est passé de 89 en 2010 à 72 en 2011, soit une régression de 19,1%. Les décisions rendues ont également évolué dans le même sens que les affaires nouvelles (59 en 2011 contre 73 en 2010), soit une baisse de l'ordre de 17,2%. En 2011 le nombre de mineurs en conflits avec la loi est de 79 alors qu'il était de 97 en 2010 (soit une baisse de 18,6%) après une stabilité entre 2008 et 2009 (112 mineurs concernés). Cependant, le nombre des « affaires en instruction au 31 décembre » varie en dents de scie depuis 2005.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

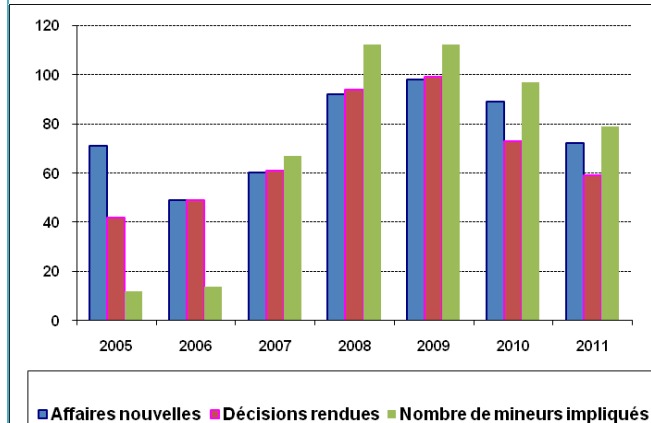
Sources statistiques

Rôles, plunitifs des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

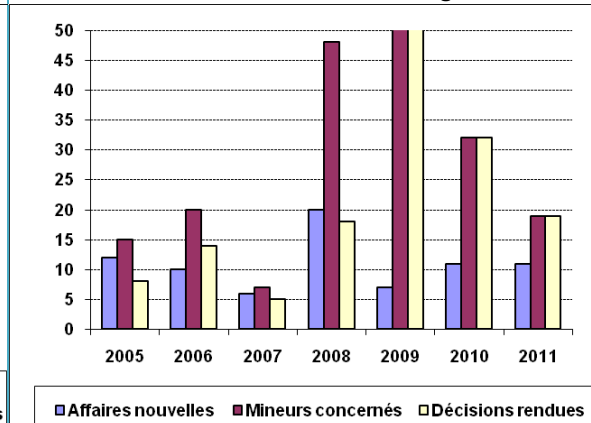
Tableau 27 : Affaires nouvelles, décisions rendues et nombre de décisions rendues par magistrat dans les juridictions pour mineurs

	Affaires nouvelles		Décisions rendues		Décisions rendues / magistrat	
	Nombre 2011	Variation en % / 2010	Nombre 2011	Variation en % / 2010	Nombre 2010	Nombre 2011
Juge des enfants	72	-19,1	59	-19,2	18,3	14,75
Bobo-Dioulasso	33	57,1	27	22,7	11,0	13,5
Ouagadougou	39	-42,6	32	-37,3	25,5	16
Tribunaux pour enfants	9	-40,0	16	-	0,0	2,3
Bobo-Dioulasso	4	33,3	4	-	0,0	1,3
Ouagadougou	5	-58,3	12	-	0,0	3

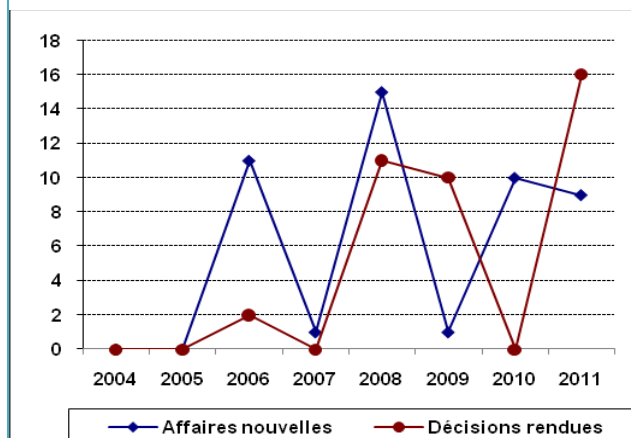
Graphique 54 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en conflit avec la loi



Graphique 55 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en danger



Graphique 56 : Evolution des affaires nouvelles et décisions rendues des tribunaux pour enfants



Graphique 57 : Evolution de la répartition selon la nature des décisions concernant les mineurs en conflit avec la loi rendues par les JE

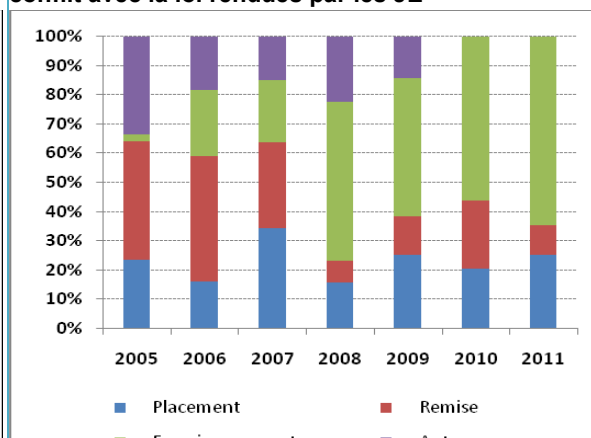


Tableau 28 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées par les TPE

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	0	0	11	1	15	1	15	9
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	0	0	3	1	4	1	0	2
Crimes	0	0	8	0	11	0	15	7

III.7. Tribunaux du travail

Points saillants :

- Une augmentation continue du nombre d'affaires nouvelles en 2011;
- Une régression du nombre de décisions rendues en 2011 ;
- Un nombre de jugements rendus par magistrat en décroissance en 2011.

Commentaire général :

Les affaires nouvellement entrées dans les tribunaux du travail ont connu une légère hausse de 4,1% et de 2,3% respectivement en 2010 et en 2011. Cette augmentation soutenue s'explique par des variations positives de 4,31% au tribunal du travail de Ouagadougou en 2011.

La majorité des affaires nouvelles sont enregistrées, comme toujours, au tribunal du travail de Ouagadougou. Cette juridiction a reçu près de 76,7% des affaires nouvelles de l'ensemble des tribunaux du travail. Le tribunal du travail de Bobo a reçu environ 16,8% de l'ensemble des affaires nouvelles et celui de Koudougou 6,5%.

La première cause des litiges portés à l'attention des juges des tribunaux du travail est la rupture de contrat avec 51,58% de l'ensemble des affaires. Ces litiges après une baisse de 14,25% en 2010 ont enregistré une hausse de 7,1% en 2011 par rapport à 2010. Le non paiement de salaire qui vient toujours en deuxième position des litiges portés devant les tribunaux du travail est en croissance progressive. Il a en effet enregistré successivement une progression de 31,2% en 2010 et 13,9% en 2011.

Le nombre de décisions rendues par les tribunaux du travail a connu une régression progressive entre 2004 et 2007. Cependant après une croissance soutenue de 18,3% en 2009 et de 27,2% en 2010, on observe une régression 8,3% en 2011 par rapport à 2010. Le ratio décisions rendues/affaires nouvelles après une amélioration successive de 68,7% en 2009 et 91,2% en 2010, est passé un taux de 81,7% en 2011.

Au regard du graphique 59, la structure des décisions rendues selon leur nature a été légèrement modifiée au cours de l'année 2011. Les décisions d'acceptation totale, majoritaires, en trois années consécutives (2004-2006) ont été progressivement remplacées par les décisions d'acceptation partielle depuis 2007, si bien qu'en 2011, ils ne représentaient que 18,9% des décisions contre 38,5% pour les décisions d'acceptation partielle. En 2011 les décisions d'acceptation partielle, après une progression de 23,5% en 2010, ont régressé de 24,44% par rapport à 2010.

La structuration des décisions rendues par type de comparution montre une prédominance des décisions contradictoire avec une proportion de 79,5% en 2010 et de 75,65% en 2011 de l'ensemble des décisions rendues. Les décisions par défaut et réputées contradictoires se partagent le reste avec respectivement 15,7% et 8,6%.

Le nombre de jugements rendus par magistrat a légèrement baissé en passant de 56,2% en 2010 à 51,5% en 2011. Par rapport aux décisions rendues par magistrat et par tribunal du travail, on note que celui de Ouagadougou vient en premier rang avec 63,0 décisions rendues, suivi de 29,0 pour Koudougou et 28,3 pour Bobo Dioulasso.

La durée moyenne d'une affaire sociale dans les tribunaux du travail est de 1 an 3 mois.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

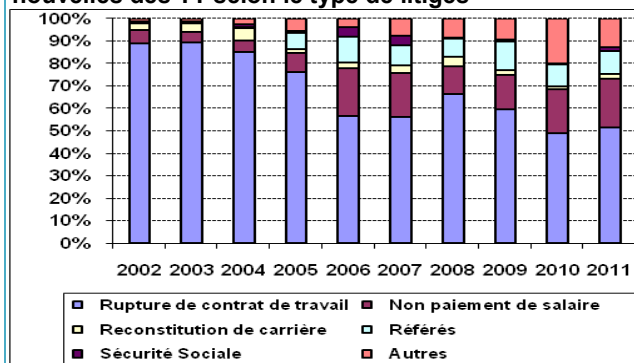
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles, pluri-fichiers des audiences, répertoires des jugements des tribunaux du travail.

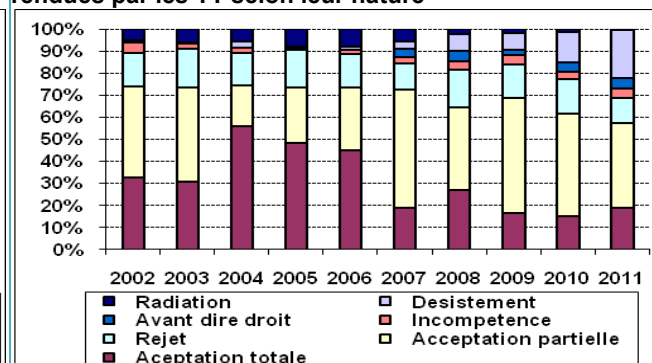
Tableau 29 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les tribunaux du travail

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	340	354	323	440	459	578	673	710	739	756
Décisions rendues	316	295	457	447	379	346	423	488	674	618
Proportion des décisions rédigées %	97,5	92,9	93,4	92,8	93,9	97,1	81,3	96,3	78,2	76,2
Temps moyen mis pour rendre une décision sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1an 3mois

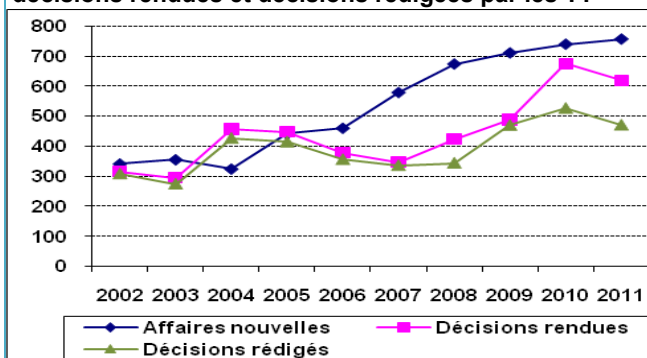
Graphique 58 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TT selon le type de litiges



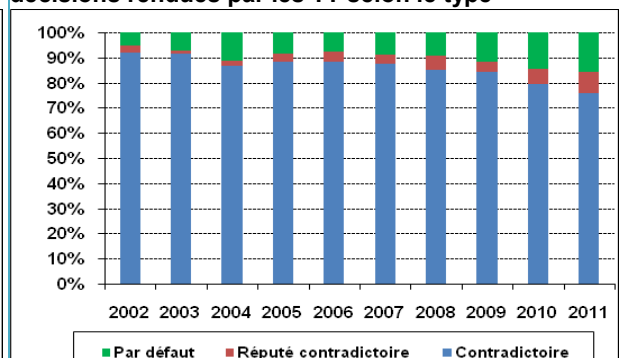
Graphique 59 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon leur nature



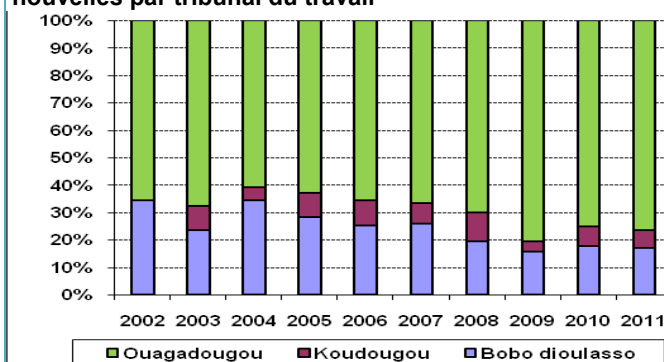
Graphique 60 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les TT



Graphique 61 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon le type



Graphique 62 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles par tribunal du travail



Graphique 63 : Evolution de la répartition des décisions rendues par tribunal du travail

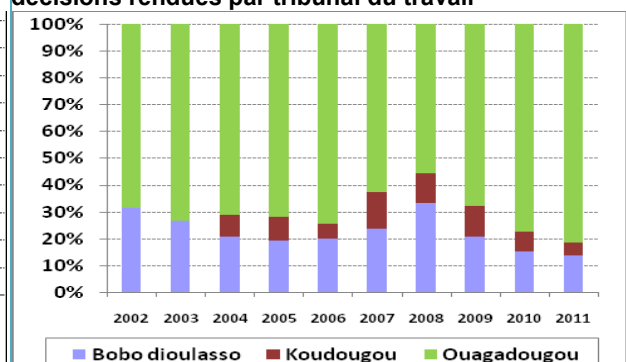


Tableau 30 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rendues par magistrat dans les tribunaux du travail

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %)			Nombre de décisions rendues / Magistrat		
	Nombre	Variation /		2002	2010	2011	2002	2010	2011
	2011	2002	2010						
Ensemble	756	122,4	2,3	92,9	91,2	81,7	79	56,2	51,5
Bobo-Dioulasso	127	8,5	-2,3	84,6	78,5	66,9	99,0	25,5	28,3
Koudougou	49	-	-7,5	-	94,3	59,2	-	50,0	29,0
Ouagadougou	580	194,4	4,3	97,3	93,9	86,9	72,3	74,6	63,0

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des comptes

Points saillants :

- Une forte augmentation des comptes de gestion reçus en 2011 ;
- Une forte augmentation de la production des arrêts rendus en 2011 par rapport à 2010 ;
- Une augmentation des suites données aux contrôles de gestion en 2011

Commentaire général :

Les affaires nouvelles reçues par la cour des comptes qui était en régression depuis 2009 ont connu une hausse de 70,5% en 2011 par rapport à 2010 ... Ces affaires nouvelles sont constituées de 18,3% d'affaires reçues par la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat, de 76,2% d'affaires reçues par la chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales et de 5,5% d'affaires reçues par chambre chargée du contrôle des entreprises publiques .

Quant aux décisions rendues en matière de contrôle juridictionnel, la Cour des Comptes a rendu 139 arrêts en 2011 soit une hausse considérable de 157,4% par rapport à 2010. Si l'on enregistre une forte augmentation au titre des arrêts définitifs, soit 550% comparativement à 2010, il n'en est pas ainsi des arrêts provisoires dont la production a connu une régression de l'ordre de 38,9%. Ces données traduisent l'importance des dossiers clos, dessaisissant du même coup la Cour des Comptes.

Les activités de contrôle de gestion qui ont connu une chute de 72,7% en 2010 par rapport à 2009, se sont accrues de 166,7% en 2011 comparativement à 2010 .En 2011 la Cour des comptes, toutes chambres confondues, a effectué huit(8) contrôles. Le nombre de contrôles effectués par chambre a connu un changement dans l'ensemble. La Chambre chargée des opérations de l'Etat a effectué trois(3) contrôles, la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques quatre (4) contrôles et la chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales un(1) contrôle en 2011. Il est à noter que les contrôles des deux chambres (CCOE et CCEP) ont connu une augmentation en 2011 (7 contrôles contre 3 contrôles en 2010).

La production des décisions rendues par les chambres relatives aux activités de contrôle de l gestion qui a connu une régression de 100% en 2010 (zéro décision) par rapport à 2009, s'est sensiblement améliorée en 2011 avec 5 décisions rendues par les différentes chambres composant la Cour. Ces données reflètent en partie les activités de contrôle de gestion effectuées courant 2009 à 2011.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

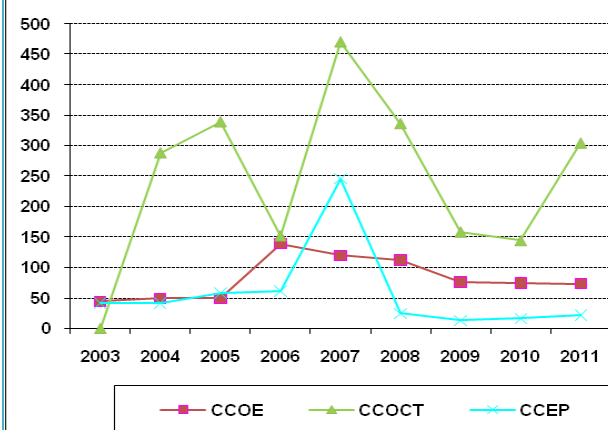
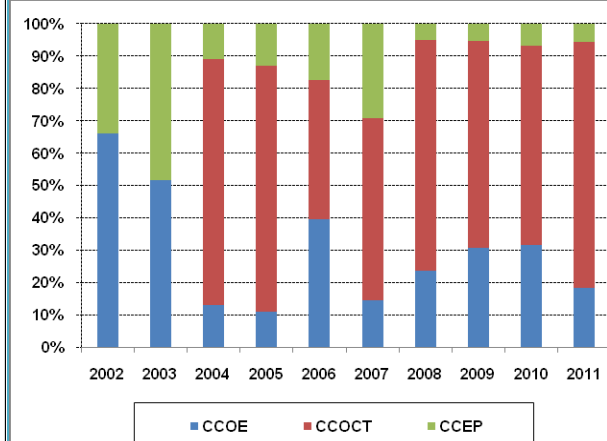
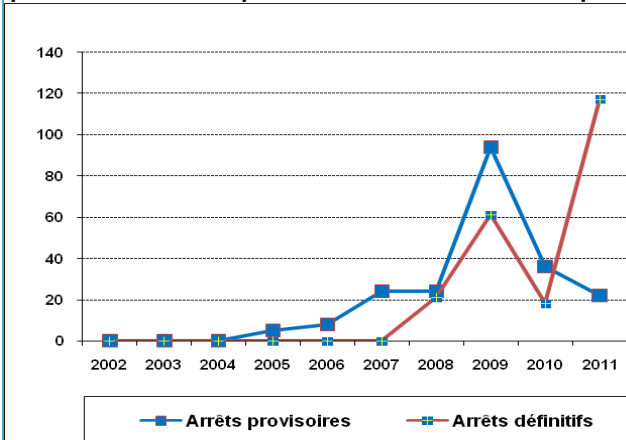
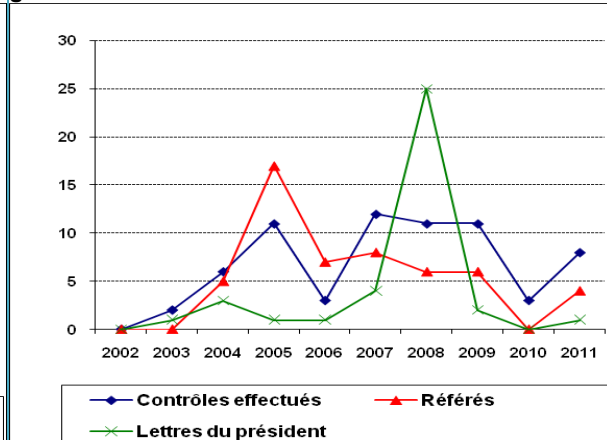
Variation: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plunitifs des audiences de la Cour des comptes.

Tableau 31 : Comptes reçus, arrêts rendus et contrôles de gestion effectués par la Cour des comptes

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Comptes de gestion reçus	47	85	378	446	352	835	472	247	234	399
Arrêts provisoires	0	0	0	0	2	24	24	94	36	22
Arrêts définitifs	0	0	0	0	0	2	21	61	18	117
Contrôles de gestion effectués	0	2	6	11	3	13	11	11	3	8
Référés	0	0	5	17	7	8	6	6	0	4
Lettres du président	0	1	3	1	1	4	25	2	0	1

Graphique 64 : Evolution du nombre de comptes reçus par les différentes chambres de la Cour des comptes**Graphique 65 : Evolution de la répartition des comptes reçus par la Cour des comptes par chambre****Graphique 66 : Evolution du nombre d'arrêts rendus par la Cour des comptes suite au contrôle de comptes****Graphique 67 : Evolution du nombre de contrôles de gestion effectués et des décisions rendues****Tableau 32 : Evolution des comptes reçus par la Cour des comptes, du nombre d'arrêts rendus par compte reçu et du nombre de référés et lettres du président par contrôle effectué**

	Comptes reçus			Nombre d'arrêts rendus/ comptes reçus		Nombre de référés et lettres du président / contrôles effectués	
	Nombre	Variation (%) /					
	2011	2002	2010	2010	2011	2010	2011
Ensemble	399	748,9	70,5	0,23	0,35	0,00	0,63
Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat	73	135,5	-1,4	0,01	0,04	0	0,67
Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales	304	-	111,1	0,24	0,06	-	2,00
Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques	22	37,5	37,5	-	-	0,00	0,25

IV.2. Conseil d'Etat

Points saillants :

- Une augmentation continue du nombre d'affaires nouvelles depuis 2007 ;
- Une augmentation de plus de 200% des contentieux liés aux marchés publics et à la matière foncière entre 2011 et 2002;
- Forte croissance des affaires jugées en appel.

Commentaire général

Depuis 2007, les affaires nouvelles du Conseil d'Etat continue de croître. En 2011, la croissance est peu significative avec seulement 8% par rapport à 2010. Cette croissance est surtout constatée dans les contentieux de marchés publics (20%), de foncier (15,4%) et surtout du contentieux « autres » avec 77,3%.

La répartition des affaires nouvelles par type de contentieux présente 31,9% de contentieux foncier, 13,8% de contentieux de la Fonction Publique, 12,8% de contentieux lié aux Marchés Publics, 41,5% du contentieux « autres », qui occupent la première place.

Le nombre de décisions rendues du Conseil d'Etat connaît une croissance de 111,1% par rapport à 2010, permettant ainsi une augmentation du ratio décisions rendues par affaires nouvelles. En effet ce dernier est passé à 60,6% contre 31,0% en 2010.

Comme toutes les années précédentes, on observe en 2011, une domination des affaires jugées en appel avec 71,9%, suivie des affaires de saisines directes jugées 17,5% et enfin les affaires jugées en cassation 10,5%. Les affaires jugées en appel ont accru en 2011 de 127,7%. Près de 63,4 sont des décisions de confirmation, 26,8 des décisions d'annulation et environ 10% représentent les autres décisions. Quant aux affaires de saisines directes jugées, elles connaissent une croissance de 66,7% et présentent 50% de décisions d'irrecevabilité et 30% de décisions d'acceptation.

Le nombre de décisions rendues par magistrat connaît une nette amélioration en 2011 par rapport à 2010. Ce nombre passe de 1,9 en 2010 à 4,07 en 2011.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par type de saisine : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donné et le nombre total de décisions rendues.

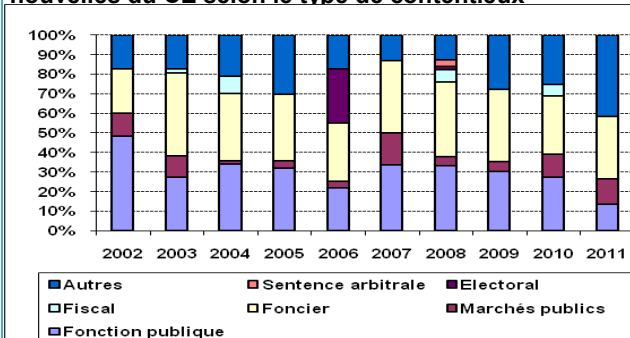
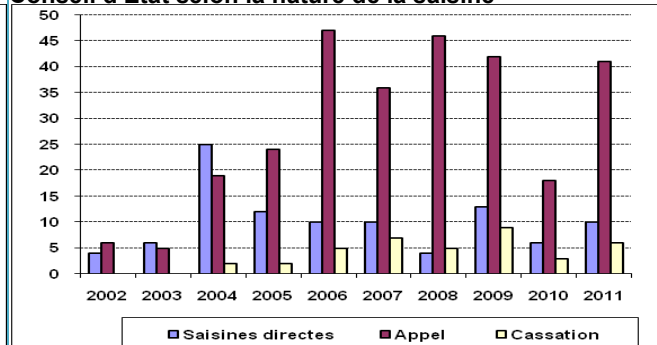
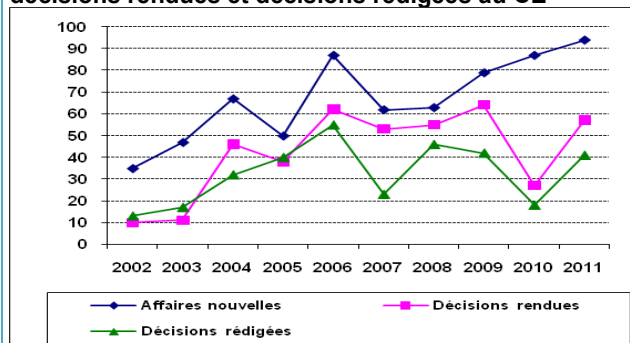
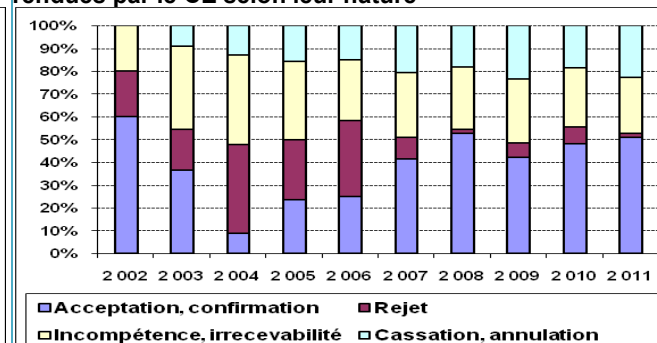
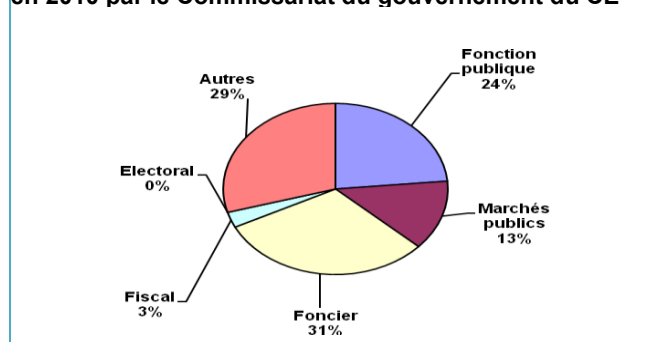
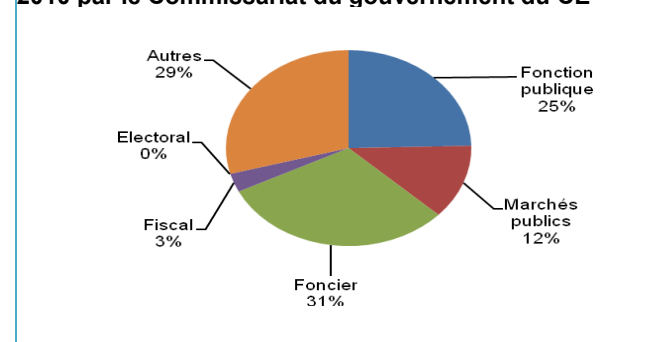
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plunitifs des 'audiences du Conseil d'Etat.

Tableau 33 : Affaires nouvelles et décisions rendues par le Conseil d'Etat

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	35	47	67	50	87	62	63	79	87	94
Ensemble des décisions rendues	10	11	46	38	62	53	55	64	27	57
Décisions rendues pour jugement en saisine directe	4	6	25	12	10	10	4	13	6	10
Décisions rendues pour jugement en appel direct	6	5	19	24	47	36	46	42	18	41
Décisions rendues pour arrêts en cassation	0	0	2	2	5	7	5	9	3	6

Graphique 68 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles du CE selon le type de contentieux**Graphique 69 : Evolution des affaires jugées par le Conseil d'Etat selon la nature de la saisine****Graphique 70 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées au CE****Graphique 71 : Evolution de la répartition des décisions rendues par le CE selon leur nature****Graphique 72 : Répartition des affaires nouvelles reçues en 2010 par le Commissariat du gouvernement du CE****Graphique 73 : Répartition des conclusions rendues en 2010 par le Commissariat du gouvernement du CE****Tableau 34 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rendues par magistrat au Conseil d'Etat**

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %)			Nombre de décisions rendues par magistrat		
	Nombre	Variation en %		2002	2010	2011	2002	2010	2011
Ensemble	94	168,6	8,0	28,6	31,0	60,6	1,1	1,9	4,07
Fonction publique	13	-23,5	-45,8	58,8	41,7	130,8	-	-	-
Marchés publics	12	200,0	20,0	-	30,0	33,3	-	-	-
Foncier	30	275,0	15,4	0,0	38,5	60,0	-	-	-
Fiscal	0	-	-100,0	-	0,0	-	-	-	-
Electoral	0	-	-	0,0	-	-	-	-	-
Sentence arbitrale	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	39	550,0	77,3	-	18,2	104,5	-	-	-

IV.3. Tribunaux administratifs

Points saillants :

- Diminution du ratio décisions rédigées/décisions rendues en 2011 ;
- 68,5% de décisions rédigées en 2011;

Commentaire général

Les affaires nouvelles dans les tribunaux administratifs ont connu une légère augmentation de 5,4% en 2011 par rapport à 2010. Cette croissance se justifie par l'augmentation des affaires de marchés publics (42 contre 23 en 2010) et des affaires de foncier (81 contre 64 en 2010), même si on constate une diminution des affaires de fonctions publiques et autres.

La classification des différents types de contentieux basée sur le volume des affaires nouvelles montre 41,8% d'affaires de foncier, 25,8% de fonctions publiques, 21,6 % de marchés publics, 10,8% des autres. En effet, depuis 2002 et à l'exception des années 2003, 2006 et 2009, le contentieux foncier se place en tête sur l'ensemble des affaires nouvelles.

Après une forte augmentation en 2010, les décisions rendues par les tribunaux administratifs notent une régression de 32,7% par rapport à 2010. Cela s'explique par la décroissance du taux de certains types de décisions à savoir 50,0% pour les décisions d'acceptation totale, 33,3% pour les décisions d'incompétence, de -56,1% pour les décisions d'irrecevabilité et enfin 40,1% pour les décisions d'avant dire droit. Le ratio décisions rendues par affaires nouvelles passe de 56,5% en 2009, à 101,1% en 2010 et à 65,5% en 2011.

La proportion des décisions rédigées par rapport aux décisions rendues par l'ensemble des tribunaux administratifs révèle une baisse continue de 101,6% en 2009, 78,5% en 2010 et 68,5% en 2011. Le tribunal administratif de Ouagadougou présente 64,3% de décisions rédigées sur l'ensemble de ses décisions rendues, celui de Bobo Dioulasso 50% et 60% pour les autres.

En 2011 on observe une légère diminution aussi bien du nombre des affaires nouvelles que de celui des conclusions rendues des commissaires du gouvernement. En effet les affaires nouvelles connaissent une diminution 4,4% en 2011 par rapport à 2010 (151 contre 158 en 2010) et une baisse les conclusions prises 27,5% (134 contre 185 en 2010). Le ratio des conclusions prises sur l'ensemble des affaires nouvelles reçues donne un taux de 88,7% en 2011 contre 117,1% en 2010 et 118,4% en 2009.

Le temps moyen mis pour rendre un jugement en matière administrative est de 1 an 4 mois en 2011.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

Part des affaires nouvelles par type de contentieux : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné de contentieux et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par type de saisine : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donné et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

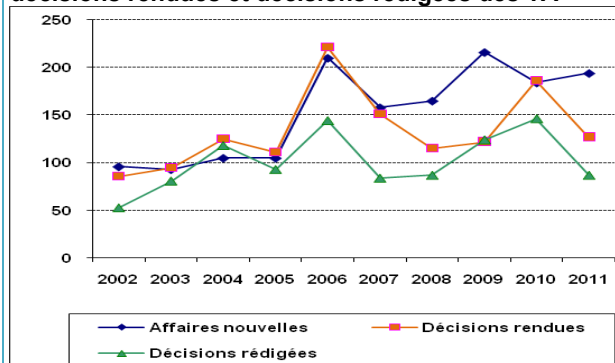
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

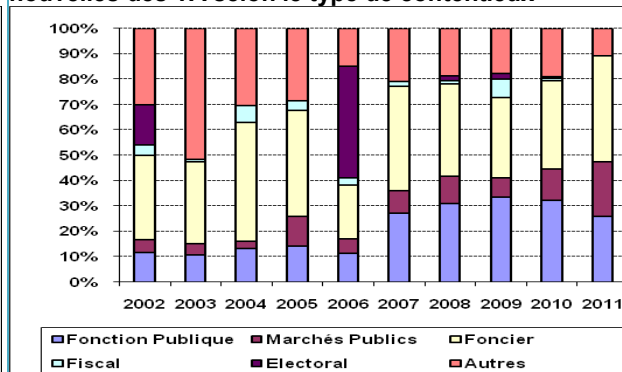
Tableau 35 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les TA

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	96	93	105	105	210	158	165	216	184	194
Décisions rendues	86	95	125	111	221	151	115	122	186	127
dont Décisions sur le fond	52	42	65	60	130	72	51	66	146	87
% de Décisions sur le fond	60,5%	44,2%	52,0%	54,1%	58,8%	47,7%	44,3%	54,1	54,5%	57,5%
Proportion de décisions rédigées	61,6%	85,3%	94,4%	83,8%	64,7%	55,6%	75,7%	101,6%	78,5%	68,5%
Temps moyen mis pour rendre une décision dans les TA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1an 4mois

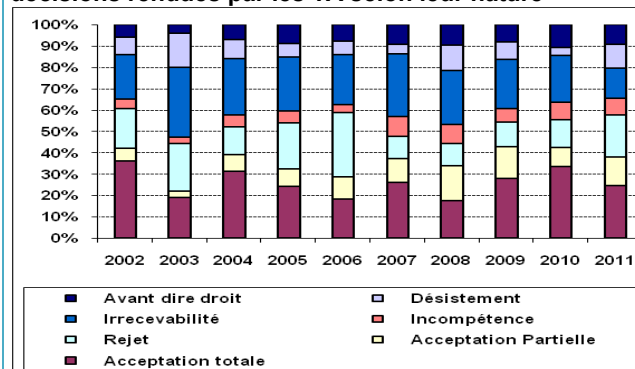
Graphique 74 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées des TA



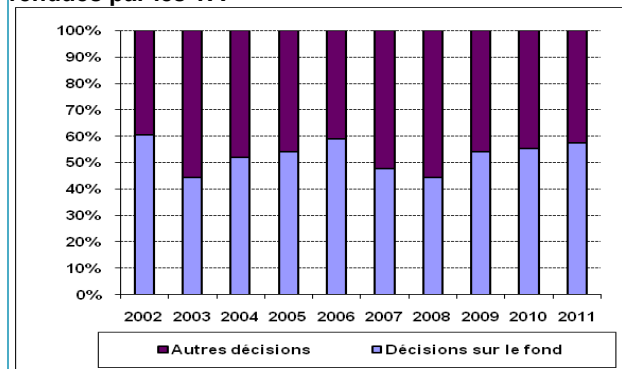
Graphique 75 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TA selon le type de contentieux



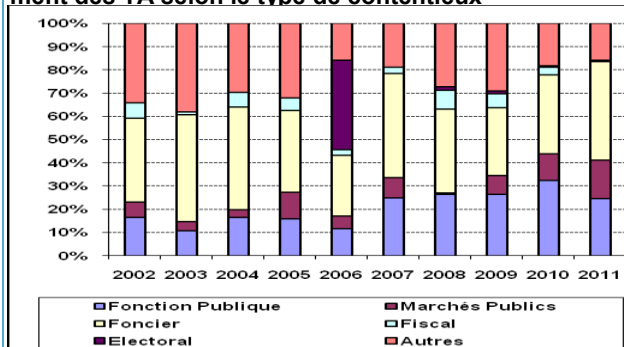
Graphique 76 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA selon leur nature



Graphique 77 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA



Graphique 78 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles reçues par les commissariats du gouvernement des TA selon le type de contentieux



Graphique 79 : Evolution des affaires nouvelles et des conclusions rendues par les commissariats du gouvernement des TA

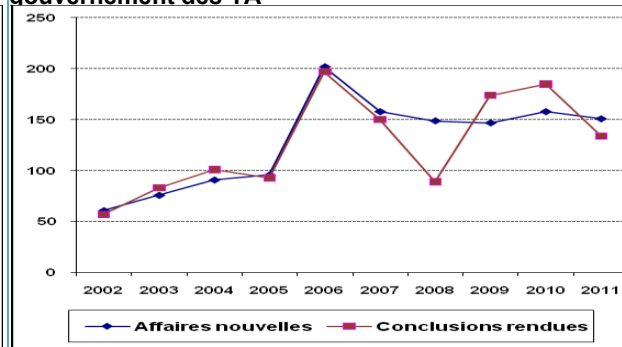


Tableau 36 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rédigées/Décisions rendues par TA

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %)			Décisions rédigées / Décisions rendues (en %)		
	Nombre	Variation en % /		2002	2010	2011	2002	2010	2011
Ensemble	194	102,1	5,4	89,6	101,1	65,5	61,6	78,5	68,5
Bobo-Dioulasso	30	66,7	30,4	72,2	91,3	73,3	0,0	57,1	50,0
Ouagadougou	126	100,0	-0,8	100,0	102,4	55,6	82,5	80,0	64,3
Autres tribunaux	38	153,3	26,7	66,7	116,7	92,1	10,0	85,7	60,0

V. Etablissements pénitentiaires

V.1. Nombre de détenus et occupation des EP au 31/12

Points saillants :

- Une population carcérale toujours en baisse en 2011 ;
- Une surpopulation carcérale en baisse ;
- Une croissance continue des OMD (Ordre de mise à la disposition).

Commentaire général :

Comme l'année précédente, les établissements pénitentiaires ont encore une fois de plus vu leur nombre de détenus baissé à la fin de l'année 2011. L'effectif des détenus a ainsi varié de 3% de moins au 31 décembre 2011 par rapport à la même période de l'année 2010. Les baisses les plus élevées ont été signalées dans les établissements pénitentiaires de Gaoua (-37,8%), Ouahigouya (-35,9%) et Tougan (-27,4%).

D'autres établissements pénitentiaires par contre ont vu leur population augmentée sensiblement. Il s'agit de Djibo (8,2%), Orodara (27,8%) et du centre pénitentiaire agricole (CPA) de Baporo (11,6%).

Le surpeuplement des établissements pénitentiaires s'est apaisé encore en 2011. Le taux d'occupation de l'ensemble des EP est à 149,1% contre 159,4% en 2010. Ceci s'explique non seulement par l'augmentation de la capacité d'accueil de 120 places mais aussi la baisse de la population carcérale. Néanmoins, plus de la moitié des établissements pénitentiaires présentent toujours un taux d'occupation supérieur ou égal à 150% au 31 décembre 2011. Il s'agit particulièrement des EP de Banfora (154,2%), Bobo-Dioulasso (270,6%), Fada N'gourma (273,3%), Kaya (186,7%), Koudougou (168,3%), Ouagadougou (269,5%) et Tenkodogo (244,2%). Cette situation est préoccupante si bien qu'il faut promouvoir les peines alternatives à l'emprisonnement et les mesures de réadaptation sociale.

La situation de la population carcérale par catégorie a enregistré, hormis les OMD, une tendance en baisse comme celle de 2010. Le nombre de prévenus a baissé de 24,2%, celui des inculpés de 5,5% et celui des condamnés de 0,6% en 2011 par rapport à 2010. Quant au nombre de détenus sous OMD, après avoir doublé au 31 décembre 2010 par rapport à 2009, a encore augmenté de moitié soit à l'ordre de 54,1% au 31/12/2011. Cette augmentation, bien qu'elle soit moins importante que celle enregistrée l'année précédente (107,3%), suscite une attention particulière sur la pratique des OMD jugée illégale en matière de justice. La lutte contre cette pratique avait connue un succès considérable en 2009 avec une baisse de 70% du nombre des OMD par rapport à 2008. En ce qui concerne la variation du nombre des détenus en attente de jugement, elle est de 6,9% de moins en 2011 par rapport à 2010. L'analyse faite au regard de l'ensemble des détenus donne à ce nombre une proportion de 37,3%. Elle est en baisse depuis 2009 (44,6% en 2009, 38,8% en 2010 et 37,3% en 2011).

Le ratio détenus/Agent de sécurité pénitentiaire(ASP) diminue davantage avec 5,1 détenus pour 1 Agent alors qu'il était de 11,7 ; 9,1 et 6,8 détenus pour 1 agent respectivement en 2002, 2009 et 2010.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Détenus par ASP : Rapport entre le nombre de détenus au 31 décembre de l'année et le nombre de personnels des agents de sécurité pénitentiaire en service.

Part des détenus d'une catégorie donnée : Rapport entre le nombre de détenus d'une catégorie donnée (prévenus, inculpés ou condamnés) et le nombre total de détenus au 31 décembre.

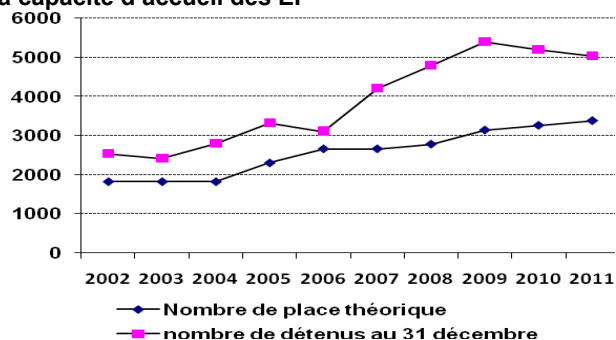
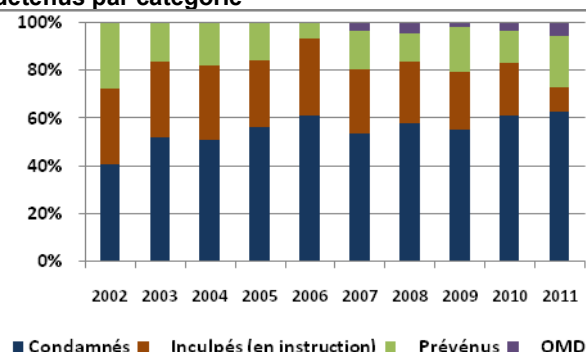
Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de détenus et le nombre de places théoriques disponibles (capacité d'accueil) au 31 décembre.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels.

Tableau 37 : Effectif des détenus par catégorie et proportion de détenus en attente de jugement au 31/12

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble des détenus	2 530	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5400	5198	5039
Détenus en attente de jugement	1 494	1 155	1 366	1 448	1 195	1 947	2 013	2410	2019	1880
Inculpés (en instruction)	804	772	862	936	990	1 131	1 240	1328	1160	1096
Prévénus	690	383	504	512	205	674	563	1000	689	522
OMD	-	-	-	-	-	142	210	82	170	262
Condamnés	1 036	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2990	3179	3159
% de détenus en attente de jugement	59,1%	47,8%	48,8%	43,7%	38,4%	46,3%	41,9%	44,6%	38,8%	37,3%

Graphique 80 : Evolution du nombre de détenus et de la capacité d'accueil des EP**Graphique 81 : Evolution de la répartition des détenus par catégorie****Tableau 38 : Evolution de l'effectif des détenus, de l'occupation des EP et du rapport Détenus/GSP**

	Détenus			Occupation des établissements pénitentiaires				Détenus / GSP		
	Effectif au 31/12 2011	Variation en % /		Capacité d'accueil en 2010	Taux d'occupation au 31/12 en %			Nombre au 31/12		
		2002	2010		2002	2010	2011	2002	2010	2011
Ensemble	5039	99,2	-3,1	3 380	80,6	159,4	149,1	11,7	6,8	5,1
Banfora	185	-	-5,1	120	-	162,5	154,2	-	7,0	5,4
Baporo	48	45,5	11,6	80	41,3	53,8	60,0	4,1	2,2	1,8
Bobo-Dioulasso	487	24,2	-11,8	180	217,8	306,7	270,6	5,9	6,3	4,8
Bogandé	125	-	-8,1	120	-	113,3	104,2	-	6,2	4,8
Boromo	144	-	-2,7	120	-	123,3	120,0	-	6,2	4,4
Dédougou	157	-9,8	-12,8	120	145,0	150,0	130,8	17,4	5,1	4,1
Diapaga	98	-	-6,7	120	-	87,5	81,7	-	5,0	3,5
Diébougou	72	-	-	120	-	0,0	60,0	-	0,0	3,8
Djibo	105	-	8,2	120	0,0	80,8	87,5	-	5,1	4,6
Dori	141	76,3	-2,1	120	66,7	120,0	117,5	8,9	4,6	3,8
Fada N'gourma	328	89,6	-1,5	120	144,2	277,5	273,3	14,4	11,9	9,6
Gaoua	115	-36,5	-37,8	150	150,8	154,2	76,7	18,1	7,4	3,7
Kaya	224	43,6	-8,6	120	130,0	204,2	186,7	19,5	6,4	5,5
Kongoussi	74	-	-14,0	120	-	71,7	61,7	-	3,7	2,8
Koudougou	202	2144,4	-15,5	120	7,5	199,2	168,3	1,0	6,5	4,7
Léo	125	-	-0,8	120	0,0	105,0	104,2	-	6,3	5
Manga	159	-	-9,7	120	-	146,7	132,5	-	11,0	8,4
Nouna	54	-	-5,3	120	0,0	47,5	45,0	-	3,8	2,8
Orodara	46	-	27,8	120	0,0	30,0	38,3	-	1,8	1,6
Ouagadougou*	1536	70,5	-0,3	570	158,1	270,2	269,5	13,1	10,0	7,1
Ouahigouya**	109	-48,8	-35,9	120	177,5	141,7	90,8	21,3	4,9	2,7
Tenkodogo	293	34,4	0,3	120	181,7	243,3	244,2	16,8	9,7	7,7
Tougan	82	-	-27,4	120	-	94,2	68,3	-	6,3	3,4
Yako	48	-	-	-	-	-	-	-	-	2,7
Ziniaré	82	-	-	120	-	-	68,3	-	-	3,7

* Y compris Ziniaré (exception de 2011)

** Y compris Yako (exception de 2011)

Caractéristiques des entrées dans les établissements pénitentiaires

Points saillants :

- Une importante baisse du nombre d'entrées dans les EP en 2011 ;
- Une coutume prédominance des détenus de sexe masculin sur l'ensemble des détenus nouvellement entrés.

Commentaire général :

Les entrées dans l'ensemble des EP ont été, au cours de l'année 2011, moins importantes que celles de 2010. Cette diminution connue pour la première fois en 2010 au regard des années précédentes, devient de plus en plus intéressante en passant de 8,6% en 2010 à 18,4% en 2011. L'analyse par EP montre que les plus fortes baisses ont été enregistrées dans les EP de Gaoua (38%), Koudougou (46,4%), Tenkodogo (43,3%) et le centre pénitentiaire agricole (CPA) de Baporo (31,4%). Cependant, certains EP comme Djibo, Bogandé et Diapaga ont vu leurs entrées augmentées légèrement par rapport à 2010.

La répartition des détenus entrés dans les EP suivant les tranches d'âge est généralement restée dans la même architecture que les années précédentes. Les tranches d'âges de 18-24 ans, 25-39 ans ainsi que celle de 40 ans et plus, enregistrent les plus grands effectifs soit respectivement 2412, 4007 et 1355. La tranche d'âge de 13 à 17 ans connaît le plus petit nombre (483). La variation par rapport à 2010 marque une baisse du nombre d'entrées au niveau de toutes les classes d'âge. Les plus fortes baisses ont été ainsi recensées dans les classes d'âge de 25 à 39 ans (19,5%) et de 40 ans et plus (23%).

L'âge moyen des personnes entrées dans les EP en 2011 est de 31,1 ans. Par contre il était de 31,4 ans en 2010 et 30,9 ans en 2009. Cette moyenne a relativement baissé d'environ 3 mois par rapport à 2010 alors qu'elle avait augmenté de 6 mois en 2010 par rapport à 2009.

La proportion des personnes de sexe masculin entrées dans les EP est passée de 96,9% en 2010 à 97,3% en 2011. Ce qui montre une fois de plus une prédominance des personnes de sexe masculin à l'endroit des entrées. Celle des personnes de sexe féminin reste toujours en baisse (3,7%, 3,1% et 2,7% respectivement en 2009, 2010 et 2011).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion des entrées d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre des entrées d'une tranche d'âge donnée et le nombre total des entrées au cours d'une année.

Proportion des entrées d'un sexe donné : Rapport entre le nombre des entrées de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total d'incarcérés au cours d'une année.

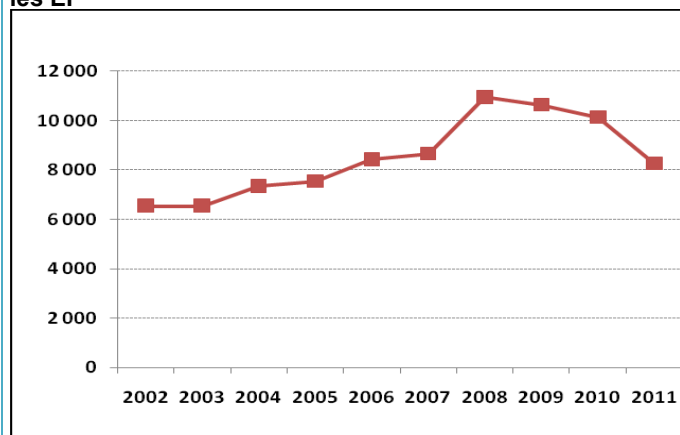
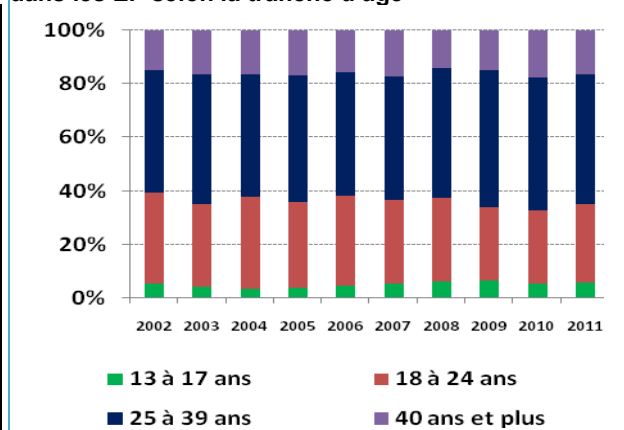
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des entrées

Tableau 39 : Incarcérations dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble des entrées	6 535	6 540	7 342	7 528	8 418	8 645	10 945	11 077	10122	8257
Répartition des entrées selon le sexe										
Hommes	6 366	6 419	7 160	7 368	8 210	8 376	10 658	10 672	9813	8032
Femmes	169	121	182	160	208	269	287	405	309	225
Répartition des entrées selon l'âge										
13 à 17 ans	347	281	271	296	394	470	702	716	540	483
18 à 24 ans	2 232	2 012	2 523	2 405	2 840	2 694	3 399	3 049	2842	2412
25 à 39 ans	2 975	3 177	3 339	3 552	3 865	4 009	5 285	5 648	4979	4007
40 ans et plus	981	1 070	1 209	1 275	1 319	1 472	1 559	1664	1761	1355
Age moyen (en années)	30,3	31,0	31,1	31,1	30,6	31,1	30,3	30,9	31,4	31,1

Graphique 82 : Evolution du nombre total d'entrées dans les EP**Graphique 83 : Evolution de la répartition des entrées dans les EP selon la tranche d'âge****Tableau 40 : Evolution du nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires**

	Nombre d'entrées dans les EP										Variation en % de 2011 /	
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2002	2010
Ensemble	6 535	6 540	7 342	7 528	8 418	8 645	10 945	11077	10122	8257	26,4	-18,4
Banfora	-	-	-	194	260	324	266	354	335	303	-	-9,6
Baporo	32	32	64	69	47	82	77	-	86	59	84,4	-31,4
Bobo-Dioulasso	898	1 001	986	1 072	990	859	1 144	957	926	672	-25,2	-27,4
Bogandé	-	-	-	131	235	284	230	358	292	310	-	6,2
Boromo	-	-	-	-	263	295	342	441	348	298	-	-14,4
Dédougou	586	580	477	465	305	283	299	355	293	227	-61,3	-22,5
Diapaga	-	-	-	-	40	140	182	182	241	251	-	4,1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	173	-	-
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	173	159	199	-	25,2
Dori	255	210	233	206	261	256	333	400	298	244	-4,3	-18,1
Fada N'gourma	419	389	493	390	406	440	524	635	533	465	11,0	-12,8
Gaoua	483	567	462	493	396	415	420	444	363	225	-53,4	-38,0
Kaya	347	315	478	309	364	449	556	506	431	366	5,5	-15,1
Kongoussi	-	-	-	53	237	204	242	197	155	114	-	-26,5
Koudougou	100	363	560	559	516	420	424	585	545	292	192,0	-46,4
Léo	-	-	-	-	-	-	141	315	235	244	-	3,8
Manga	-	-	-	37	315	405	448	402	296	271	-	-8,4
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	64	118	107	-	-9,3
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	117	119	92	-	-22,7
Ouagadougou*	2 423	2 268	2 653	2 475	2 562	2 494	4 075	3054	2974	2264	-6,6	-23,9
Ouahigouya**	552	411	413	414	321	406	405	495	378	273	-50,5	-27,8
Tenkodogo	440	404	523	577	745	742	679	853	793	450	2,3	-43,3
Tougan	-	-	-	84	155	147	158	190	204	185	-	-9,3
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	52	-	-
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	121	-	-

* Y compris Ziniaré(exception de 2011)

** Y compris Yako(exception de 2011)

V.2. Caractéristiques des prévenus

Points saillants :

- Une baisse de la proportion des prévenus sur l'ensemble des détenus en 2011 ;
- Une quasi stabilité de la durée moyenne de détention préventive en décembre 2011
- Une prédominance continue des prévenus pour crimes et délits contre les biens.

Commentaire général :

La proportion des prévenus sur l'ensemble des détenus a régressé en 2011. Après avoir culminée en 2009, elle est passée de 13,3% de détenus en 2010 à 10,4% de détenus en 2011. En effet, le taux de décroissance en nombre de détenus a été tiré principalement par la baisse du nombre de prévenus ces deux dernières années.

La proportion des détenus en attente de jugement parmi les détenus est également en baisse depuis 2009. Cette baisse, importante de 5,8% en 2010 par rapport à 2009 est passée à 1,5% en 2011 par rapport à 2010. La participation des prévenus dans l'évolution du nombre de détenus en attente de jugement prend de moins en moins de l'ampleur (41,5% en 2009, 34,1% en 2010 et 27,8% en 2011).

L'examen des caractéristiques des prévenus suivant le genre montre, comme dans les années précédentes, que la quasi totalité des prévenus est de sexe masculin (99,0%). La moyenne d'âge au niveau des prévenus au 31/12/2011 reste pratiquement la même que celle enregistrée dans les années antérieures. Ainsi, elle se situe à 29 ans 4 mois contre une moyenne de 29 ans 7 mois en 2010 d'où une baisse de 4 mois en moyenne. Le pourcentage des mineurs parmi les tranches d'âge a connu une évolution à la hausse (7,3% en 2011 contre 5,4% en 2010).

L'analyse de la répartition des prévenus selon les catégories d'infractions pour lesquelles ils ont été mis en cause en 2011 reste toujours dans la même architecture ainsi que dans la même évolution qu'en 2010. Une telle répartition classe en premier lieu la catégorie d'infraction pour crimes et délits contre les biens (78,0%). S'en suivent les crimes et délits contre les particuliers avec 13,0%, les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs avec 5,4%, les crimes et délits contre la chose publique avec 3,3% de prévenus et les infractions en matière d'armes et de munitions avec 0,4%. Un feed-back sur l'année 2010 nous montre que le nombre des prévenus par catégorie d'infraction a diminué sauf la catégorie d'infraction <<crimes et délits contre la chose publique>> dont l'effectif est resté identique à celui de 2010 (17 prévenus).

En moyenne la détention préventive en termes de prévenu est restée presque stable et dure 1,5 mois soit 1 mois 15 jours en 2011 et 1,4 mois soit 1 mois 12 jours en 2010. Cette moyenne qui était à une durée de 2 mois 3 jours en 2009 met en évidence un traitement plus accéléré des procédures judiciaires ces deux dernières années. Ce constat serait bien visible si l'on analyse la moyenne selon la répartition des prévenus en détention préventive par intervalle de durée. En effet, environ 60% des prévenus étaient en détention pour une durée de moins d'un mois. Ce taux était à 32,3% en 2009. En outre, il faut noter une décroissance successive des prévenus ayant une durée de détention préventive supérieure ou égale à 2 ans en 2009, 2010 et 2011.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion des prévenus d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre de prévenus d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

Proportion des prévenus d'un sexe donné : Rapport entre le nombre de prévenus de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

Proportion des prévenus d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre de prévenus détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de prévenus à la fin de l'année

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des prévenus

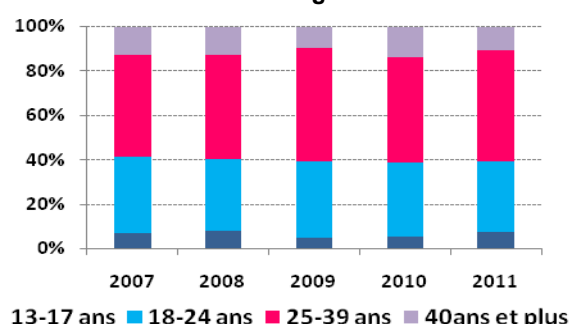
Tableau 41 : Prévenus selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infraction et la durée de la détention préventive

	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble des prévenus	674	563	1000	689	522
Répartition selon le sexe					
Hommes	655	558	962	675	517
Femmes	19	5	38	14	5
Répartition selon l'âge					
moins de 18 ans	47	43	49	37	38
18 ans à moins de 21 ans	84	77	137	105	58
21 ans à moins de 25 ans	147	107	208	126	109
25 ans à moins de 30 ans	177	139	266	157	120
30 ans à moins de 40 ans	136	125	244	171	141
40 ans et plus	83	72	96	93	56
<i>Age moyen (en années)</i>	<i>29,0</i>	<i>28,5</i>	<i>29,3</i>	<i>29,7</i>	<i>29,4</i>
Répartition selon la catégorie de l'infraction					
Crimes et délits contre les biens	481	434	763	518	407
Crimes et délits contre les particuliers	72	73	91	92	68
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	85	37	109	59	28
Crimes et délits contre la chose publique	34	14	31	17	17
Infractions en matière d'armes et de munitions	2	5	6	3	2
Répartition selon la durée de détention préventive					
Moins de 30 jours	329	311	323	390	310
De 1 mois à moins de 2 mois	152	149	306	163	106
De 2 mois à moins de 3 mois	59	34	198	67	49
De 3 mois à moins de 6 mois	117	20	140	61	45
De 6 mois à moins de 12 mois	16	46	27	6	8
Plus de 12 mois	1	3	6	2	4
<i>Durée moyenne de détention préventive (en mois)</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>	<i>2,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>

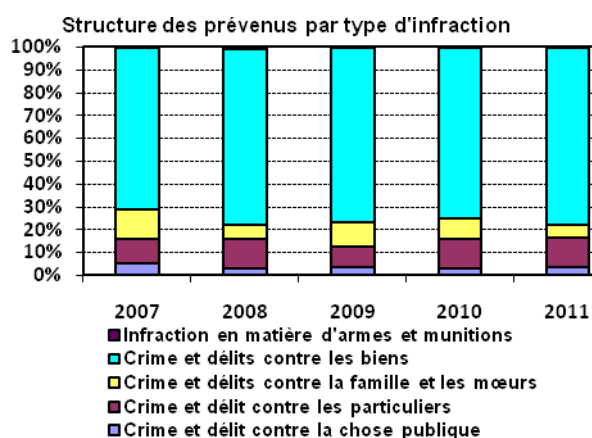
Graphique 84 : Evolution de l'effectif des prévenus selon le sexe



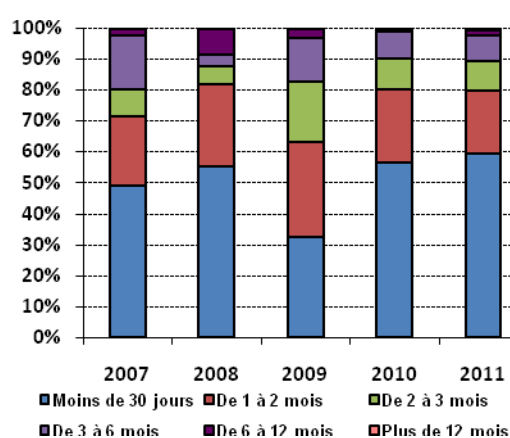
Graphique 85 : Evolution de la répartition des prévenus selon la tranche d'âge



Graphique 86 : Evolution de la répartition des prévenus selon la catégorie d'infraction



Graphique 87 : Evolution de la répartition des prévenus selon la durée de la détention préventive



V.3. Caractéristiques des inculpés

Points saillants :

- Une diminution du nombre d'inculpés dans les EP au 31/12/ 2011 par rapport au 31/12/2010 ;
- Des inculpés toujours en majorité de sexe masculin en 2011 ;
- Une baisse continue des inculpés en pourcentage de détenus au 31/12/2011 ;
- Un doublement des effectifs des inculpés détenus pour infraction en matière d'armes et de munitions au 31/12/2011 par rapport au 31/12/2010;
- Une stabilité de la durée moyenne de la détention préventive et une augmentation du nombre de mineurs inculpés au 31/12/2011.

Commentaire général :

Après une phase croissante qui a atteint son sommet en 2009, le nombre d'inculpés dans l'ensemble des établissements pénitentiaires a connu une baisse progressive. Ainsi, son nombre est passé de 1160 en 2010 à 1096 en 2011 soit à un degré de décroissance de 5,5%. Cette baisse est cependant moins forte que celle enregistrée au 31 décembre de l'année 2010 (12,7%).

L'analyse selon le genre des inculpés montre une prédominance nette des inculpés de sexe masculin sur ceux de sexe féminin. Le dernier groupe représente 4% des inculpés. Cette situation est invariable depuis plusieurs années.

La proportion des inculpés parmi l'ensemble des détenus diminue suivant les années. En effet, la contribution du nombre des inculpés à la constitution de l'ensemble des détenus est de 21,8% en 2011. L'analyse par maison d'arrêt donne des effectifs très disparates. Les MAC de Ouagadougou et de Fada sont celles qui regroupent ainsi les plus grands effectifs (230 et 130 respectivement). En revanche, les MAC de Yako et de Orodara enregistrent les plus faibles effectifs en nombre d'inculpés (7 et 9 respectivement). La variation des inculpés en 2011 par rapport à 2010 présente une baisse de plus de 50% dans les MAC de Gaoua et de Ouahigouya. Les MAC de Boromo, Dori et Nouna, connaissent une hausse de leurs effectifs successivement de 48,8, 86,7 et 64,3 tous en pourcentage.

La répartition des inculpés par sexe est restée relativement stable durant la période de 2002 à 2011 avec une imposition en nombre des inculpés de sexe masculin (97,3% en 2011). Ce taux des inculpés de sexe masculin a connu une petite croissance de 1,1% en comparaison à celui de l'année précédente. Celui du sexe féminin reste dans sa faible proportion.

Quant à la moyenne en âge des inculpés, on note une tendance toujours en cours de régression. Ainsi, il faut noter qu'après la moyenne d'âge excessive connue en 2009 (34,4 ans), l'âge moyen des inculpés ne fait que baisser au cours des années rendant cette population de plus en plus jeune (33 ans en 2010 et 32,6 ans en 2011).

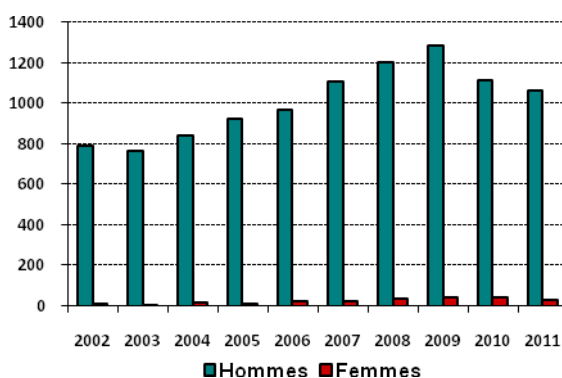
La répartition des inculpés par classes d'âge n'a pratiquement pas changé entre la période de 2002 à 2011. Les classes d'âge qui possèdent les plus grands effectifs sont restées les mêmes. En 2011, la classe d'âge « 25 à 39 ans » représente la classe la plus dominante avec 55,6% d'inculpés, celle des « 18 à 24 ans » en représente 24,1%, « 40 ans et plus » 18,2%. La proportion des mineurs reste la plus faible avec 2,2% d'inculpés. Cette proportion a augmenté de 71,4% au 31/12/2011 par rapport au 31/12/2010.

La proportion des inculpés de moins de 25 ans a enregistré une légère décroissance en passant de 25,5% en 2010 à 20,8% en 2011. En 2009, cette proportion était à hauteur de 27,6%.

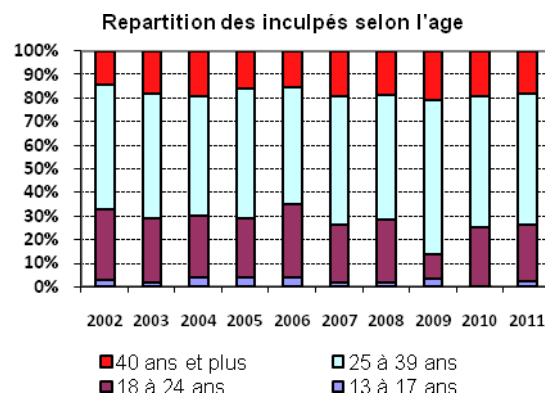
Tableau 42 : Effectif des inculpés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infraction et la durée de la détention préventive

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble des inculpés	804	772	862	936	990	1 131	1 240	1328	1160	1096
Répartition selon le sexe										
Hommes	791	765	845	922	967	1 106	1 201	1284	1116	1066
Femmes	13	7	17	14	23	25	39	44	44	30
Répartition selon l'âge										
13 à 17 ans	23	15	34	38	42	23	25	40	14	24
18 à 24 ans	240	211	224	234	304	278	326	354	282	264
25 à 39 ans	429	406	441	516	491	614	660	707	640	609
40 ans et plus	112	140	163	148	153	216	229	227	224	199
Age moyen (en années)	30,7	31,8	31,7	30,8	30,7	32,4	32,5	34,4	33,0	32,6
Répartition selon la catégorie d'infraction										
Crimes et délits contre les particuliers	515	502	518	566	604	782	760	843	837	759
Crimes et délits contre les biens	113	152	115	124	121	99	137	142	102	121
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	29	33	62	64	44	48	57	43	39	34
Crimes et délits contre la chose publique	116	84	153	180	220	147	263	291	172	156
Infractions en matière d'armes et de munitions	31	1	14	2	1	55	23	9	10	26
Répartition selon la durée de détention préventive										
Moins de 6 mois	324	276	451	312	370	338	493	416	300	394
6 mois à moins de 12 mois	173	196	159	280	301	421	272	362	276	178
1 an à moins de 2 ans	197	132	173	226	188	254	287	309	327	225
2 ans et plus	110	168	79	118	131	118	188	241	257	299
Durée moyenne de détention préventive (en mois)	12,4	14,3	10,0	11,7	11,9	12,0	12,8	14,1	16,0	16,1

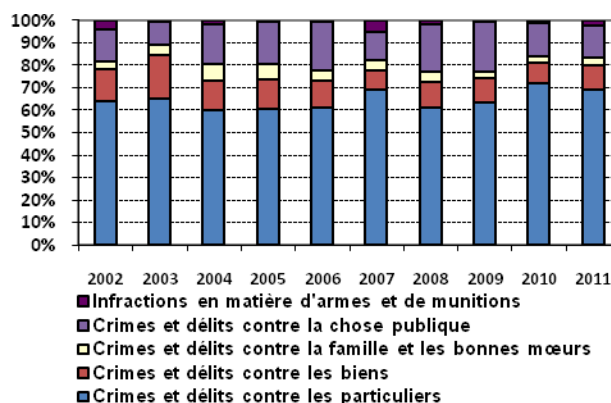
Graphique 88 : Evolution de l'effectif des inculpés selon le sexe



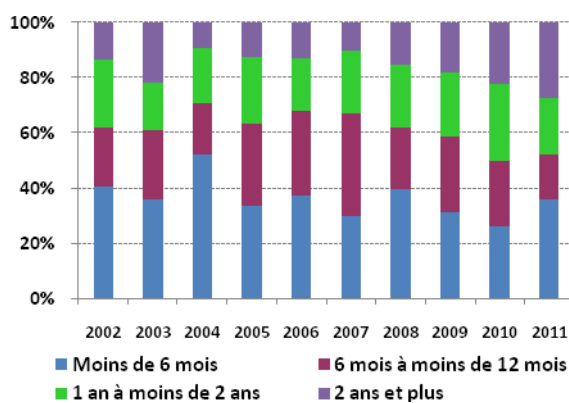
Graphique 89 : Evolution de la répartition des inculpés selon la tranche d'âge



Graphique 90 : Evolution de la répartition des inculpés selon la catégorie d'infraction



Graphique 91 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de la détention préventive



Caractéristiques des inculpés (suite et fin)

L'analyse des inculpés selon les catégories d'infractions commises en 2011, nous conduit dans une situation similaire à celle enregistrée en 2010. On note en effet, à part les détenus inculpés pour infraction en matière d'armes et de munitions ainsi que les inculpés pour crimes et délits contre les biens, une décroissance en effectif au niveau de toutes les catégories. Ainsi, les personnes inculpées pour infraction en matière d'armes et de munitions sont passées de 10 à 26 en nombre soit un taux de croissance de 160% en 2011 par rapport à 2010. Celui de crimes et délits contre les biens a augmenté de 18,6% en 2011. La catégorie de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs enregistre la plus forte baisse (-12,8%).

Les MAC dont le nombre d'inculpés pour crimes et délits contre les particuliers ont connu une baisse significative sont celles de Gaoua (-56,9%), Ouahigouya (-47,4) et Tenkodogo (-40,3). Ces écarts de variation sont également constatés dans le reste des catégories.

La répartition des inculpés selon la durée de détention préventive en 2011 présente une évolution un peu contraire à celle de 2010. La détention préventive dont la durée est inférieure à 6 mois a été la plus représentée avec 35,9%. Cette tranche en durée de détention est suivie par celle dont la durée se situe à 2 ans et plus avec 27,3% comme taux de participation. Il faut noter que cette classe venait en dernière position selon l'analyse faite en 2010. La durée en moyenne de détentions préventives des inculpés est restée depuis 2005 croissante d'année en année. Elle est ainsi passée de 11 mois 21 jours en 2005 à 16 mois 3 jours en 2011 soit une augmentation de 4 mois 12 jours en moyenne.

Les inculpés dont la durée de détention préventive est de moins de 12 mois et ceux dont la durée de détention est plus de 24 mois ont vu leur nombre augmenté tandis que ceux dont la durée est comprise entre 12 mois et 24 mois est en baisse.

La particularité des inculpés en détention préventive de deux ans et plus (longues détentions préventives) nous laisse voir une croissance continue de son taux en passant de 22,2% en 2010 à 27,3 en 2011. Ce taux était à 13,7% en 2002. Il a de ce fait connu une montée excessive dans les MAC de Bobo-Dioulasso, Bogandé, Kaya et Léo de 54,6%, 64,6%, 56,1% et 42,9% dans l'ordre. Cette analyse met en évidence les difficultés que rencontre le service de la justice dans ses procédures de traitement des dossiers.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion d'inculpés d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre d'inculpés d'une tranche d'âge donnée et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

Proportion d'inculpés d'un sexe donné : Rapport entre le nombre d'inculpés de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

Proportion d'inculpés d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre d'inculpés détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

Proportion d'inculpés d'une durée de détention donnée : Rapport entre le nombre d'inculpés en détention provisoire pendant une durée donnée et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registre des inculpés.

Tableau 43 : Evolution de l'effectif des inculpés selon certaines catégories d'infractions par EP

	Ensemble des inculpés			Inculpés pour crimes et délits contre les particuliers			Inculpés pour crimes et délits contre les biens		
	Nombre au 31/12/2011	Variation en % /		Nombre au 31/12/2011	Variation en % /		Nombre au 31/12/2011	Variation en % /	
		2002	2010		2002	2010		2002	2010
Ensemble	1096	36,3	-5,5	759	47,4	-9,3	121	7,1	18,6
Banfora	29	-	-23,7	24	-	-4,0	1	-	-75,0
Baporo	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	97	-18,5	-20,5	84	58,5	1,2	3	-81,3	-57,1
Bogandé	48	-	-14,3	19	-	-20,8	1	-	0,0
Boromo	61	-	48,8	39	-	-2,5	8	-	-
Dédougou	33	-23,3	13,8	27	-20,6	0,0	0	-100,0	-
Diapaga	25	-	13,6	21	-	10,5	1	-	-
Diébougou	26	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibo	15	-	-34,8	15	-	-34,8	0	-	-
Dori	28	33,3	86,7	19	11,8	90,0	1	-66,7	-50,0
Fada N'gourma	130	44,4	-8,5	94	5,6	-11,3	10	-	-52,4
Gaoua	36	-48,6	-51,4	28	-20,0	-56,9	0	-100,0	-
Kaya	41	-18,0	-32,8	27	-10,0	-27,0	7	-22,2	-36,4
Kongoussi	15	-	-40,0	11	-	-31,3	2	-	-50,0
Koudougou	53	-	-14,5	35	-	-25,5	7	-	16,7
Léo	14	-	-12,5	9	-	-35,7	3	-	-
Manga	40	-	-11,1	29	-	26,1	6	-	-53,8
Nouna	23	-	64,3	22	-	69,2	0	-	-
Orodara	9	-	28,6	7	-	0,0	1	-	-
Ouagadougou*	230	-26,3	13,9	104	-44,1	-6,3	63	40,0	103,2
Ouahigouya**	23	-41,0	-51,1	20	-35,5	-47,4	0	-100,0	-100,0
Tenkodogo	52	-13,3	-35,0	43	7,5	-40,3	0	-100,0	-
Tougan	34	-	-12,8	34	-	-8,1	0	-	-
Yako	7	-	-	7	-	-	0	-	-
Ziniaré	27	-	-	23	-	-	0	-	-

* Y compris Ziniaré(exception de 2011)

** Y compris Yako(exception de 2011)

Tableau 44 : Effectif des inculpés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des inculpés de moins de 25 ans et de celle des inculpés ayant eu une détention de 2 ans et plus par EP

	Inculpés en % de détenus			Inculpés de moins de 25 ans en % des inculpés			Inculpés en détention de 2 ans et plus en % des inculpés		
	2002	2010	2011	2002	2010	2011	2002	2010	2011
Ensemble	31,8	22,3	21,8	32,7	25,5	20,8	13,7	22,2	27,3
Banfora	-	19,5	15,7	-	21,1	31	-	7,9	20,7
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	30,4	22,1	19,9	30,3	23,0	18,6	13,4	48,4	54,6
Bogandé	-	41,2	38,4	-	30,4	27,1	-	41,1	64,6
Boromo	-	27,7	42,4	-	26,8	19,7	-	36,6	16,4
Dédougou	24,7	16,1	21	39,5	27,6	30,3	9,3	20,7	9,1
Diapaga	-	20,9	25,5	-	18,2	12	-	13,6	40
Diébougou	-	0	36,1	-	0	7,7	-	0	7,7
Djibo	-	23,7	14,3	-	56,5	53,3	-	17,4	13,3
Dori	26,3	10,4	19,9	28,6	26,7	17,9	23,8	20,0	0
Fada N'gourma	52,0	42,6	39,6	32,2	20,4	24,6	0,0	20,4	38,5
Gaoua	38,7	40	31,3	30	25,7	27,8	4,3	24,3	27,7
Kaya	32,1	24,9	18,3	26	27,9	26,8	44,0	37,7	56,1
Kongoussi	-	29,1	20,3	-	16,0	13,3	-	20,0	33,3
Koudougou	0,0	25,9	26,2	-	17,7	30,2	-	12,9	15,1
Léo	-	12,7	11,2	-	62,5	42,9	-	6,3	42,9
Manga	-	25,6	25,2	-	15,6	32,5	-	13,3	20
Nouna	-	24,6	42,6	-	35,7	69,6	-	42,9	13
Orodara	-	19,4	19,6	-	14,3	22,2	-	0,0	0
Ouagadougou*	34,6	13,1	15	34,0	23,3	21,3	16,0	13,9	16,1
Ouahigouya**	18,3	27,6	21,1	30,8	36,2	47,8	25,6	19,1	21,7
Tenkodogo	27,5	27,4	17,7	38,3	30,0	36,5	0,0	6,3	19,2
Tougan	-	34,5	41,5	-	30,8	38,2	-	7,8	35,3
Yako	-	-	14,6	-	-	14,3	-	-	28,6
Ziniaré	-	-	32,9	-	-	25,9	-	-	11,1

* Y compris Ziniaré(exception de 2011)

** Y compris Yako(exception de 2011)

V.4. Caractéristiques des condamnés

Points saillants :

- Une rupture de croissance du nombre de condamnés en 2011 ;
- Une croissance progressive de la proportion de condamnés parmi l'ensemble des détenus au 31/12/2011 ;
- Une moyenne en âge des personnes condamnées inchangée au 31/12/2011 par rapport au 31/12/2010 ;
- Des peines prononcées pour une durée de plus en plus longue au 31/12/2011.

Commentaire général :

Le nombre de condamnés dans l'ensemble des EP ne faisait que croître d'une année à l'autre. En effet, partant d'un effectif de 1036 condamnés en 2002, on est parvenu à un nombre dépassant les trois milliers pour une première fois en 2010 soit le triple du nombre marqué au départ. En revanche, même si les condamnés restent toujours au dessus de 3 000 en nombre, ils se retrouvent moins nombreux en 2011 par rapport à 2010 (20 condamnés de moins). Cette rupture avec la tendance croissante met les condamnés dans le même ordre d'évolution que les prévenus et les inculpés.

La proportion des condamnés parmi l'ensemble des détenus suit, comme d'habitude, son cours de croissance en passant de 61,2% en 2010 à 62,7% en 2011. Une telle proportion montre que les détenus condamnés forment la majorité de la population carcérale au 31 décembre de l'année. . Au niveau de certaines MAC, cette proportion des condamnés est particulièrement élevée et dépasse 70% de détenus. Il s'agit des MAC de Banfora (77,8%), Djibo (74,3%), Kaya (70,5%), Kongoussi (77%), Manga (72,3%), Orodara (73,9%) et Yako (79,2%).

La répartition des condamnés par sexe montre, comme au niveau des détenus en attente de jugement, une population quasiment masculine. Les condamnés de sexe masculin représentent ainsi 99% contre 1% de condamnés de sexe féminin.

L'âge moyen des personnes condamnées en 2011 (30,8 ans) reste sensiblement le même que celui de 2010 (30,7 ans). Cette moyenne tire vers celle de 2008 qui était à 31 ans. La répartition par classes d'âge se range dans la même logique que celles des années précédentes. La classe « 25-39 ans » regroupe le plus grand nombre de condamnés (54,5%). Celle-ci est suivie par la classe « 18-24 ans » avec 31,5% des condamnés et la classe « 40 ans et plus » avec 12,5% des condamnés. La proportion de mineurs demeure la plus faible (1,5%) et a connu une baisse de 20,3% par rapport à 2010.

Le nombre de condamnés dont l'âge est inférieur à 25 ans augmente dans une proportion relativement faible. Cette proportion est de 33,1% en 2011 tandis qu'elle était de 32,9% en 2010 soit un ajout de 2%. Elle a été tirée par les plus hautes proportions constatées dans les MAC de Dori, Léo et Ziniaré (44,2%, 44,6% et 43,1% respectivement).

L'analyse des condamnés par catégories d'infractions montre une répartition identique à celle des années précédentes. En effet, on note :

- Les crimes et délits contre les biens qui représentent plus de 76% des condamnés ;
- les crimes et délits contre les particuliers (10,6%) ;
- les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs (4,7%) ;
- les infractions en matière d'armes et de munitions avec la plus petite proportion (1,4%).

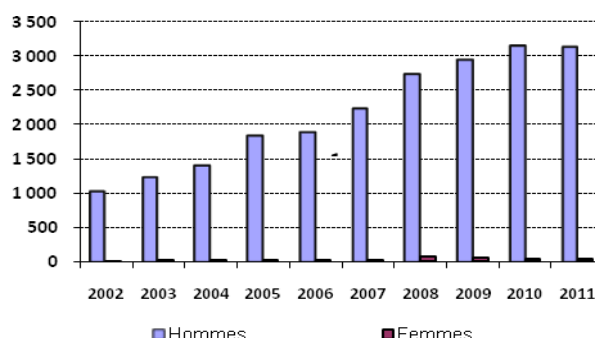
L'effectif des condamnés de cette dernière catégorie d'infraction connaît une hausse de 33 en 2010 à 45 en 2011 soit un taux de croissance de 36,4% aussi moins important que celui de 2010 par rapport à 2009 (50%). En ceci on peut dire que la loi adoptée en 2009 par le gouvernement burkinabè pour lutter contre le grand banditisme est à son application effective.

La variation du nombre de condamnés pour crimes et délits contre les particuliers par rapport à 2010 est de 7%. La répartition de cette proportion par MAC montre que les variations les plus fortes ont été enregistrées dans les MAC de Tougan (400%) et de Léo (200%). La même proportion a été vue en baisse dans la MAC de Orodara (-100%). Quant à la condamnation pour crimes et délits contre les biens, la variation est un peu négligeable avec un taux de décroissance de 1,3%.

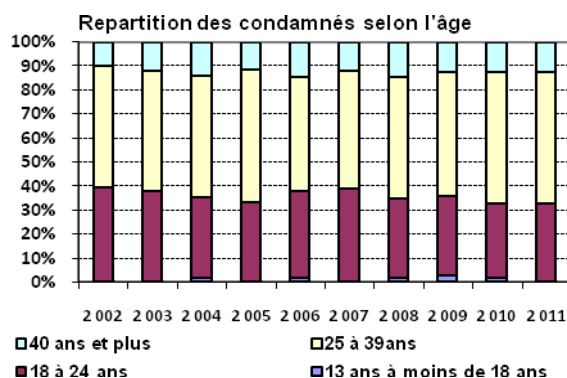
Tableau 45 : Effectif des condamnés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infraction et la peine prononcée

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble des condamnés	1 036	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 030	1 237	1 403	1 839	1 886	2 230	2 720	2 926	3 137	3 126
Femmes	6	22	30	28	27	30	68	64	42	33
Répartition selon l'âge										
13 à 17 ans	10	21	29	24	42	37	58	94	59	47
18 à 24 ans	402	460	483	601	690	845	911	980	987	996
25 à 39ans	520	631	718	1 031	908	1 109	1 409	1 548	1 745	1 722
40 ans et plus	104	147	203	211	273	269	410	368	388	394
<i>Age moyen (en années)</i>	<i>29,2</i>	<i>29,4</i>	<i>30,5</i>	<i>29,6</i>	<i>30,3</i>	<i>29,7</i>	<i>31,0</i>	<i>30,3</i>	<i>30,7</i>	<i>30,8</i>
Répartition selon la catégorie de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	827	1 045	1 133	1 546	1 581	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417
Crimes et délits contre les particuliers	54	85	108	118	136	129	175	238	314	336
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	67	70	113	93	114	190	364	313	259	213
Crimes et délits contre la chose publique	72	51	60	81	66	89	78	110	123	148
Infractions en matière d'armes et de munitions	16	8	19	29	16	25	30	22	33	45
Répartition selon la durée peine prononcée										
Moins de 6 mois	199	306	430	273	299	399	402	271	158	97
6 mois à moins de 12 mois	310	379	416	394	465	424	651	529	465	399
1 an à moins de 2 ans	326	286	367	725	645	696	993	1 141	1 027	905
2 ans à moins de 5 ans	171	222	176	393	425	640	625	844	1 108	1 212
5 ans et plus	30	66	44	82	79	101	117	205	421	546
<i>Durée moyenne de la peine (en mois)</i>	<i>17,9</i>	<i>19,5</i>	<i>15,9</i>	<i>22,0</i>	<i>21,4</i>	<i>23,9</i>	<i>22,2</i>	<i>26,8</i>	<i>33,7</i>	<i>38,1</i>

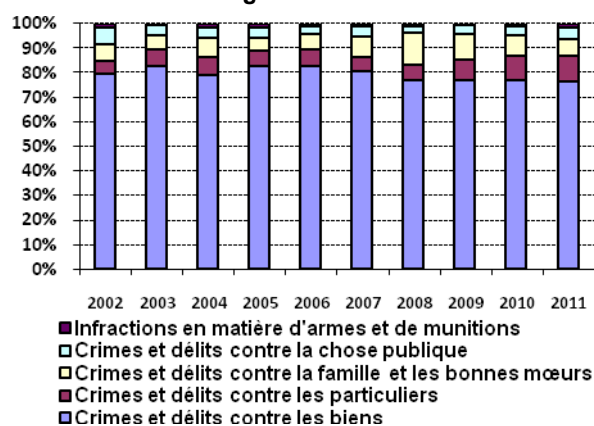
Graphique 92 : Evolution de l'effectif des condamnés selon le sexe



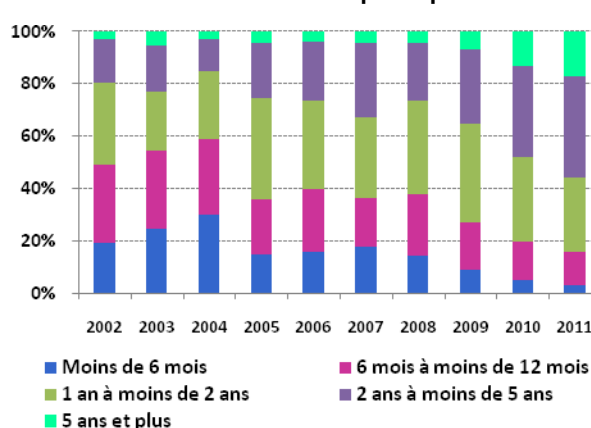
Graphique 93 : Evolution de la répartition des condamnés selon la tranche d'âge



Graphique 94 : Evolution de la répartition des condamnés selon la catégorie d'infraction



Graphique 95 : Evolution de la répartition des condamnés selon la durée de la peine prononcée



Caractéristiques des condamnés (suite et fin)

La durée moyenne des peines prononcées à l'endroit des personnes condamnées a considérablement augmenté au fil de ces trois dernières années. Elle est passée de 26 mois 24 jours en 2009 à 38 mois 3 jours en 2011 après une moyenne de 33 mois 21 jours en 2010. Il faut donc noter en cela un alourdissement des peines d'emprisonnement à partir de l'année 2009 (Année d'adoption de la loi sur le grand banditisme).

La répartition des condamnés selon la durée de la peine prononcée confirme davantage le constat fait au niveau du paragraphe précédent avec des peines d'une durée de moins de 6 mois en baisse d'environ de 50% et d'une durée de plus de 2 ans et plus, en hausse de 15% au 31 décembre 2011. Les peines d'emprisonnement de 2 ans à moins de 5 ans sont les plus prononcées et concernent 38,4% des personnes condamnées. Cette prédominance est dans sa phase de croissance puisqu'elle a débuté en 2009 avec un taux de 34,9%.

Les EP où plus de 60% des condamnés ont des peines supérieures ou égales à 2 ans sont ceux de Banfora (77,8%), Dédougou (73,3%), Dori (66,3%), Yako (65,8%), Kaya (62,7%), Manga (63,5%), et Ouagadougou (60,9%).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de condamnés d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre de condamnés d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'un sexe donné : Rapport entre le nombre de condamnés de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre de condamnés détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'une durée de détention donnée : Rapport entre le nombre de condamnés à une peine d'une durée donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des condamnés.

Tableau 46 : Evolution de l'effectif des condamnés selon certaines catégories d'infractions par EP

	Ensemble des condamnés			Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers			Condamnés pour crimes et délits contre les biens		
	Nombre au 31/12/ 2011	Variation en % /		Nombre au 31/12/ 2011	Variation en % /		Nombre au 31/12/ 2011	Variation en % /	
		2002	2010		2002	2010		2002	2010
Ensemble	3159	204,9	-0,6	336	522,2	7,0	2417	192,3	-1,3
Banfora	144	-	1,4	7	-	22,2	123	-	-
Baporo	48	45,5	11,6	2	-60,0	-33,3	40	42,9	2,6
Bobo-Dioulasso	337	99,4	-1,7	69	527,3	11,3	226	82,3	-1,7
Bogandé	58	-	-13,4	3	-	-82,4	42	-	-10,6
Boromo	68	-	-20,9	8	-	-33,3	44	-	-34,3
Dédougou	105	-16,7	-21,1	18	500,0	-5,3	81	-25,0	-23,6
Diapaga	52	-	8,3	16	-	14,3	32	-	-
Diébougou	31	-	-	3	-	-	23	-	-
Djibo	78	-	8,3	24	-	84,6	51	-	-
Dori	95	93,9	-16,7	22	450,0	69,2	61	52,5	-33,0
Fada N'gourma	139	75,9	3,0	11	266,7	-15,4	111	101,8	8,8
Gaoua	65	-19,8	-35,6	14	600,0	-12,5	47	-32,9	-37,3
Kaya	158	159,0	1,9	8	700,0	14,3	128	166,7	-2,3
Kongoussi	57	-	3,6	5	-	25,0	44	-	-
Koudougou	121	1244,4	-10,4	9	800,0	-10,0	102	1940,0	-9,7
Léo	74	-	-23,7	3	-	200,0	66	-	-23,3
Manga	115	-	-8,0	8	-	-27,3	95	-	-2,1
Nouna	27	-	12,5	3	-	-	23	-	15,0
Orodara	34	-	47,8	0	-	100,0	33	-	83,3
Ouagadougou*	926	223,8	-0,5	61	369,2	15,1	712	208,2	2,4
Ouahigouya**	76	-37,2	-32,1	14	55,6	0,0	58	-41,4	-31,0
Tenkodogo	220	900,0	24,3	16	700,0	-15,8	161	747,4	18,4
Tougan	42	-	-26,3	5	-	400,0	36	-	-
Yako	38	-	-	0	-	-	37	-	-
Ziniaré	51	-	-	7	-	-	41	-	-

* Y compris Ziniaré (exception de 2011)

** Y compris Yako(exception de 2011)

Tableau 47 : Effectif des condamnés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des condamnés de moins de 25 ans et de celle des condamnés ayant reçu une peine de 2 ans et plus par EP

	Condamnés en % de détenus			Condamnés de moins de 25 ans en % des condamnés			Condamnés à 2 ans et plus en % des condamnés		
	2002	2010	2011	2002	2010	2011	2002	2010	2011
Ensemble	40,9	61,2	62,7	39,8	32,9	33,1	19,4	47,6	54,9
Banfora	-	74,9	77,8	-	28,8	31,9	-	60,3	77,8
Baporo	100	100	100	36,4	27,9	43,8	51,5	65,1	52,1
Bobo-Dioulasso	43,1	62,1	69,2	39	27,7	35,6	10,7	41,7	46,6
Bogandé	-	49,3	46,4	-	34,3	22,4	-	28,4	32,8
Boromo	-	58,1	47,2	-	27,9	32,4	-	30,2	33,8
Dédougou	72,4	73,9	66,9	34,9	20,3	28,6	34,9	63,2	73,3
Diapaga	-	45,7	53,1	-	39,6	38,5	-	39,6	40,4
Diébougou	-	0	43,1	-	0	25,8	-	0	58,1
Djibo	-	74,2	74,3	-	38,9	52,6	-	33,3	43,6
Dori	61,25	79,2	67,4	26,5	34,2	44,2	22,4	38,6	66,3
Fada N'gourma	45,7	40,5	42,4	29,1	36,3	25,9	12,7	34,1	35,3
Gaoua	44,8	54,6	56,5	45,7	24,7	35,4	19,8	41,6	47,7
Kaya	39,1	63,3	70,5	42,6	34,8	29,7	27,9	49,0	62,7
Kongoussi	-	64	77	-	32,7	38,6	-	60,0	50,9
Koudougou	100	56,5	59,9	11,1	37,8	37,2	77,8	40,7	55,4
Léo	-	77,0	59,2	-	37,1	44,6	-	36,1	50
Manga	-	71,0	72,3	-	32	34,8	-	59,2	63,5
Nouna	-	42,1	50	-	25	29,6	-	16,7	44,4
Orodara	-	63,9	73,9	-	30,4	14,7	-	8,7	23,5
Ouagadougou*	31,7	60,5	60,3	45,8	34,3	28,9	14,0	57,0	60,9
Ouahigouya**	56,8	65,9	69,7	39,7	25	35,5	17,4	41,1	43,4
Tenkodogo	10,1	60,6	75,1	50,0	40,1	35,9	-	44,1	51,4
Tougan	-	50,4	51,2	-	57,9	23,8	-	26,3	57,1
Yako	-	-	79,2	-	-	39,5	-	-	65,8
Ziniaré	-	-	62,2	-	-	43,1	-	-	41,2

* Y compris Ziniaré(exception de 2011)

** Y compris Yako(exception de 2011)

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre, des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Acceptation partielle : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement et/ou d'une amende supérieure ou égale à 50 000 FCFA et /ou du travail d'intérêt général. A vérifier

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes (que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps de plus de 5 ans), voire de peines complémentaires.

Affaire en cours d'instruction : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire jugée : Affaire pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans une juridiction.

Affaire dont l'instruction est terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par une ordonnance de transmission des pièces au procureur général de la Cour d'appel du ressort, soit par une ordonnance de renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non lieu.

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à une personne qui enfreint à la loi pénale.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction de degré inférieur par une juridiction de degré supérieur pour irrégularité de forme ou de fond, à la suite d'un appel ou d'un recours en révision ou en cassation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par une juridiction de premier degré devant une juridiction de second degré pour qu'elle soit rejugée.

Arrêt définitif de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Arrêt provisoire de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Assistance éducative : Mesure pouvant être prise par les juridictions pour mineurs, lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont supposées gravement compromises.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou des biens et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir en commun.

Avis : Opinion émise par une haute juridiction, par exemple sur la régularité d'une procédure.

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré couramment aux justiciables nés au Burkina par les greffe des TGI et ceux nés à l'étranger ou étranger résident au Burkina par la Cour d'appel est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les peines privatives de liberté. A côté du bulletin n°3, il existe les bulletins n°1 et 2 qui sont délivrés à des demandeurs spécifiques.

Cassation : Annulation par la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat d'une décision rendue en violation de la loi.

Centre pénitencier agricole de Baporo : Etablissement pénitencier créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Certificat de nationalité burkinabé : Document administratif délivré par le président du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon lequel un individu est de nationalité burkinabé.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu du lieu, la date et l'heure de l'audience.

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine (emprisonnement, amende, TIG) a été prononcée.

Confirmation : Décision par laquelle une juridiction de recours consolide et maintient la décision des premiers juges.

Conseil d'Etat : Juridiction supérieure de l'Ordre administratif créée au Burkina Faso par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000. Le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif.

Consommations budgétaires : Utilisation effective des crédits budgétaires alloués.

Contradictoire (jugement) : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Contravention : Infraction à une loi ou à un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics par la Cour des comptes.

Coups et blessures volontaires : Fait de donner volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait pouvant entraîner une maladie, une infirmité ou une incapacité de travail sur la personne d'autrui.

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, et correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Cour de cassation : Juridiction suprême de l'ordre judiciaire créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 9 mai 2000, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation. Elle juge en droit, non pas en fait.

Cour des comptes : Créée par la loi n°14-2000 AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est compétente pour contrôler les finances publiques.

Crimes et délits contre la chose publique : Détournement de deniers publics, Corruption, Evasion fiscale, etc.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs : Mutilations génitales féminines, Infractions en matière de mariage, Proxénétisme, Trafic d'enfant, Enlèvement d'enfant, Attentat aux mœurs, Prostitution, Stupéfiants, etc.

Crimes et délits contre les biens : Vols, Extorsions, Recels, Escroqueries, Abus de confiance, Destructures, dégradations, dommages ; Stéllionat ; Infractions en matière de chèques, etc.

Crimes et délits contre les particuliers : Homicides volontaires, Empoisonnements, Violences, Coups et blessures volontaires, Violences et voies de fait, Homicides et blessures involontaires, Viols, Coups mortels, Assassinats, Associations de malfaiteurs, Diffamation, Injures, Non-assistance à personne en danger, etc.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, sous réserve toutefois de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Décision (Arrêt, jugement, ordonnance) avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser une instruction.

Décision (arrêt, jugement, ordonnance) rédigée : Affaire sur laquelle une juridiction a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Décision rendue (définitive) : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit la juridiction.

Décision (arrêt, jugement, ordonnance) sur le fond : Décision d'une juridiction touchant dans une affaire, à une ou des question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décisions du Premier Président (Cour d'appel) : Ordonnance de référé et ordonnance rendue en matière de défense à exécution provisoire.

Défaut (jugement par) : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a pu être délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délit (voir Affaire correctionnelle)

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Dépenses d'équipement-investissement : Dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi une juridiction renonce à son action ou à l'instance.

Destructions, dégradations de biens : Fait de détruire volontairement ou involontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détention préventive : Mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire ordonnée par un juge d'instruction renouvelable chaque six mois.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Electoral (contentieux de type) : Litige concernant les élections. Il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Emprisonnement : Peine privative de liberté consistant en l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, de s'échapper ou tenter de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour obtenir la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque, susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Fiscal (contentieux de type) : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Flagrant délit : Est qualifié délit flagrant, le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre. Il y a aussi délit flagrant lorsque, dans un temps voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique ou est trouvée en possession d'objets ou présente des traces ou indices laissant penser qu'elle a participé au délit.

Est assimilé au délit flagrant tout délit qui, même non commis dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent, a été commis dans une maison dont le chef requiert le procureur [du Faso] ou un officier de police judiciaire de le constater.

Foncier (contentieux de type) : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fonction publique (contentieux lié à) : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent aux meurtres, parricides et infanticides.

Incarcération : Mise en détention ou emprisonnement.

Incompétence : Défaut d'aptitude d'une juridiction à connaître d'une demande.

Inculpé : Personne soupçonnée d'une infraction pendant la procédure d'instruction.

Infirmerie : Annulation totale ou partielle par une juridiction de recours d'une décision rendue en premier ressort.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause. Il instruit à charge et à décharge.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner, soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme, soit parce qu'elle est intervenue hors délai.

Jonction : Mesure d'administration judiciaire par laquelle la juridiction ou le Président de la juridiction décide d'instruire et de statuer en même temps deux ou plusieurs instances unies par un lien étroit de connexité.

Juge des enfants : Le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Institué au siège des TGI, le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle pour les infractions commises par les mineurs.

Jugement avant dire droit (voir décision avant dire droit)

Jugement rédigé (voir décision rédigée)

Jugement rendu (voir décision rendue)

Jugement rendu sur le fond (voir décision sur le fond)

Lettre du Premier Président de la Cour des comptes : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Maison d'arrêt et de correction : Etablissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Majeur : Personne âgée d'au moins 20 ans révolue (majorité civile). Cependant, dans certaines matières, la majorité survient plus tôt (18 ans en matière pénale et électorale, etc.).

Marché public (contentieux de type) : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Mineur délinquant : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur mis sous ordonnance de garde provisoire : Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité (voir majeur).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Non paiement de salaire (conflit lié au) : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président d'une juridiction ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Placement : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative) qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention pour être jugée.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence d'une juridiction pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rapport public de la Cour des comptes : Document contenant les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées chaque année par la Cour des comptes.

Rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles une personne a exercé des fonctions relevant d'un autre régime ou a été illégalement empêché de les exercer.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un juge unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend. Le référé peut également avoir pour objet la remise en l'état, la prévention d'un dommage imminent ou la cessation d'un trouble manifestement illicite. Le référé ne préjudicie pas sur le fond.

Référé (Cour des comptes) : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Réformation : Infirmerie partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique et numérique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Rejet : Fait pour une juridiction de trancher en défaveur de la partie qui l'a saisie.

Remise à parent : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l'intégrer ou à le réintégrer dans sa famille.

Renvoi à l'instruction (ouverture d'une information) : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.

Réputée contradictoire (décision) : La décision est réputée contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Rupture de contrat de travail (conflit lié) : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin illégalement à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Saisine directe : Affaire introduite directement devant une juridiction soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale.

Saisine pénale : Introduction d'une nouvelle affaire pour les faits de contravention, de délit ou de crime.

Stupéfiants (usage de) : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Taux d'occupation des maisons d'arrêt et de correction : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil).

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Tribunal administratif : C'est la juridiction du premier degré de l'ordre administratif. Il est en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif (contentieux de l'annulation et contentieux de la réparation).

Tribunal de grande instance : C'est la juridiction de premier degré de droit commun. Il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Tribunal d'instance : Juridiction ayant compétence pour juger de tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et inférieur à 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions des tribunaux départementaux ou d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction d'exception compétente au premier degré pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail et du Code de sécurité sociale.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants, il statue en premier et dernier ressort en matière de crimes ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 /AN du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un faux (voir faux en écriture) en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité physique ou morale des personnes.

Vol : Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui avec effraction, violence ou à main armée, etc.

Les chiffres clés de la justice

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	11	11	12	16	19	19	20	23	24	24
Tribunaux d'instance	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	-	2	2	2
Juges des enfants	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	11	11	12	16	19	19	20	23	24	24
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	10	10	10	15	19	19	20	23	24	24
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	2 429,8	2 302,2	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,3	8930,5	8203,5
Effectifs des magistrats dans le système judiciaire	179	205	236	263	287	308	333	354	369	391
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	-	126	112	151	172	170	155	183	158	169
Décisions rendues	-	78	114	95	162	161	145	145	122	112
Décision rédigées		55	106	86	99	124	115	117	100	108
Conclusions rendues par le parquet général	-	77	110	75	138	154	146	113	76	133
Cours d'appel										
Affaires nouvelles civiles, commerciales et sociales	865	824	924	866	964	964	1 200	1 275	997	890
Décisions dans les Affaires civiles, commerciales et sociales	537	748	605	531	679	807	742	863	944	876
Décision rédigées	472	584	534	463	424	573	480	717	588	543
Affaires nouvelles pénales	333	275	247	258	380	353	526	593	371	530
Décisions des chambres d'accusation	124	237	244	198	249	185	234	188	260	153
Décisions des chambres criminelles	nd	nd	nd	27	nd	55	111	414	201	167
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	1 928	2 063	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6494	6 747
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales	1 813	1 952	1 915	2 187	2 782	3 178	3 685	4 618	5284	5 972
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4mois	4mois 15jours	3mois	2mois 26jours
Temps moyen de traitement d'une affaire commerciale	nd	nd	nd	nd	nd	nd	7mois	7mois 15jours	5mois	9mois
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	5 640	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10696	8 713
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	4 336	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 950	6686	5 755
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit							1mois 20jours	1mois 20jours	1mois2 4 jours	1mois1 9jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe							14mois	14mois	11mois	10mois 19jours
Affaires nouvelles en instruction	669	722	724	843	994	1 001	995	1 109	900	754
Affaires en instruction terminées	302	232	186	283	299	438	355	801	438	934
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction							3ans	3ans	3ans 8mois	3ans 11mois
Temps moyens des affaires terminées à l'instruction							4ans	4ans	3ans 9mois	4ans
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	-	-	108	202	243	229	265	241	278	322
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	-	-	78	182	234	208	269	186	229	261
Décision rédigées			48	114	121	123	198	238	362	227
Juges des enfants										
Affaires nouvelles	-	-	0	83	59	66	112	105	100	76
Décisions rendues	-	-	0	50	63	66	112	329	105	62
Tribunaux pour enfants										

Affaires nouvelles	-	-	0	0	11	1	15	1	10	9
Affaires terminées	-	-	0	0	2	0	11	10	0	16
Tribunaux de commerce										
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	339
Décisions rendues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	319
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	199
Tribunaux du travail										
Affaires nouvelles	340	354	323	440	459	578	673	710	739	756
Décisions rendues	316	295	457	447	379	346	423	488	674	618
Décision rédigées	308	274	427	415	356	336	344	470	527	471
Activités des juridictions de l'ordre administratif	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Cour des comptes										
Comptes de gestion reçus	47	85	378	446	352	835	472	247	234	399
Arrêts provisoires et définitifs rendus	0	0	0	0	2	26	45	155	54	139
Contrôles de gestion effectués	0	2	6	11	3	13	11	11	3	8
Conseil d'État										
Affaires nouvelles	35	47	67	50	87	62	63	79	87	94
Affaires jugées	10	11	46	38	60	53	55	64	27	57
Décision rédigées	13	17	32	40	55	23	46	57	25	47
Tribunaux administratifs										
Affaires nouvelles	96	93	105	105	210	158	165	216	184	194
Décisions rendues	86	95	125	111	221	151	115	122	186	127
Décision rédigées	52	81	118	93	143	84	87	124	146	87
Etablissements pénitentiaires										
Ensemble de détenus au 31 décembre	2 530	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5198	5039
Nombre d'inculpés au 31 décembre	804	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1160	1096
Nombre de prévenus au 31 décembre				512	205	674	563	1000	689	522
Nombre d'OMD						142	210	82	170	262
Nombre de condamnés au 31 décembre	1 036	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 994	3179	3159
Taux d'occupation (100%)	139,0	132,6	153,8	144,1	116,8	158,2	172,7	172,0	159,4	154,5